

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.;
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
20 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA;
Danemark, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; E.-G., 35 p.;
Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls.; Irlande, 65 p.;
Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 L.;
Norvège, 40 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
40 esc.; Roumanie, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.;
Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 38 din.

Les des abonnements, page 15

Table des abonnements page 15

**5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23**

(Lire page 3 l'article de notre
enqué spécial P. DE BEER.)

LES LIVRES DES ÉCARTÉS

démocratie américaine, qu'on ne trouve nulle part ailleurs, que unique en son genre, soit incomparable : il se trouve sim-

Pas plus qu'on n'imaginerait revenir, pour la vie politique, aux « candidats officiels » de Napoléon III, on ne peut croire au maintien de ce « parti unique de l'information » qui est encore le lot des Français pour la radio et la télévision.

Un danger cependant : Il arrive parfois que le spectateur, lassé par le surplace, quitte le stade avant la fin...

PHILIPPE LABARDE.

(Like page 6.)

par ALAIN CLÉMENT

[illegible]

Et maintenant le C.A.P.C. reprend ses activités avec une exposition qui réunit trois Allemands : Hans Bellmer, dont l'œuvre dont l'idée a dû justement germer à Venise ; Bauby, qui a été de toutes les dernières biennales, aurait (avec Warhol) l'exposition sur les années 70 au pavillon central, Penck, un Allemand de l'est, qui a refusé à un marchand de l'Ouest depuis une dizaine d'années, était représenté également à

LES CONSEILLERS DU PRÉSIDENT

Par Samy Cohen.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Ce n'est pas Babel

Dès l'origine, le nécessaire était fait pour que l'on parle d'une même rase. Et bientôt la référence nationale se confondit avec la dévotion aux institutions en place. L'allégeance s'adressait autant au mode de gouvernement qu'au drapeau. C'est si vrai que, durant la guerre de Sécession, les soldats donnaient un autre drapeau que le « stars and stripes » mais calquaient pour l'essentiel la Constitution de la Confédération sur le modèle en vigueur au Nord — et toujours en vigueur de nos jours dans les cinquante États.

Il est facile aujourd'hui d'ironiser sur le culte unanimiste voué des la maternelle à un édifice constitutionnel qui a révélé à l'usage bien des défauts. L'Américain moyen est persuadé qu'il bénéficie d'un régime politique quasi providentiel et que tous les autres n'en sont que les succédanés ou le repoussoir. Cette complaisance ethnocentrique n'est pas un pur mirage. Non que la démocratie américaine, quoique unique en son genre, soit incomparable : si se trouve simi-

Le Monde

idées

LA « PUB »

Publicité et entreprises : les associées de l'économie

Comme l'écrit Gérard Cornet, la publicité, la « pub », est une mal-aimée : à son avis, d'une éthique claire. C'est aussi que son marché mondial est dominé par des agences américaines. Pour Jean-Claude Boulet, cependant, la vraie question n'est pas celle de la nationalité d'une agence, mais de sa qualité. Pourquoi, d'ailleurs, les agences françaises, qui doivent « oser investir », ne chercheraient-elles pas elles aussi, comme le demande Maurice Lévy, à s'internationaliser ?

La crise larvée que nous connaissons aujourd'hui met en relief un certain nombre de faiblesses dans notre comportement, et les souligner relève quasiment du lieu commun. L'économie française a vécu pendant des dizaines d'années sous le régime du libéralisme surveillé. Le pire de tous. Celui qui donne une conscience à la fois aux pouvoirs publics et aux entreprises. Les règles du jeu sont simples : le chef d'entreprise a pu prendre juste assez de décisions pour être responsable de ses succès, et les dispositions administratives ont été suffisamment contraignantes pour justifier ses erreurs, voire les légitimer. L'une des conséquences de ce système se trouve dans ce que nous pourrions appeler l'atrophie de la pensée concurrentielle : la conception de la concurrence se réduit et se rétrécit à l'extrême. Les combats à visage découvert sont rejetés, et l'on reste sur des schémas dépassés : la concurrence dure n'est pas de bon aloi ; il ne faut pas se montrer trop agressif ; il n'est pas de bon ton d'être un gagnant ; il est souvent suspect de faire des profits. Lorsque le premier ministre réhabilita le profit des entreprises et leur permit de reconstruire leurs marges, le premier moment de stupeur passé, l'initiative est saluée presque unanimement : on vient de découvrir que ce sont les entreprises qui font l'économie. Lorsque les prix au détail sont libérés, c'est l'envolée, et l'on s'en

par MAURICE LEVY (*)

étonne : on vient de découvrir que le réflexe concurrentiel n'existe plus vraiment. Et demain on découvrira ce que beaucoup d'entreprises — les plus dynamiques — savent déjà : c'est qu'il n'existe pas de véritable concurrence sans publicité. La publicité, outil de développement, outil de concurrence, outil de choix. Les consommateurs le savent. Ils en ont encore mieux compris le fonctionnement grâce au petit écran : les « spots », devenus familiers, font partie de leurs programmes préférés. Il reste maintenant à de nombreuses entreprises à découvrir l'utilité et le rôle économique de la publicité. En effet, la France est un des pays industrialisés qui investissent très faiblement dans la publicité. Avec 0,73 % de son P.N.B. consacré à la publicité, la France est trente-deuxième investisseur, loin derrière la Nouvelle-Zélande (1,79 %), Porto-Rico (1,51 %) et même l'Arabie Saoudite (1,01 %), sans parler des Etats-Unis, champions de l'économie de marché, qui consacrent 2,03 % de leur P.N.B. à cette activité considérée comme essentielle à leur économie.

Et les statistiques nous jouent vraiment des tours pendables, car elles nous apprennent dans le même temps que les pays qui investissent le plus en publicité sont également ceux qui réussissent le mieux sur

(*) Administrateur, directeur général de Publicis Conseil.

le plan international. Résultat sans surprise : ce sont ceux qui ont le mieux maîtrisé la compétition interne sur tous les plans (produits, circuits commerciaux, offre-prix, communication) qui sont les plus aptes à se battre loin de leurs bases, sur des marchés hostiles.

Lorsqu'un industriel songe à faire de la publicité pour la première fois, il nous confie son désarroi. La publicité est toujours trop chère. Il ne sait pas très bien comment elle fonctionne. C'est un domaine où les vérités se côtoient et se confondent rarement. Et, surtout, ce n'est ni scientifique ni rationnel, c'est un peu magique. Il nous faut alors le rassurer et lui montrer des cas concrets, proches du sien. Mais surtout le convaincre que la publicité est une aventure à deux. Un vrai « partenariat », une longue association fondée sur une confiance et une estime réciproques.

Les chefs d'entreprise doivent avoir que leurs agences de publicité savent souvent être de vrais partenaires. Les publicitaires ne sont pas forcément des hommes légers évoluant dans un milieu brillant. Ce sont également des responsables d'entreprise conscients de l'effort financier consenti, de la valeur des sommes engagées qui pèsent sur un compte d'exploitation de manière lourde, trop lourde aux yeux des gestionnaires.

Un bon publicitaire doit savoir être enclin à s'emparer du produit. Il doit tout savoir du produit, de ses concurrents, de ses utilisateurs. Et tout doucement, sans qu'il s'en rende très bien compte, alors qu'il croit apprendre à le connaître froidement, à en apprécier les qualités pour mieux les vanter, il finit par l'aimer. Ça y est ! C'est notre produit. Nous en sommes pénétrés. Nous le vivons par toutes nos fibres, avec toute notre sensibilité. Et c'est d'une manière forte et passionnée que nous incarnons la marque, et que nous en devenons le gardien.

Et c'est alors que nous sommes un vrai partenaire, à la fois de raison et de passion. Et notre conseil est d'autant plus apprécié que nos intentions n'apparaissent plus uniquement commerciales. Le client sent — il le sent toujours — que c'est dans son intérêt, celui du produit, de ses parts de marché, de sa marque, que nous agissons. Et nous devenons pour lui à la fois un associé responsable et un aiguillon.

Les entrepreneurs français doivent oser investir en publicité. Beaucoup ont su montrer l'exemple, et leurs succès sont suffisamment éclatants pour s'imposer aux yeux des timorés. Ils doivent consentir ces investissements avec la même conscience, la même rigueur, et la même foi qu'ils mettraient à installer une nouvelle unité de fabrication. Leur agence doit être choisie en fonction de deux critères simples : la capacité à traiter le problème et celle à nouer des relations de confiance, d'homme à homme, d'entreprise à entreprise.

Et celles qui ont des ambitions internationales doivent placer leur confiance dans les groupes publicitaires qui ont osé franchir les frontières. Tout comme les Américains ont permis à leurs agences de s'internationaliser, les Français doivent favoriser cette volonté lorsqu'elle existe. Ils auront ainsi des partenaires pour les comprendre et les accompagner, partout.

Le mal d'amour

par GÉRARD CORNET (*)

La publicité est une mal-aimée. Les publicitaires en souffrent. Cette « pub » si violemment attaquée, mais si quotidiennement consommée, est-ce une ambition déraisonnable de la vouloir faire aimer ?

Saluons d'un éclat de rire les numéros d'humour, les clin d'œil et autres clowneries qui ont le mérite d'amuser la galerie.

Tout ce mousses mène-t-il jamais dans le lit des publicitaires les angoisses de la contestation consumériste ? Autant leur demander d'attraper volontairement ce qu'elles pensent être la vérité de la surconsommation.

Les meilleurs numéros de séduction n'éluderont pas le débat de fond qui sous-tend le mauvais procès fait à la publicité. Est-elle donc la cause d'une surconsommation, autrement dit du gaspillage, que l'on reproche à notre société ? Déjà, elle, cette publicité, une puissance manipulatoire considérable, orientant de pauvres consommateurs désarmés vers de pseudo-besoins ?

Ou bien faut-il rendre raison, admettre que, malgré des excès et des errements qu'elle peut et doit corriger, elle est un facteur de progrès, facilitant la diffusion des innovations, la fluidité des échanges et qu'elle favorise finalement un mieux-vivre ?

Le gaspillage des biens n'est pas dû à la publicité mais à l'abondance. Quant à l'influence de la publicité sur la demande globale, selon un nouvel économiste, elle pourrait bien être nulle. La demande dépend en fait des revenus disponibles. Même à l'échelon d'une branche qui a le vent en poupe comme l'automobile, il serait hasardeux de penser que la publicité peut, à elle seule, toutes choses restant égales, augmenter sensiblement et durablement la demande globale de véhicules. A contrario, même pour les campagnes antitabac, dont on souligne les résultats tangibles, il faut bien voir que la publicité relaye et amplifie l'opinion du corps médical, qu'elle s'appuie aussi sur le courant écolo.

Ce n'est pas la publicité qui fait ou défait les modes, donne envie de porter des robes ou des jupes, de se maquiller, d'être mince, de paraître jeune. La publicité s'appuie sur des tendances profondes de la société, sur les courants d'idées porteurs. Elle ne peut pas grand-chose si elle va à contre-courant, nombre d'échecs sont là pour le prouver !

En revanche, elle exerce, c'est son rôle, une influence sur les arbitrages que chacun fait entre les produits, entre les marques, entre les services. Mais qui décidera et au nom de quoi, dans une société encore libre, que sont les « pseudo-besoins » qui seraient ainsi générés ? C'est au consommateur d'en juger : il choisit, il paie, il utilise. L'arbitre. Libre-arbitre ? Tout consommateur sait clairement,

dès l'âge de raison, que la publicité vise à le séduire, à le convaincre.

La publicité n'est pas là pour lui faire de la morale. Mais elle a son éthique. Que cette éthique soit affirmée plus haut, plus clair. Qu'elle soit vigoureuse, prospective, audacieuse. Qu'elle soit enseignée, appliquée ! Bravo ! C'est à cela que travaille le Conseil national de la publicité !

Cela suffira-t-il à la faire aimer ? Non. Qu'elle soit encore plus belle, qu'elle étonne, qu'elle amuse, qu'elle informe (oh ! le mot ambigu), on lui fera toujours deux griefs : celui de la puissance et celui de servir l'argent.

Les publicitaires devraient donc avoir pour souci dans les prochaines années d'éviter l'effet de lassitude provoqué par un excès de répétition et d'agressivité. Certes, la marge de manœuvre est délicate entre l'efficacité et le trop-plein, mais elle existe, par exemple, dans le renouvellement et la qualité de la création et dans les vertus de l'auto-discipline.

Convenons aussi qu'une puissance s'équilibre par une contre-puissance. Il y a celle de la loi, bien sûr ; mais gardons-nous d'un pays libre de trop légiférer sur tout et de casser l'initiative créatrice. Une réponse naturelle à ce problème d'équilibre serait la montée du contre-pouvoir des organisations de consommateurs. A condition qu'un consensus soit trouvé sur les règles du jeu à respecter. Une autre suggestion serait que notre profession apporte un soutien accru à des causes d'intérêt général. L'art du publicitaire pourrait dans ce domaine s'affranchir de beaucoup de contraintes et risquer l'œuvre d'art. L'art en publicité : les grandes firmes japonaises, dit-on, redécouvrent le mécénat. Pourquoi notre profession ne mobiliserait-elle pas davantage les grands créateurs de notre temps ?

Ces suggestions ne sont pas faites pour décourager ni détourner d'un esprit critique nécessaire. Elles visent simplement à ce que notre société tire le meilleur profit de cet art appliqué qu'est la communication publicitaire. Qu'elle ne lui fasse pas de faux procès, se voilant la face sur ses propres tares en trouvant un bouc émissaire. Qu'elle permette à la publicité d'œuvrer avec efficacité en faveur d'une croissance désordonnée mais fondée sur l'innovation qualitative ; de surmonter cette innovation, d'accepter que le jeu publicitaire comporte naturellement, humainement, une bonne part de subjectivité ; le part du rêve. Mais de savoir que, dans notre type d'économie, il correspond à une fonction essentielle : valoriser les innovations et accélérer leur diffusion. Alors, faire aimer la pub en elle-même ? Ne rêvons pas ! Tendre sur estime serait déjà bien. C'est le vœu que nous formulons pour l'avenir de la publicité.

(*) Président-directeur général de l'agence L.E.M.

U.S. go home

La France publicitaire se divise en deux blocs : les gros groupes français — Havas, Publicis, R.S.C.G. — et les multinationales américaines. Il existe aussi un tiers-monde, mais de plus en plus aligné sur l'un ou l'autre bloc.

Dans ce climat à la Yalta on ressent chaque jour davantage un courant d'opinion tendant à exclure les agences de publicité non françaises des secteurs proches de l'administration, des entreprises nationales et d'un certain nombre de secteurs de l'industrie française. Je souhaite aborder ce sujet.

Le marché mondial de la publicité est dominé par des agences d'origine américaine. C'est un fait. Elles ont commencé plus tôt avec des clients à ambition mondiale.

En effet, dès 1925-1930, des sociétés américaines comme Coca-Cola, Colgate, Palmolive, Esso, TWA... se sont lancées à la conquête de nouveaux marchés hors des Etats-Unis. Pensant qu'une agence de publicité pouvait être un partenaire-conseil valable, elles ont encouragé leurs agences à suivre leur développement international et à ouvrir des bureaux partout dans le monde. C'est ainsi que des réseaux tels que J.W. Thompson et McCann Erickson se sont développés entre 1930 et 1960. Le réseau international de Young & Rubicam ne s'est développé qu'après 1960 et sans clients d'origine américaine, à l'exception de Procter & Gamble.

Pendant la même période, les publicitaires français se souciaient peu de développement international pour une raison bien simple : rares étaient les multinationales d'origine française et encore plus rares celles qui se préoccupaient d'entraîner leur agence dans leur aventure exportatrice.

Seuls deux réseaux, Lintas et Intermarco, furent créés en Europe avant 1970, mais ils le furent dans le sillage de deux grandes sociétés multinationales Philips pour Intermarco, et Unilever pour Lintas.

Après les rachats d'Intermarco par Publicis en 1974, et de Lintas par le groupe américain Interpublic en 1979, tous les réseaux européens, à deux ou trois exceptions près, sont d'origine américaine.

Alors, que penser de cette vague anti-américaine qui réapparaît régulièrement comme s'il fallait sermonner un adversaire par crainte de son aptitude ?

Certains affirment qu'il est inconvénient de donner du travail aux « Américains », alors qu'il y a tant de Français au chômage. Comme si utiliser les services

par JEAN-CLAUDE BOULET (*)

d'une agence de publicité « américaine » avait quelque chose à voir avec le fait d'acheter une voiture américaine fabriquée en Amérique par des ouvriers américains.

Or, en France, qui travaille chez Young & Rubicam, McCann Erickson, Impact-F.C.B. ? Des Français, des Européens, bien sûr, à 98 % ou 99 %.

D'autres pensent que si des agences françaises s'installaient aux Etats-Unis les Américains ne leur feraient pas de cadeaux. C'est certain. Il n'en ont pas l'habitude.

Havas et Eurocom ont échoué

La taille des annonceurs

Une agence française se faisant remarquer par un travail de grande qualité aurait toutes les chances de gagner des budgets à New-York, mais le problème serait justement de gagner les dix ou quinze premiers clients.

Si, par contre un groupe français pouvait racheter une importante agence américaine — et c'est n'est pas impossible — je suis convaincu qu'aucune difficulté réelle ne viendrait de la nationalité du groupe acquéreur. La récente acquisition par l'agence française Le Bélier de 10 % du capital de l'agence N.C.K. en est une première illustration.

Un autre mythe à propos des agences américaines est qu'elles sont toujours en priorité au service des multinationales américaines. Ce mythe-là a la vie dure. Pourtant c'est peut-être le plus inexact.

Les agences internationales sont à la recherche d'un juste équilibre entre clients locaux et clients internationaux, car, lorsqu'on se place au niveau européen, il devient absurde et même malsain de constituer un vrai réseau si c'est pour collaborer par exemple avec Dunlop ou Michelin en France, Uniroyal en Grande-Bretagne et Pirelli en Italie.

La vérité, la vraie réalité, c'est qu'il y a bien peu de Coca-Cola ou de Ford européens prêts à choisir une agence à l'échelle d'un continent, prêts à entamer avec elle une collaboration de plusieurs décennies, prêts à avoir des conflits avec leurs managers locaux qui souhaitent toujours travailler avec une petite agence locale non liée au siège.

Connaissez-vous beaucoup d'annonceurs français et même européens prêts à cela ? Parmi nos clients, j'en ai rencontré trois en dix ans : Kronenbourg, Talbot

(*) Président-directeur général de Young and Rubicam France.

dans leur tentative aux Etats-Unis, en 1978, non parce qu'ils ont été boycottés par des industriels américains, mais bien plus parce qu'ils ont racheté une mauvaise agence, T.B.W.A. s'est implantée à New-York en 1978, mais avec 30 millions de dollars de chiffre d'affaires et quarante collaborateurs, l'agence fait figure de petite boutique.

Les industriels américains choisissent une agence de publicité en fonction de trois critères : la compétence, la créativité et la continuité. Ils savent qu'en choisissant une grande agence, ils s'associent à un partenaire suffisamment puissant pour engager, former et conserver plus de collaborateurs de talent qui travailleront à leur service.

et Maison Phénix. Je les remercie.

Il y a aussi Renault avec Publicis-Intermarco, SEB-Calor, Tefal, avec EuroAdvertising, l'Oréal avec McCann Erickson et Unilever. C'est peu, très très peu même.

Un architecte espagnol ou un médecin américain peuvent exercer librement en France à condition d'avoir les diplômes ou les équivalents nécessaires. Alors pourquoi certains veulent-ils refuser à des agences de publicité internationales le droit de conseiller des clients français, des entreprises françaises, notamment des entreprises nationales ?

La communication est-elle un secteur si crucial de l'économie française qu'elle justifie un traitement différent, ou bien les agences ont-elles accès à de tels secrets qu'il soit nécessaire de les tenir à l'écart ? Sincèrement, je ne le pense pas.

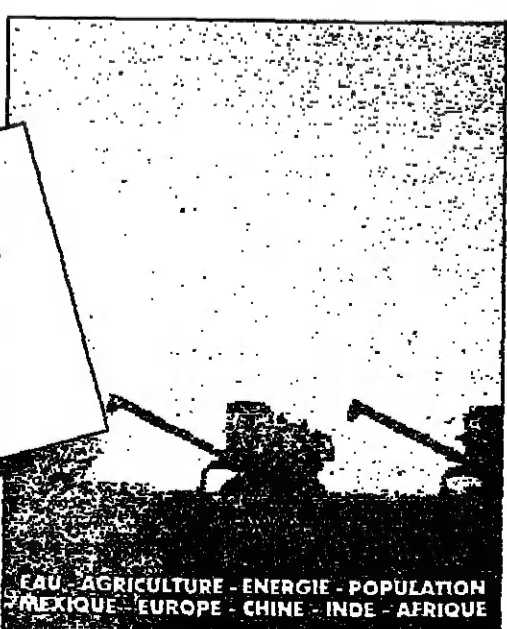
Les gouvernements de nos voisins européens ne le pensent pas non plus. Ainsi le gouvernement britannique est-il l'un des plus gros clients de l'agence anglaise B.M.P. qui fait partie du réseau français Univas-Eurocom. L'appartenance de B.M.P. à un groupe français ne l'a jamais empêchée de collaborer avec qui que ce soit outre-Manche.

La raison d'être d'une agence de publicité est de trouver des idées qui profitent à ses clients. La nationalité de l'émetteur de l'idée n'a en l'occurrence aucune importance. La réussite extraordinaire aux Etats-Unis de la cocinelle de Volkswagen est due aux idées d'une agence américaine.

Ayons le souci de la performance et de la pertinence, pas celui de l'origine du signataire. Donnez-moi une idée de campagne exceptionnelle pour Young & Rubicam — je ne vous demanderai pas si vous êtes juif ou païstnien.

POUR LA SCIENCE

NOVEMBRE 1980
NUMERO SPECIAL
L'AVENIR
ECONOMIQUE
DU MONDE



EAU - AGRICULTURE - ENERGIE - POPULATION
MEXIQUE - EUROPE - CHINE - INDE - AFRIQUE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكرا من النصح

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN ET LE SORT DES OTAGES

(Suite de la première page.)

D'autres, plus modestement, déglanent leur pistolet pour le déposer au vestiaire, avant de pénétrer dans la somptueuse enceinte de ce que fut le Sénat impérial : murs en marbre vert ou capitonnés de cuir beige, couplet aux courbes harmonieuses, lustres de cristal, religieuses en turban blanc ou noir, jeunes gens en chemise sport, « bourgeois » en complet veston, femmes en tchador, s'installant dans les luxueux fauteuils d'acier garnis de velours en forme d'hémicycle.

On se croirait à Westminster. Les parlementaires de la République iranienne sont peut-être encore plus titillés que leurs collègues britanniques en matière de procédure et tout aussi respectueux de la diversité d'opinion qu'ils s'expriment avec une surprenante brutalité. Le président de l'Assemblée, l'ayatollah Rafsanjani, tranche les différends avec un flegme imperturbable, non sans se référer à la Constitution ou au règlement intérieur de l'Assemblée. L'article afférent, lu par un de ses adjoints du haut du podium, suffit à mettre un terme instantanément à une vive polémique.

L'annonce, en cours de séance, du bombardement meurtrier de Desfoul, décrit dans des termes émoventes par le député de cette ville, un jeune homme barbu en chandail bleu clair, fait renvoyer aux calendes grecques le débat sur les otages. « Je propose que l'on s'occupe d'abord de l'assassinat de la question », lance un député. « Il serait scandaleux de discuter du sort de cinquante-deux Américains bien portants, tandis que l'on massacre nos citoyens ! » — Il ne faut pas donner à M. Carter un prétexte supplémentaire pour nous discréditer, rétorque un autre, et, en tout cas, nous devons nous conformer à l'ordre du jour ! — Les otages devraient rester en détention jusqu'à la fin de la guerre ! », hurle un troisième. « Asssez de démagogie ! Soyons sérieux et prenons une déci-

sion sans tarder ! », répondent en chœur plusieurs députés. L'ayatollah Rafsanjani lit un projet de résolution présenté par un nombre réglementaire de membres de l'Assemblée, demandant l'ajournement.

Autre manœuvre des « jusqu'au-boutistes » : ils insistent pour que l'éventuel débat sur les otages soit public et non à huis clos, comme le recommandait un groupe de députés. Les séances publiques étant habituellement radio-télévisées, les « durs » espèrent ainsi « démasquer aux yeux du peuple » ceux qui, parmi leurs collègues, sont favorables à la libération des captifs américains.

La mise aux voix des deux projets de résolution a fourni aux observateurs le premier signe de l'humour prévalant dans l'Assemblée : une majorité s'est prononcée contre l'ajournement et pour la huis clos. Le processus d'un règlement entre Téhéran et Washington était de toute évidence amorcé, comme devaient le confirmer des indiscretions recueillies à l'issue de la séance. Une fois n'est pas coutume, « libéraux », tel l'ancien premier ministre, M. Bazar-gan, et « révolutionnaires », par exemple l'ayatollah Mohamed Montazeri, connu pour son implacable hostilité à l'« impérialisme américain », ont convergé pour recommander la libération des otages aux conditions posées par le « libéral » M. Khomeini.

Sur ce dernier point, l'attitude de la commission ad hoc, chargée de déterminer le sort des détenus américains, est beaucoup plus significative. Contrairement à ce que l'on croyait, elle n'a proposé aucune condition supplémentaire. Le rapporteur de la commission, qui est également vice-président du Majlis, l'ayatollah Khomeini, nous a déclaré dimanche soir avec un grand sourire entendu : « Nous ne nous serions jamais permis de nous écarter, même d'un pouce, des directives de l'imam. » Il faudrait donc en conclure qu'il n'est plus question de demander au président Carter de retirer les Améri-

d'Arabie Saoudite ou de présenter des « excuses publiques » pour les « crimes commis par les Etats-Unis en Iran pendant plus de trente-cinq ans ».

Des avantages accrus

En fait, nombre de responsables s'accrochent pour estimer en privé que l'Iran ne pourrait obtenir davantage de concessions des Américains et que le « prix » offert par le chef de la Maison Blanche aujourd'hui est bien plus élevé que celui auquel Téhéran pourrait prétendre après les élections présidentielles. La « plus-value » déjà versée par Washington à la prise de déclarations publiques condamnant l'agression de l'Irak, demandant le retrait des forces de Bagdad du territoire iranien et garantissant l'intégrité territoriale de la République islamique.

Les avantages immédiats que pourrait tirer Téhéran de la libération des otages sont supérieurs : la récupération des fonds bloqués dans les banques américaines, la levée de l'embargo commercial imposé par les Etats-Unis et l'Europe des Neuf, la fin de l'isolement de l'Iran sur la scène internationale, avant d'être indispensables à l'effort de guerre passé en tête des priorités des dirigeants iraniens.

Ainsi, la quasi-unanimité qui s'était manifestée lors de l'occupation de l'ambassade américaine, le 4 novembre dernier, vient d'être reconstruite, paradoxalement dans un sens opposé : à l'exception des Moudjahidin du peuple, qui ont officiellement demandé au Parlement d'ajourner le débat sur les otages jusqu'après les élections américaines — essentiellement pour des raisons tactiques, toutes les autres formations politiques, musulmanes ou marxistes, y compris le parti communiste Toudheh, sont favorables à un règlement aux conditions posées par l'imam Khomeini : « Nous ne sommes pas pour la prise d'otages en soi », nous a déclaré M. Kianouri, le secrétaire

général du Toudheh. « L'opération qui a permis de mobiliser le peuple contre l'impérialisme américain a perdu de son utilité ; la guerre imminente contre nous par les Etats-Unis est suffisamment suffisante pour que nous puissions poursuivre la même objectif ».

Le hodgejotisme Khomeini, qui fut à l'origine de l'occupation de l'ambassade américaine en tant que mentor des étudiants islamiques, est plus explicite : « Nous avons cueilli tous les fruits de notre entreprise », nous disait-il dimanche soir, la mine satisfaite. « Nous avons fait échec à la tentative des « libéraux » (pour lui, le terme est péjoratif) de s'emparer des rouages de l'Etat ; nous avons acculé le gouvernement de M. Bazar-gan à la démission ; l'ordre de la révolution a grandi et s'est fortifié ; nous avons démontré, tant à notre peuple qu'à l'opinion internationale, que nous avions les moyens, non seulement de résister, mais aussi de vaincre la toute-puissante Amérique qui croyait tenir l'Iran dans le creux de la main... »

M. Khomeini, qui est également président de la commission des affaires étrangères du Majlis, vient à « dissiper les illusions de Chamran (les beaux quartiers de Téhéran), et celles que l'on pourrait nourrir à l'étranger : l'éventuelle libération des otages ne signifiera pas la fin de notre combat contre l'Amérique. Ce combat, qui vise à trancher nos liens de dépendance à l'égard des Etats-Unis, économiques, culturels, militaires, sociaux, n'est qu'à ses débuts. Certains n'ont toujours pas compris que la révolution islamique est par essence anti-impérialiste et n'en a le droit que de sa voie ». C'est dire que la signification des votes émis dimanche par M. Bazar-gan et ses amis se situe aux antipodes de celle trahie par M. Khomeini et ses pairs.

Le président de la commission des affaires étrangères traite avec une cinquantaine l'ordre du jour du président Carter. Ce dernier, à l'en croire, aurait pu obtenir « depuis belle lurette » la libération des otages, « si seulement il avait été disposé à payer le prix qu'il est prêt à payer aujourd'hui pour assurer la « rédemption » ». M. Khomeini conclut son réquisitoire par une mise en garde : « Si Carter n'accepte pas telles quelles les conditions posées par le Majlis, il aurait tort de croire que nous manquons de moyens de pression à l'égard des Etats-Unis, même après les élections présidentielles. Nous avons suffisamment démontré, le pense, que la République islamique arrive à se conformer à aucune règle ou usage que l'on essaierait de lui imposer de l'étranger ».

Le hodgejotisme Khomeini n'a fait aucune allusion à la nouvelle missive confidentielle que Washington a adressée au gouvernement de Téhéran, jeudi dernier 23 octobre. Dans sa lettre, croyons-nous savoir, le gouvernement américain réitérait son acceptation de trois des quatre conditions posées par l'imam Khomeini. Quant à la quatrième — la restitution de la fortune du chah — Washington se serait engagé à soutenir toute action judiciaire qui serait entreprise à cet effet par les autorités iraniennes. Reste à savoir si le Majlis se montrera lui aussi conciliant.

Les impondérables, singulièrement réduits depuis vingt-quatre heures, persistent, mais le dénouement du drame qui se joue depuis un an paraît imminent.

ERIC ROULEAU.

LE BOMBARDEMENT DE DESFOUL PAR DES MISSILES SOL-SOL A FAIT AU MOINS CENT VICTIMES CIVILES.

Alore que Bagdad explique la lenteur de la progression de son armée par la volonté d'éviter de faire des victimes civiles dans la population du Khouzistan, l'armée irakienne a bombardé la ville de Desfoul dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 octobre, faisant au moins cent victimes parmi la population surprise dans son sommeil ; dimanche matin, l'agence iranienne Pars annonçait que soixante-quatre corps de civils avaient déjà été dégageés des décombres des quartiers résidentiels détruits par cinq missiles géants sol-sol de 2 tonnes du type « Frog-7 », de fabrication soviétique. Desfoul, la fabrique soviétique, est la première ville irakienne à avoir été touchée par un missile de ce type. Le 8 octobre, avait fait cent soixante-dix morts et plus de trois cents blessés, selon les autorités locales.

La bataille de Khorrnabahr se poursuit avec violence : lundi 27 au matin, Radio-Téhéran a annoncé que la ville (rebaptisée Khourramshahr, la « ville du sang ») est désormais isolée du reste du pays. En revanche, la situation apparaissait moins critique pour les Traniens à Abadan.

PATRICE DE BEER.

Liban

M. Chafic Wazzan a formé son gouvernement

De notre correspondant

Beirut. — Le Liban a été doté durant le week-end d'un gouvernement, au terme d'une vacance qui aura duré quatre mois et demi. La longueur de cette crise est due au blocage politique qui rend très difficile et parfois impossible, tout changement ministériel, de même qu'il n'a pas été jusqu'à présent possible de renouveler le Parlement, dont les députés élus en 1972 n'ont pas été remplacés en 1978 au terme de leur mandat.

Le pourcentage de la situation arabe libanaise a été demandé si l'élection présidentielle de l'été 1982 pourra avoir lieu normalement.

En attendant ces échéances, le cabinet, formé lundi dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 octobre par M. Chafic Wazzan, devant « gouverner » comme ses deux prédécesseurs, avec des pouvoirs politiques et exécutifs quasi nuls, son rôle se ramenant à faire fonctionner le moins mal possible les services publics. Sa constitution était néanmoins devenue impérative pour ne pas bloquer la promulgation du budget de 1981.

Le cabinet Wazzan n'a pas suscité d'enthousiasme mais il n'a pas non plus provoqué d'hostilité insurmontable. Les principales forces politico-militaires du pays n'y attachent pas grande importance, considérant, à l'instar du chef des Phalanges, M. Pierre Gemayel, que « c'est un cabinet pour l'expédition des affaires courantes ». Après quelques sous-entendus — dont l'intention prêtée à un ministre d'Etat, M. Abou Fadel, de démissionner — il obtiendra sans doute la confiance du Parlement.

Le premier ministre, chef du Rassemblement islamique, homme de la droite musulmane, sunnite classique, juriste de formation, aspirait de trop longue date à cette fonction pour ne pas se prêter au compromis. Il s'est donc efforcé de constituer un cabinet de vingt-deux membres, où tous les équilibres sont respectés : confessionnel bien sûr, mais aussi régional ; la Syrie, l'O.L.P. et les différentes forces combattantes libanaises ont été également ménagées. C'est dans ce même esprit de compromis que M. Wazzan s'applique à surmonter les quelques accès de mauvaise humeur qui se manifestent ici et là.

Coincidence significative : la formation du cabinet a été accompagnée de violents affrontements dans le quartier chrétien d'Abd El-Khader, entre une fraction du P.M.L. dirigée par un « seigneur de la guerre » du nom de Hanache, qui avait échappé aux milices phalangistes en juillet, et ses détracteurs. Les combats se sont déroulés au canon

LA COMPOSITION DU NOUVEAU CABINET

Voici la composition du nouveau cabinet :

- Premier ministre et ministre de l'Intérieur : M. Chafic Wazzan ;
- Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères : M. Fouad Soueif (inchangé) ;
- Défense : M. Joseph Stéf (inchangé) ;
- Santé publique : M. Nazih El Stori ;
- Justice : M. Katholik Babikian ;
- Educations nationale et beaux-arts : M. René Monawad ;
- Information : M. Michel Edde ;
- Economie et commerce : M. Khalid Jomblani ;
- Ministre d'Etat : M. Joseph Abou-Khatir ;
- Fêtes et communications : M. Michel El Murr (inchangé) ;
- Ressources hydrauliques et électriques : M. Anwar Al Sabbah (inchangé) ;
- Finances : M. Ali Al Khalil (inchangé) ;
- Ministres d'Etat : MM. Mahmoud Ammar et Mounir Abou Fadel ;
- Travaux publics et transports : M. Elias Al Harouti ;
- Industrie et pétrole : M. Mohamed Yousef Baïdoun ;
- Ministres d'Etat : MM. Kaimar War et Sami Abou Younes ;
- Habitat : M. Selim Al Jahel ;
- Travail et affaires sociales : M. Abdel Rahman Al Labban ;
- Agriculture : M. Monasteph Derzika ;
- Tourisme : M. Marwan Hamada.

Israël

LE SORT DES MAIRES DE KIBRON ET DE KHAL-KHOU. — Affaiblis par une grève de la faim commencée le 30 octobre, MM. Kawasneh et Makhoul ont été transférés samedi 25 octobre de la cellule du Pont-Alexandria à la prison de Ramleh, près de Tel-Aviv, où toute visite leur est refusée. La Cour suprême doit statuer le 31 octobre sur leur dernier appel, à la suite de la confirmation de leur expulsion de Cisjordanie par une commission militaire d'appel le 19 août dernier. — (A.P.)

Océanie

RÉUNIE EN PAPOUSIE-NOUVELLE-GUINÉE

La Conférence des Etats et territoires du Pacifique sud a évoqué la création d'une organisation politique régionale

Port-Moresby. — La capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée — pays qui est intervenu en août pour rétablir l'ordre dans l'île d'Espirit-Santo, au Vanuatu — a accueilli du 18 au 24 octobre la vingtième réunion de la Conférence du Pacifique sud. Cet organisme, qui n'a statutairement aucune attribution politique, regroupe vingt-huit Etats et territoires (1). Pourant les débats ont été portés sur les thèmes économiques et sociaux prévus que sur la question de la pollution nucléaire et sur l'opportunité de créer une organisation politique des pays de la région destinée à leur donner plus de poids sur la scène internationale.

Les dirigeants du pays hôte ont à trois reprises réclamé la formation d'un tel organisme similaire à ceux qui existent dans d'autres régions, comme l'Organisation des Etats américains, la Ligue arabe ou l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Ouvrant la conférence, le premier ministre, Sir Julius Chan, a déclaré : « La communauté océanienne a encore beaucoup à apprendre en ce qui concerne la coopération, l'unité et la direction politique qui lui permettraient d'assurer au mieux son développement. » Les pays du Pacifique « peuvent mettre au commun leurs ressources, leur expérience, leur culture et leur sagesse pour s'opposer à des tentatives d'assimilation pour empêcher tout progrès ». « Nous voulons être pris au sérieux », s'est-il écrit. « Je trouve inadmissible, et il est conclu, que des menées étrangères favorisent nos dissensions. »

Le ministre des affaires étrangères, M. Noel Levi, a voulu mettre fin à un mythe. « Pour le reste du monde, notre région est un légende »,

De notre envoyé spécial

deux paradis inondés de soleil, une belle région dépourvue de poids politique. C'est pourquoi il est temps que les Etats océaniques constituent une alliance politique. C'est alors seulement que nos vœux sur des problèmes aussi cruciaux que les essais nucléaires, le rejet de déchets nucléaires et la décontamination pourront être étudiés sérieusement ».

Enfin, encore une fois le clou, le ministre des Industries primaires, M. Roy Evans, a parlé d'un « bloc des îles du Pacifique » qui existerait, en fait, la Nouvelle-Zélande et l'Australie et pourrait obtenir un statut d'observateur aux Nations unies. Ces propositions n'ont suscité aucune réaction de la part des pays nouvellement indépendants et n'ont guère été bien accueillies par les Etats « occidentaux ». Toutefois, la proposition de décision est restée dans cette partie du monde. « Les représentants des pays membres vont soumettre nos propositions à leurs gouvernements », nous a déclaré le secrétaire général des affaires étrangères, M. Paul Metane, et je crois que ce projet resurgira, peut-être dans un an. « On peut penser que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui, avec ses trois millions d'habitants et ses 482 000 kilomètres carrés, représente 60 % de la population et les trois quarts des terres émergées de la zone, inquiète quelque peu, par sa taille et ses ambitions, la poussière des territoires océaniques. »

Pas de mention des essais nucléaires français

L'unanimité s'est, en revanche, pratiquement réalisée pour condamner les projets d'immersion des déchets radioactifs dans le Pacifique, en dépit de fortes réticences américaines et britanniques. « La mer est notre terre, nos champs et nos forêts », a affirmé un député. Le représentant du Commonwealth des îles Mariannes du Nord — territoire sous tutelle américaine — s'en est violemment pris au Japon, qui, selon lui, entend commencer à déverser ses déchets radioactifs dans la mer au large de leurs côtes. A la grande surprise de beaucoup, la résolution adoptée n'a fait aucune mention des essais nucléaires français dans le Pacifique qui avaient été, à l'origine, il y a un an, d'un

débat tenu au sein du forum des Etats du Pacifique sud. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, pourtant peu favorables à ces expériences, avaient empêché la condamnation de la politique française (le Monde du 11 juillet 1979).

Cette conférence a été marquée par l'accession au groupe de nouveaux membres, dont le dernier Etat indépendant de la région, le Vanuatu, ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, et trois territoires sous tutelle américaine et qui avancent vers l'autodétermination, et peut-être l'indépendance, les îles Mariannes du Nord, les îles Marshall et les Etats fédérés de Micronésie. Avec l'entrée de ces quatre membres, la conférence se trouve désormais divisée en deux groupes nominalement égaux, quatorze Etats indépendants et quatorze territoires disposant d'une autonomie plus ou moins grande. Car l'originalité de cette conférence est de mettre Etats et territoires sur le même pied d'égalité. Il y avait, par exemple, quatre délégations arborant le drapeau tricolore, celui de la France, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et des îles Wallis et Futuna.

D'autres sujets plus techniques ont aussi fait l'objet de débats. La situation de la femme a donné lieu à des incidents, les délégués étant presque tous des hommes... La question de la pêche cruciale pour la région dont c'est la ressource principale — Tuvalu n'a, par exemple, que huit mille habitants sur vingt-cinq kilomètres carrés pour une zone maritime de neuf cent mille kilomètres carrés — a été une fois de plus discutée sans résultats. Les pays océaniques s'inquiètent de voir les Américains, les Japonais, mais aussi les Taïwanais et les Coréens du Sud pêcher le plus souvent sans conclure d'accords avantageux pour les pays riverains.

Le Pacifique peut apparaître comme bien éloigné aux pays européens. Mais les ressources potentielles qu'il détent — poissons, vagues, nodules minéraux, — son importance sur les plans de la stratégie et des communications, font de lui une région dont le rôle ne cessera de grandir. En particulier au sein de ce nouveau concept de communauté du Pacifique récemment mis en avant au Japon ou aux Etats-Unis, et qui réunirait non seulement les Etats océaniques, mais aussi les pays d'Amérique et d'Asie riverains du grand océan.

PATRICE DE BEER.

L'étonnante rencontre de Sherlock Holmes et de Jean Dutoit. Roman 300 pages. FLAMMARION

AMÉRIQUES

Un bilan des États-Unis

(Suite de la première page.)

Dans le sur-subconscient, les Américains sont obsédés par la reconnaissance à leur système politique de leur avoir évité le pire : la lutte de tous contre tous. Il ne leur a épargné ni les iniquités raciales ni les injustices sociales. Peut-être même les a-t-il épargnées plus longtemps que n'aurait fait un autre mode de gouvernement mais, sauf envers les Indiens, il a conjuré des aspirations individuellement positives les facteurs d'intolérance et d'exclusion inhérents à un agrégat humain aussi disparate.

Le mérite en revient-il à la présence des Pères fondateurs et aux institutions qu'ils légifèrent à la postérité ? Le seul fait que celles-ci aient duré aussi longtemps sans rencontrer la moindre contestation tendrait à démontrer non qu'elles sont infaillibles, mais qu'elles étaient d'essence démodée, assurant la révolution qu'allait suivre la société américaine. Pour donner son plein effet à l'expansion territoriale et démographique, il fallait un agencement institutionnel qui maintienne en suspension ou en surplis les coalitions et les conflits d'intérêts. Or, c'est justement à quoi répondait le grand dessein des constituants de Philadelphie, instruits par l'expérience de leurs débats qu'il y a des situations si chargées (de tension ou de solution) que la dégradation, les déviations à créer un système où, sous l'invocation de la séparation des pouvoirs, aucune instance n'aurait le dernier mot parce que ni les passions ni les factions n'y trouveraient un point de cristallisation.

Cette disposition convenait à un milieu et à une époque qui regardaient la concentration du pouvoir politique comme un mal en soi, gémémeur d'oppression et d'arbitraire. Pour la même raison, on cherchait en vain dans le texte constitutionnel et la pratique qui en découle trace d'un souci de dégager une volonté populaire distincte de la souveraineté immuable du peuple et d'opposer une majorité aux minorités. L'indéfini, le président, ne l'oublions pas, est élu au suffrage indirect avec tous les aléas qu'il comporte. Tous les quatre ans,

les experts frémissent à l'idée que sorte du collège électoral un président minoritaire — ce s'est vu — ou pas de président du tout, auquel cas c'est à la Chambre, statuant à la majorité des États représentés, et non des voix, qu'il revient de désigner le vainqueur.

La composition du Sénat — deux sénateurs par État, quelle que soit la taille de ce dernier, indique assez qu'il s'agit de respecter le particulier, non de faire d'essence une volonté générale. Quant à la Chambre, élue, elle, au suffrage universel direct et dans des circonscriptions révisées tous les dix ans pour tenir compte des déplacements de population, son trop court mandat (deux ans seulement) et l'accaparement des affaires par les commissions et les sous-commissions, réduisent à peu de chose son rôle de caisse de résonance. On pourrait difficilement l'accuser d'instabilité, mais qu'elle est démodée, elle, les traditions sont nettement oligarchiques.

Les rapports respectifs de l'exécutif et du législatif, laissés dans le vague par la Constitu-

tion, sont plutôt des rapports de faiblesse réciproque que de force. La présidence peut proposer tous les grands projets qu'il estime d'intérêt national, le Congrès, maître absolu de la bourse, dispose avec une sage lenteur et n'en laisse subsister que ce qui lui agré. Aucune procédure d'exception ou d'urgence n'est prévue pour accélérer les travaux. À l'inverse, le Congrès est trop empêtré dans ses arcanes pour en remonter au président et infléchir la grande politique. On s'en est aperçu durant la guerre du Vietnam.

Les congressmen ne s'émurent que sur le tard de son empiètement et n'ont pu prendre aucune mesure concrète capable d'en dévier le cours (ils se rattrapèrent à propos du cambodge, livrant le pays à Pol Pot pour se punir de l'avoir abandonné aux entreprises du Dr Kissinger). Le processus budgétaire, qui, malgré maintes réformes, reste une énigme rationnelle et, a fortiori, le résumé, fournirait un bon exemple du froufrou des compétences que se partagent l'exécutif et le législatif.

Les « branches » du gouvernement

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la fonction de « magistrature suprême » échoie à la Cour du même nom. C'est devant la Cour suprême, composée de neuf juges nommés à vie par le président avec l'assentiment du Sénat, qu'aboutissent les grands litiges qui peuvent diviser l'opinion. Elle seule possède l'indépendance d'esprit, le loisir et souvent le courage nécessaires pour formuler les décisions juridico-morales qui engagent la conscience américaine. À ce titre, ses jugements sont fréquemment discutés, mais il ne viendrait à l'esprit de personne de les contester comme nuls et non avenus. Ils ont, littéralement, force de loi.

En France, par exemple, c'est une loi qui, après des débats passionnés, réglemente l'interruption de grossesse.

Aux États-Unis, c'est la Cour qui en a été saisie et qui, après une enquête approfondie d'un de ses membres, le juge Harry Blackmun, chargé par ses pairs de rédiger le mémoire qui servira à ses conclusions, se prononce pour la liberté d'avortement durant les trois premiers mois de la gestation au nom du droit de la personne à disposer d'elle-même. Rappelons également la part éminente prise depuis un quart de siècle par la Cour dans le combat pour les droits civiques des Noirs et leur réalisation dans la vie sociale. Quel que soit le domaine où elle intervient, c'est bien évidemment grâce à l'activité de la Cour suprême que la Constitution américaine doit de rester un « document vivant », source permanente du droit des individus face à la collectivité, et non un parchemin daté et desséché.

Les trois « branches » du gouvernement, pour employer la terminologie américaine, bien que censées provenir d'un tronc com-

mun et puiser à la même source, fleurissent à l'écart les uns des autres. La « circonscription » est en fait, même quand un président a fait ses classes au Congrès (comme Truman, Kennedy, Johnson, Nixon), il n'a rien de plus commun avec eux que la Maison Blanche, que de s'en-tourer de gens à lui dont l'assiduité sourdilleuse, sinon le rôle courtois, tend à faire d'un coup, ne doivent plus rien à une quelconque « investiture » parti-

sanée. Le vainqueur d'une « primaire » est en fait un candidat indépendant qui s'est librement accolé une étiquette. Son succès n'est dû qu'à sa capacité de convaincre et de collecter des dollars. Payable ou non, la télévision fait le reste. Dans le meilleur des cas, le parti n'est plus qu'une toile de fond, non pas tout à fait interchangeable — il reste des vestiges d'embarca-

tion, comme « chef de parti », tous les quatre ans, et pour quelques semaines seulement, que le candidat à la présidence désigné par la convention. Si ou battu, il rejette son parti dans les limbes.

L'importance des « primaires »

La décadence des partis politiques aux États-Unis a des causes diverses, mais l'une d'elles joue un rôle considérable parce qu'elle remplace l'affiliation et la fidélité au parti par une légèreté électorale : la prolifération des « primaires ». On connaît surtout celles qui jalonnent la course d'obstacles aux prétendants à la candidature présidentielle. Mais le procédé a gagné les élections à la Chambre et au Sénat, celles des gouverneurs d'État et, à un degré ou à un autre, un nombre croissant de fonctions électives.

Le corps électoral est de plus en plus associé directement à la sélection des candidats, qui, du coup, ne doivent plus rien à une quelconque « investiture » partisane. Le vainqueur d'une « primaire » est en fait un candidat indépendant qui s'est librement accolé une étiquette. Son succès n'est dû qu'à sa capacité de convaincre et de collecter des dollars. Payable ou non, la télévision fait le reste. Dans le meilleur des cas, le parti n'est plus qu'une toile de fond, non pas tout à fait interchangeable — il reste des vestiges d'embarca-

tion, comme « chef de parti », tous les quatre ans, et pour quelques semaines seulement, que le candidat à la présidence désigné par la convention. Si ou battu, il rejette son parti dans les limbes.

Pourtant, le fil du discours historique ne s'est pas rompu. D'instinct les Américains gravitent dans la descendance de leurs grands ancêtres. Malgré tout ce qui les en sépare, ils restent de connivence avec eux. Comment pourrait-on définir cette continuité ? En disant peut-être que ce qui relie les uns aux autres les générations d'Américains, c'est le refus de l'État comme grandeur autonome ne renvoyant qu'à son superbe et arrogant isolement. Le « gouvernement », en fait, parce qu'il suppose la proximité des gouvernés et leur pression constante, éclairée ou pas, sur les gouvernants. La démocratie étatique, non, à aucun prix — même s'il doit en résulter le gaspillage d'énergies et d'argent qui s'observe et souvent à Washington. Aussi ne résoudrait le paradoxe qui fait que si « la plus belle Constitution écrite du monde » traite avec une bonne dose d'archaïsme, elle laisse en même temps toute sa chance à cette liberté non « médiatisée », non tamisée, non domestiquée qui est sans doute le rêve des peuples à l'aube du vingt et unième siècle.

ALAIN CLEMENT.

Prochain article :

UNE SOCIÉTÉ EN MOUVEMENT

FULL FLAVOR

INTERNATIONAL

SPECIAL BLEND

NEWS

20 FILTER CIGARETTES

ARIMAND COLIN

JEAN-PIERRE DERRIENNIC

LE MOYEN-ORIENT AU XIX^e SIÈCLE

Dans l'ère des monarchies qui se sont succédées à l'équilibre, l'économie et la stratégie du monde ne s'écartaient pas de 70 années d'une histoire mouvementée ne s'étant pas prise les uns les autres et les influences extérieures.

LOTO

facile! pas cher!

et ça peut rapporter gros.

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires pour l'enseigne LOTO

LOTO

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Généraliste : Jacques Paret, directeur de la publication, Jacques Adriaen.

Imprimerie : de « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX^e

1978

Reproduction interdite de tous articles, sous peine d'être poursuivis en justice.

Commission paritaire n° 57437.

JACQUELINE GRAPIN

RADIOSCOPIE DES ETATS-UNIS

"Un livre... serin, réaliste... une analyse sérieuse de la réalité américaine et de la situation internationale."

JACQUES THIBAU / LE MATIN

"Le premier livre de synthèse publié en français sur les États-Unis depuis 1973. Un ouvrage extrêmement riche, compétent et clair..."

THIERRY DE MONTBRIAL / LE MONDE

CALMANN-LÉVY

LE

PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS

BIMENSUEL

Expansion

DEUX FOIS PAR MOIS, TOUT EN COULEUR.

AFRIQUE

Maroc

ALORS QUE LES COMBATS SE POURSUIVENT AU SAHARA

Rabat multiplie les gestes de conciliation en direction d'Alger

Pour la première fois depuis 1975, les représentants de dix organisations du Sahara occidental favorables à l'intégration de la région au Maroc sont venus défendre leur point de vue devant la commission de décolonisation des Nations unies. Vendredi matin 24 octobre, nous câble notre correspondant Nicole Bernheim, le secrétaire général du PUNS (Partido de union nacional sahraoui), M. Khalilenna Ould Errachid, a indiqué au cours d'une conférence de presse que ces dix organisations « représentent les véritables habitants du Sahara occidental, décidés à soutenir devant les Nations unies, après l'Organisation de

l'unité africaine, l'honneur et l'intégrité de leur peuple ». Les débats à la commission de décolonisation dureront sans doute plusieurs semaines. Un projet de résolution favorable au Polisario va être prochainement déposé, qui obtiendra sans doute, comme l'année dernière, une majorité des voix. Notre correspondant nous signale toutefois que les Marocains ont multiplié les contacts avec diverses délégations africaines et islamiques modérées, ainsi qu'avec la presse, et qu'ils pourraient tenter de faire, à leur tour, présenter une résolution à la commission de décolonisation.

De notre correspondant

Rabat. — Que se passe-t-il entre le Maroc et l'Algérie ? La question pourrait paraître saugrenue puisque, aussi bien les militaires du Polisario basés en Algérie n'ont apparemment rien perdu de leur agressivité. Un communiqué marocain publié jeudi 23 octobre a annoncé que les forces armées royales avaient encore repoussé une violente attaque du Polisario au sud de Ras-el-Khaima, tuant cent cinquante guerilleros et détruisant soixante véhicules (1). Le Polisario a, en outre, attaqué à l'autre bout de la frontière algéro-marocaine la petite ville de M'Hamid, au nord du massif de l'Ouarsenis, ravagée en mai dernier par l'armée marocaine.

Mais, précisément, toute l'équivoque actuelle des relations maroco-algériennes a commencé avec le discours du roi lors de la rentrée du Parlement (le Monde daté 12-13 octobre). Le souverain avait alors saisi l'occasion pour lancer un appel solennel à l'Algérie, se refusant, disait-il, à croire que ses dirigeants avaient pu prendre la responsabilité d'une telle attaque contre M'Hamid, ville chère à tous les Marocains depuis l'appel que son père, Mohamed V, avait lancé au lendemain de l'indépendance pour la récupération de territoires sahariens.

Depuis, le roi a pris, à l'occasion du tremblement de terre de El Asnam, d'autres initiatives. Tout d'abord, il a adressé un télégramme chaleureux de condoléances au président Chadi, dans lequel il lui disait « sa foi en la communauté de nos deux peuples ». Puis, le 20 octobre, le jour de la grande fête du Sacrifice (Aïd el Adha), on apprenait brusquement que le souverain lançait un appel au peuple marocain pour qu'il vienne en aide aux sinistrés d'El Asnam en leur faisant don de toutes les peaux des moutons sacrifiés à l'occasion de la fête dont le nombre est évalué à trois millions. Dans le communiqué publié à cette occasion, le roi Hassan II déclarait « reprendre ainsi une tradition courante au Maroc, en Algérie et en Tunisie alors que les trois pays étaient sous domination étrangère, cette noble tradition était une occasion pour chacun de se mobiliser et d'apporter sa contribution à la cause commune. »

Qu'y a-t-il derrière cette suc-

cession d'initiatives et d'appels en direction de l'Algérie ? Les rumeurs de négociation en coulisses ont recommandé évidemment à courir à Rabat. Outre les contacts attribués périodiquement au conseiller royal M. Guedira et au général Dillit, chef des aides de camp du roi, qui dirige l'état-major chargé des opérations au Sahara, contacts qui auraient eu lieu encore dernièrement (en juillet en Suisse, puis en septembre à Paris), mais dont il n'a jamais été possible d'obtenir confirmation, des démarches directes ont-elles eu lieu ? Selon des sources bien informées, un rassemblement de camp du roi, le colonel Skiredi, un aviateur, qui fait partie de l'état-major du général Dillit, se serait rendu le dimanche 19 octobre en Algérie, où il aurait fait un très bref séjour. De là à penser qu'il s'agirait d'un message du roi Hassan II au président Chadi, il n'y a qu'un pas, que certains lui résistent pas à franchir. Il est évidemment impossible d'obtenir la moindre confirmation de cette rumeur.

ROLAND DELCOUR.

(1) Le Polisario, dans un communiqué, a annoncé la mort de trois soldats marocains et de la destruction de soixante-dix véhicules.

Tunisie

LA FIN DE LA VISITE DE M. BARRE

Le gouvernement tunisien s'engage à libérer une partie des avoirs français bloqués

Tunis. — La visite de M. Raymond Barre en Tunisie a permis d'apurer la grande partie le seul contentieux existant entre Paris et Tunis. Le gouvernement tunisien a officiellement annoncé dimanche 26 octobre sa « détermination » à procéder « dès à présent et dans des délais relativement courts » à un déblocage des avoirs français retenus depuis l'accession du pays à l'indépendance. Cette libération concerne 85 % des petits comptes actuellement bloqués, soit environ onze mille comptes sur

treize mille. Le « geste » de Tunis répond au soutien que la délégation française a apporté aux orientations politiques et économiques du gouvernement tunisien. Il répond aussi en particulier à l'accord « ferme » donné par M. Barre à la création d'une banque franco-tunisienne d'investissement. La déclaration commune, rendue publique avant le retour de M. Barre à Paris, souligne que les échanges se sont déroulés « dans un climat de profonde amitié et de compréhension réciproque ».

De notre envoyé spécial

Le déblocage des fonds retenus en Tunisie régle pour l'essentiel un problème vieux de vingt-quatre ans. Le gouvernement tunisien va autoriser le transfert de tous les petits comptes dans la limite pour chacun de 2 000 dinars (20 000 francs environ) en accablant les formalités afin que les intéressés puissent percevoir leur argent dans un délai de deux mois. Le montant total de ces petits comptes s'élevait à 40 millions de francs, ce qui ne constitue que le cinquième du montant global des fonds bloqués (200 millions).

Tous les titulaires de comptes pourront néanmoins souscrire à l'emprunt d'Etat qui avait été clos en 1975 et qui sera réouvert le 31 octobre 1980 jusqu'à la fin de 1982. Les détenteurs de comptes auront ainsi la possibilité de participer aux investissements tunisiens et les intérêts retirés de leur participation seront immédiatement transférables. Une clause particulière est prévue en faveur des titulaires de comptes parvenus à l'âge de la retraite : le montant de la somme immédiatement transférable sera dans ce cas portée à 25 000 dinars (250 000 francs).

Mais le bilan de la visite de M. Barre est surtout positif pour les dirigeants tunisiens, auxquels le premier ministre français a manifesté un soutien à la fois politique, économique et diploma-

tique. Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue samedi matin, M. Barre a apporté son appui personnel à la politique intérieure de développement et à la politique économique de développement conduites par le chef du gouvernement tunisien, M. Mohamed Mzali, auquel il a rendu hommage pour sa volonté de mener « une politique qui tend à ce que la Tunisie soit entière soit rassemblée et unie ».

M. Barre a également répondu à l'attente de ses interlocuteurs en confirmant la participation de la France à la création d'une banque franco-tunisienne d'investissement. « Notre engagement est un engagement ferme », a-t-il notamment indiqué. Le capital de cette banque sera de l'ordre de 250 millions de dollars, libérable en cinq ans. La participation de la Tunisie sera de 40 %, celle de la France de 30 % et celle des pays arabes de 30 %. L'Irak avait été pressenti, mais la poursuite du conflit irakien pourrait aboutir à une participation de capitaux en provenance des Emirats arabes unis et du Qatar. Les Tunisiens désirent, côté français, la participation d'El-Aquitaine auprès de la B.N.P. de la Banque de Paris et des Pays-Bas et du Crédit agricole. M. Barre demandera aux opérateurs français de procéder à la création de cette institution dans les meilleurs délais.

La France et la Tunisie vont se féliciter d'autre part de promouvoir la création de sociétés mixtes de pêche — il en existe déjà une — et de développer en commun les techniques modernes d'irrigation en zone aride.

M. Barre n'a pas déçu non plus ses interlocuteurs chaque fois qu'il a réaffirmé l'importance que la France attache à la sécurité de la Tunisie : « Je crois que ceux qui méconnaissent les faits de la décomposition de la Tunisie se tromperont lourdement. Ceux qui cherchent à compromettre l'œuvre réalisée par le président Bourguiba nous risquent de le faire également ».

M. Barre a, d'autre part, rendu hommage à « l'action des travailleurs immigrés qui ont contribué à la prospérité de la France » et condamné « la campagne indignement menée en France contre une prétendue politique du gouvernement français dirigée contre les travailleurs immigrés ».

Un hommage à M. Mendès France

Honneur suprême au pays d'Hamidial : M. Barre est devenu, samedi 26 octobre, citoyen d'honneur de la ville de Carthage par la volonté du maire de celle-ci, M. Cheddi Klibi. Tous deux ont rendu hommage à Pierre Mendès France, ancien président du conseil, à Carthage, le 31 juillet 1954, le discours his-

torique proclamant l'autonomie interne de la Tunisie et ouvrant la voie à l'indépendance. Carthage étant le siège de la ligue des Etats arabes, dont M. Klibi est le secrétaire général, M. Barre a profité de la circonstance pour assurer que la politique de la France au Proche-Orient n'est pas inspirée par « cette odeur de pétrole, dont partent les uns et les autres », mais par une volonté « d'assurer l'ordre et le respect de la liberté et de la dignité des hommes ».

ALAIN ROLLAT.

Algérie

La visite de la reine Elizabeth LE TRAITE D'AMITIÉ DE 1765 EST « TOUJOURS EN VIGUEUR »

(De notre correspondant.)

Alger. — Venant de Tunis à bord de son yacht le « Arctique », la reine Elizabeth d'Angleterre est arrivée, le samedi 25 octobre, à Alger pour sa visite officielle de deux jours. Plusieurs dizaines de milliers d'Algériens étaient spontanément défilés pour lui réserver un bon accueil chaleureux. Premier chef d'Etat occidental invité à prononcer un discours devant l'Assemblée nationale, la reine a évoqué les temps où s'affrontaient marine royale et corsaires algériens, et elle a estimé que le traité d'amitié conclu en 1765 entre ses ancêtres et le royaume d'Alger était « toujours en vigueur ». Ces références historiques ont été très appréciées, ainsi d'ailleurs que le vœu formulé par la souveraine pour la population d'El Asnam. La reine Elizabeth a d'ailleurs rendu visite, le jour même de son arrivée, à des victimes du séisme sévissant à l'Algérie, à Mustapha. Le prince Philip s'est rendu dimanche dans les zones sinistrées.

Les relations anglo-algériennes se situent encore à un niveau relativement bas, mais le plan politique comme au niveau commercial. La Grande-Bretagne est le huitième partenaire de l'Algérie et sa part du marché algérien est de 2 % environ. Londres espère améliorer cette position dans le cadre du prochain plan quinquennal.

La reine Elizabeth devait quitter Alger ce samedi pour se rendre à Tunis, étape de sa tournée maghrébienne. — D. J.

DIPLOMATIE

La conférence générale de l'UNESCO a adopté le document sur le « nouvel ordre de l'information »

La conférence générale de l'UNESCO a ratifié « par consensus », samedi 25 octobre, le texte de compromis sur le « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ». Plusieurs délégués occidentaux ont manifesté leur réserve à l'égard du texte, en particulier ceux du Royaume-Uni, du Danemark et des Etats-Unis. Le délégué suisse a préféré s'abstenir pour ne pas ratifier un compromis selon lui « inacceptable ».

L'accord a en outre permis l'adoption d'un « programme international de développement de la communication », supervisé par un conseil intergouvernemental de trente-cinq membres. Seul est resté en suspens le problème du « fonds » qui doit financer ce programme. Les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'ils ne peuvent « prendre quelque engagement que ce soit » à cet égard.

Le texte de la résolution

La conférence générale invite les Etats membres à procéder à une large diffusion du rapport (1) et à l'étude des conclusions et des recommandations approuvées par la commission (2), convaincue que celle-ci méritent de retenir l'attention de tous les Etats membres. Elle invite les Etats membres à ne pas perdre de vue le fait que la diversité des conditions sociales, culturelles et économiques requiert une variété de solutions dans la définition et la mise en œuvre de politiques et de systèmes nationaux comme dans l'identification et l'élimination des obstacles qui entravent le développement de l'information et de la communication ;

— à garder également à l'esprit la nécessité essentielle de sauvegarder la liberté d'opinion, d'expression et d'information ;

— à assurer au peuple l'accès le plus large et le plus démocratique possible au développement des mass media ; (...)

La conférence générale considère que le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication pourrait reposer entre autres bases sur :

- 1) L'élimination des déséquilibres et des inégalités qui caractérisent la situation actuelle ;
- 2) L'élimination des effets négatifs de certains monopoles publics ou privés et des concentrations excessives ;
- 3) La suppression des obstacles internes et externes qui s'op-

posent à une circulation libre et à une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information et des idées ;

4) La pluralité des ressources et des canaux d'information ;

5) La liberté de la presse et de l'information ;

6) La liberté des journalistes et de tous les professionnels des moyens de communication, liberté inséparable de la responsabilité ;

7) La capacité des pays en développement de parvenir à améliorer leur propre situation, notamment en s'équipant et en formant leurs cadres, en améliorant leur infrastructure ;

8) La volonté sincère des pays développés de les aider à atteindre ces objectifs ;

9) Le respect de l'identité culturelle et du droit de chaque nation d'informer l'opinion publique mondiale de ses intérêts, de ses aspirations et de ses valeurs sociales et culturelles ;

10) Le respect du droit de tous les peuples à participer aux échanges internationaux d'informations sur la base de l'équité, de la justice et de leurs intérêts mutuels ;

11) Le respect du droit public des groupes ethniques et sociaux et des individus à accéder aux sources d'information et à participer activement au processus de la communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication devrait reposer sur les principes fondamentaux du droit international tels qu'ils sont inscrits dans la charte des Nations unies.

Les Neuf cherchent à préciser leur déclaration de Venise sur le Proche-Orient

Les neuf ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, auxquels était joint pour la première fois leur collègue grec, M. Mitsotakis, ont tenu, samedi 25 octobre, à Echternach, près de Luxembourg, une conférence de presse à l'issue de laquelle ils ont déclaré que la commission européenne et dans laquelle l'Irak se disait prêt à cesser le feu. Les Neuf n'envisagent pas pour le moment de prendre une initiative. M. Thorn, ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté, a rappelé, par ailleurs, que la Communauté lèvera toutes les sanctions décidées contre l'Irak si les otages américains sont libérés.

A propos de la conférence de Madrid enfin, les ministres ont notamment appuyé les propositions françaises sur l'organisation et les buts d'une conférence sur l'extension jusqu'à l'Oural de la zone de désarmement des armements. Réaffirmant leur désir de détente, ils abordent la conférence de Madrid, a dit M. Thorn, « dans l'esprit positif d'Eltsikhin. Si Mossad est d'accord, ce ne sera pas notre faute ».

La mi-novembre au niveau des ministres d'Etat, une session ministérielle devant intervenir au milieu de l'an prochain. Quant au conflit irakien, il a été discuté à la lumière de la lettre que Bagdad a fait parvenir le 15 octobre au président de la commission européenne et dans laquelle l'Irak se disait prêt à cesser le feu. Les Neuf n'envisagent pas pour le moment de prendre une initiative. M. Thorn, ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté, a rappelé, par ailleurs, que la Communauté lèvera toutes les sanctions décidées contre l'Irak si les otages américains sont libérés.

A propos de la conférence de Madrid enfin, les ministres ont notamment appuyé les propositions françaises sur l'organisation et les buts d'une conférence sur l'extension jusqu'à l'Oural de la zone de désarmement des armements. Réaffirmant leur désir de détente, ils abordent la conférence de Madrid, a dit M. Thorn, « dans l'esprit positif d'Eltsikhin. Si Mossad est d'accord, ce ne sera pas notre faute ».

La mi-novembre au niveau des ministres d'Etat, une session ministérielle devant intervenir au milieu de l'an prochain. Quant au conflit irakien, il a été discuté à la lumière de la lettre que Bagdad a fait parvenir le 15 octobre au président de la commission européenne et dans laquelle l'Irak se disait prêt à cesser le feu. Les Neuf n'envisagent pas pour le moment de prendre une initiative. M. Thorn, ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté, a rappelé, par ailleurs, que la Communauté lèvera toutes les sanctions décidées contre l'Irak si les otages américains sont libérés.

A propos de la conférence de Madrid enfin, les ministres ont notamment appuyé les propositions françaises sur l'organisation et les buts d'une conférence sur l'extension jusqu'à l'Oural de la zone de désarmement des armements. Réaffirmant leur désir de détente, ils abordent la conférence de Madrid, a dit M. Thorn, « dans l'esprit positif d'Eltsikhin. Si Mossad est d'accord, ce ne sera pas notre faute ».

La mi-novembre au niveau des ministres d'Etat, une session ministérielle devant intervenir au milieu de l'an prochain. Quant au conflit irakien, il a été discuté à la lumière de la lettre que Bagdad a fait parvenir le 15 octobre au président de la commission européenne et dans laquelle l'Irak se disait prêt à cesser le feu. Les Neuf n'envisagent pas pour le moment de prendre une initiative. M. Thorn, ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté, a rappelé, par ailleurs, que la Communauté lèvera toutes les sanctions décidées contre l'Irak si les otages américains sont libérés.

A propos de la conférence de Madrid enfin, les ministres ont notamment appuyé les propositions françaises sur l'organisation et les buts d'une conférence sur l'extension jusqu'à l'Oural de la zone de désarmement des armements. Réaffirmant leur désir de détente, ils abordent la conférence de Madrid, a dit M. Thorn, « dans l'esprit positif d'Eltsikhin. Si Mossad est d'accord, ce ne sera pas notre faute ».

La mi-novembre au niveau des ministres d'Etat, une session ministérielle devant intervenir au milieu de l'an prochain. Quant au conflit irakien, il a été discuté à la lumière de la lettre que Bagdad a fait parvenir le 15 octobre au président de la commission européenne et dans laquelle l'Irak se disait prêt à cesser le feu. Les Neuf n'envisagent pas pour le moment de prendre une initiative. M. Thorn, ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté, a rappelé, par ailleurs, que la Communauté lèvera toutes les sanctions décidées contre l'Irak si les otages américains sont libérés.

A propos de la conférence de Madrid enfin, les ministres ont notamment appuyé les propositions françaises sur l'organisation et les buts d'une conférence sur l'extension jusqu'à l'Oural de la zone de désarmement des armements. Réaffirmant leur désir de détente, ils abordent la conférence de Madrid, a dit M. Thorn, « dans l'esprit positif d'Eltsikhin. Si Mossad est d'accord, ce ne sera pas notre faute ».

La mi-novembre au niveau des ministres d'Etat, une session ministérielle devant intervenir au milieu de l'an prochain. Quant au conflit irakien, il a été discuté à la lumière de la lettre que Bagdad a fait parvenir le 15 octobre au président de la commission européenne et dans laquelle l'Irak se disait prêt à cesser le feu. Les Neuf n'envisagent pas pour le moment de prendre une initiative. M. Thorn, ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté, a rappelé, par ailleurs, que la Communauté lèvera toutes les sanctions décidées contre l'Irak si les otages américains sont libérés.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

● LA VIOLENCE POLITIQUE. — M. Ramon Valladares, membre de la commission des droits de l'homme du Salvador, a été tué dimanche 26 octobre dans le centre de San Salvador. Au début du mois, Maria Magdalena Henriques Fineda, avait été tuée après avoir été enlevée. Les membres de la commission ont déjà été la cible de deux attentats à la bombe, dont l'un a coûté la vie à trois personnes. La violence politique au Salvador a fait plus de six mille morts depuis le début de l'année. — (Euter.)

Philippines

● LE MOUVEMENT DU 6 AVRIL, groupe de guérilla urbaine, qui a revendiqué ces derniers mois plusieurs attentats, dont celui perpétré dimanche 19 octobre contre le président Marcos, affirme dans un tract qu'aucune des personnes contre lesquelles un mandat d'arrêt a été lancé après la dernière explosion n'est impliquée dans cette affaire. Les poursuites ordon-

République Sud-Africaine

● TROIS MORTS AU COURS D'UNE MANIFESTATION. — Trois Africains, dont deux adolescents de douze et quatorze ans, ont été tués samedi 25 octobre au cours de violents incidents survenus dans les cités satelites noires de Langa et de Guguletu, dans la grande banlieue du Cap. Les deux jeunes gens ont été atteints par des projectiles tirés par le service d'ordre. — (A.F.P.)

Zaire

● LIBERATION DE PRISON. — Environ trois mille cinq cents prisonniers, parmi lesquels une Angolaise et une Américaine, détenus à la prison de Makala, au Zaire, et bénéficiaires des mesures de grâce présidentielle, ont été libérés, a annoncé dimanche 26 octobre, la radio zairoise captée à Brazzaville. — (A.F.P.)

Zambie

● LE PRESIDENT KAUNDA DENONCE UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT. — Les forces de sécurité zambiennes ont capturé plus de quarante hommes lourdement armés, venant du Zaïre, qui projetaient un coup d'Etat contre le gouvernement zambien, soutenu par des éléments à l'intérieur et à l'extérieur du pays, a déclaré, ce mardi 27 octobre, le président zambien Kenneth Kaunda. Plus d'une dizaine d'éléments de ce groupe sont encore en liberté, a précisé le président. Quatre personnes, MM. Musakanya, ancien diplomate et ancien président de la Standard Bank Zambia Ltd, Elias Chipimo, directeur de la Zambia Industrial Marketing Corporation (ZIMCO), Patrick Chisanga, et Edward Shamwana, juriste, ont été arrêtées, ce week-end, à Lusaka. Le 22 avril dernier, le président Kenneth Kaunda avait accusé MM. Chipimo et Musakanya, ainsi que d'autres personnalités, de comploter pour l'assassiner. Le correspondant de l'Agence France-Presse, M. François Gros, est détenu en Zambie depuis le 17 octobre dernier. — (A.F.P.)

مكاشف التحصيل

EUROPE

Pologne

Les syndicats Solidarité sont divisés sur la manière de riposter au pouvoir

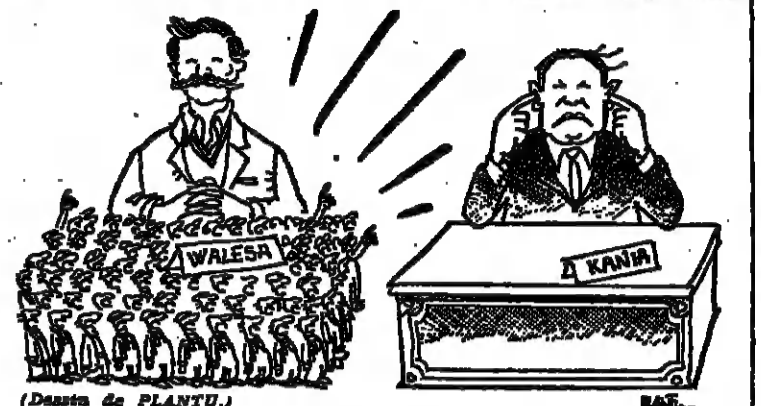
De notre envoyé spécial

Gdansk. — Le coup a porté et l'épreuve politique qu'il faut surmonter en ce début de semaine est redoutable. Placés dans une situation impossible par le gnot-epous juridique dans lequel ou les a fait tomber vendredi dernier, les syndicats indépendants Solidarité n'ont d'autre choix pour s'en sortir que des solutions dangereuses et leur cohésion est mise à l'épreuve. Ils doivent en principe, ce lundi 27 octobre dans l'après-midi, décider de leur riposte après une réunion de leur commission nationale et un meeting aux chantiers Lénine. Mais, dès dimanche, les débats s'annonçaient houleux et commencent à se cristalliser sur l'attitude à adopter face au « faux enregistrement » de vendredi.

Pour les uns, il fallait — tout en dénonçant et en refusant les modifications apportées de force aux statuts par le tribunal de Varsovie — considérer l'enregistrement comme un fait acquis et exiger des autorités qu'elles en tirent les conséquences. Autrement dit, qu'elles mettent fin aux entraves apportées dans plusieurs régions à la création des syndicats ; qu'elles autorisent le déblocage des comptes bancaires et

chemins de fer, prises en main maintenant par un des vice-premiers ministres, ont fini par aboutir ce lundi en fin de matinée, la grève est inséparable dans beaucoup d'autres branches à cause des salaires aussi.

Dès samedi, le syndicat de Gdansk, contre l'opinion de M. Walesa, a décidé d'avertir le premier ministre qu'il ne venait pas discuter avec les ouvriers du chantier Lénine avant



se sont déjà accumulés dans et cotisations qu'elles permettent surtout à Solidarité de créer sa propre presse et lui accordent des temps d'antenne à la radio et à la télévision.

Pour les autres, utiliser ce jugement même comme une arme était une manière d'admettre le coup de force, de céder donc et d'ouvrir la voie à un nouveau durcissement du pouvoir ne permettant d'espérer aucun progrès dans l'application des accords de Gdansk.

La question est moins académique qu'il y paraît, car derrière ces deux attitudes se profile un débat plus profond sur l'analyse politique de la situation. Pour certains, la direction ne pouvait, tant qu'elle n'avait pas été démise, que se défendre et attendre que des autres pays socialistes, admettent que les statuts des nouveaux syndicats ne comportent pas de mention particulière du rôle dirigeant du parti. Cette réalité étant prise en compte, il serait maladroit et superflu de se polariser sur ce problème, puisque cela ne pourrait que renforcer les courants dominants du parti, et que des modifications de statuts ne peuvent, dans la pratique, rien changer à l'action des syndicats. Dangeruse illusion, répond-on de l'autre côté, où l'on considère au contraire que le mouvement vient d'essuyer sa première attaque frontale.

Dernier problème : les moyens d'action proposés par les uns et les autres à l'appui de leurs propositions tactiques respectives. Pour tous, la certitude est la même : il faut exercer une pression sur le pouvoir pour qu'il accepte soit d'enregistrer les statuts sans modifications, soit de concéder les avantages auxquels l'enregistrement actuel devrait donner droit, et là, nouveau débat qui, cette fois-ci, recoupe tous les courants et crée une situation de grave impasse. Après avertissement, grève limitée ou illimitée, générale ou partielle, campagne de distribution dans tout le pays de tracts et de lettres, ou encore de « vrais » statuts et organisation immédiate des élections internes sur leur base. Les moyens sont nombreux, mais relèvent tous de l'épreuve de force ou y conduisent.

A Gdansk, les dockers ont commencé à refuser d'échapper les pommes de terre destinées à l'exportation parce qu'elles manquent sur le marché intérieur, et pensent à en faire autant pour la viande et le beurre. Si les négociations salariales dans les

Grande-Bretagne

Le succès de la manifestation pour le désarmement nucléaire illustre la renaissance du mouvement pacifiste

De notre correspondant

Londres. — Plus de soixante-dix mille personnes ont participé dimanche 26 octobre à la grande manifestation organisée par le mouvement Campaign pour le désarmement nucléaire (C.N.D.). Précédée par un gigantesque ballon symbolisant une explosion nucléaire, les manifestants ont défilé pendant cinq heures, de Hyde Park jusqu'à Trafalgar Square, derrière des banderoles aux inscriptions significatives : « Inactif aujourd'hui, radio-actif demain », « Les survivants envieront les morts », « Envoyez Mme Thatcher en mission de croisière ». Venu de toutes les régions du pays, ils ont entendu divers orateurs, dont M. Benn, le leader de la gauche travailliste, l'élus E. Thompson, l'actrice Susanah York, et M. Evans, chef des nationalistes gallois.

Auparavant, à la télévision, M. Michael Foot, un des dirigeants du Labour, candidat à la succession de M. Callaghan, avait affirmé que la Grande-Bretagne devait désarmer la première, ajoutant que s'il devenait premier ministre il renverrait les missiles Cruise et Pershing aux Etats-Unis.

Cette manifestation, la plus importante que le C.N.D. ait organisée depuis vingt ans, coïncide avec la naissance du mouvement pacifiste britannique après une longue période d'éclopie. Apparemment, le C.N.D. a retrouvé l'audience qu'il s'était assurée à la fin des années 50, marquée par le marche sur Aldermaston (une base nucléaire à cent kilomètres de la capitale) et d'innombrables manifestations visant à faire interdire la bombe atomique, organisées sous son égide. L'influence du C.N.D. avait ensuite décliné après la crise de Cuba, en 1962 : la validité du concept d'un équilibre de la terreur et la possession d'armes de dissuasion paraissent alors justifiées.

L'année suivante, le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires affaiblit l'argumentation pacifiste. Puis la guerre du Vietnam en modifia les objectifs : les militants protestaient d'abord contre l'intervention américaine, et non contre la guerre nucléaire tout court. Mais l'invasion de l'Afghanistan raviva les doutes sur l'efficacité de la dissuasion nucléaire et, surtout, la décision du gouvernement conservateur d'acquiescer aux Tridents pour remplacer les fusées Polaris démodées et de permettre le stationnement de cent soixante missiles Cruise américains sur le territoire britannique mobilisa de nouveau les pacifistes.

La crainte de voir la Grande-Bretagne devenir la première cible d'une guerre atomique, inquiétude entretenue par la distribution des brochures officielles sur la défense antinucléaire, favorisèrent l'éclosion de petits groupes pacifistes qui se regroupèrent dans le C.N.D., dont les effectifs sont passés en un an de

deux mille à six mille militants. L'organisation compte maintenant trois cent cinquante petits groupes, au lieu de trente l'an dernier. Le tirage de son magazine est passé de quelques centaines d'exemplaires à douze mille. Il est vrai que, de leur côté, les partisans du désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne, très influents au parti travailliste dans les années 50, ont fait un retour en force au dernier congrès du Labour à Blackpool. D'autre part, il semble que les Eglises soient prêtes à participer plus activement au mouvement pacifiste. En tout cas, le Dr Green, un des dirigeants méthodistes, a invité les fidèles à signer la pétition d'un mouvement pacifiste réclame l'abolition des armes nucléaires et la réduction progressive des armements conventionnels.

Ce courant pacifiste souffre toutefois de son éparpillement et de la variété des motivations de ses membres, des hommes d'Eglise aux trotskistes, des communistes orthodoxes aux écologistes, en passant par les travaillistes de gauche.

HENRI PIERRE.

● Manifestation internationale antinucléaire en Belgique. — Entre cinq mille et dix mille personnes, venues de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas et de Belgique, ont manifesté samedi 26 octobre devant la centrale nucléaire de Mol, près d'Anvers (Belgique). Elles entendaient manifester contre les projets de développement nucléaire belges qui, à leur avis, menacent la sécurité de leurs voisins européens. — (A.F.P.)

Portugal

M. Marcelo Caetano ancien premier ministre, est mort

M. Marcelo Caetano, ancien premier ministre portugais, chassé du pouvoir en avril 1974 par la « révolution des œillets », est mort, le dimanche 26 octobre, d'une crise cardiaque dans sa résidence d'exil de Rio-de-Janeiro. Le président Eanes a adressé ses condoléances à la famille de l'ancien chef du gouvernement, qui est inhumé ce lundi au Brésil.

Lorsqu'il succéda en 1968 au docteur Salazar, écarté du pouvoir pour raisons de santé et qui devait mourir en 1970, Marcelo Caetano entendait « rénover dans la continuité » le salazarisme. Peu d'hommes, en fait, avaient été aussi étonnamment que lui associés à la direction des affaires portugaises depuis quarante ans, et il avait été présenté, dès les années 50, comme le dauphin officiel du régime.

Né à Lisbonne le 17 août 1906 d'une famille modeste, il occupa une chaire de professeur de droit de 1933 à 1968 et le poste de recteur de l'université de Lisbonne de 1962 à 1968. Cet universitaire catholique et austère, fortement marqué par les idées maurrassiennes, qui avait animé des mouvements d'extrême droite et nationaliste, comme jeune professeur, une administration rigide pour le régime mussolinien, était considéré avant la guerre comme le théoricien du système corporatif. Commissaire à la jeunesse de 1940 à 1944, il devint ministre des territoires d'outre-mer de 1944 à 1947, puis assura pendant deux ans la présidence de l'Union nationale (Rassemblement salazariste).

Président de la chambre corporative de 1949 à 1955, il parvint à nouer au gouvernement comme ministre de la présidence, assistant le docteur Salazar jusqu'à sa démission, en 1958. C'est à cette démission puis à son abandon des fonctions de recteur de l'université, en 1962, après que la police était intervenue contre des étudiants hostiles au régime, qu'il devint sa réputation de « libéral » en arrivant à la présidence du conseil. Sa disgrâce n'avait été que relative, et le modeste professeur de droit de Lisbonne, qui ne s'était en fait jamais écarté du pouvoir, restait le conseiller fidèle du docteur Salazar. Les velléités de « libéralisation » qu'il avait exprimées en prenant le poste de premier ministre le 26 septembre 1968 ne résistèrent pas longtemps aux violentes critiques des « ultras », et c'est en fait sur des qu'il appuya son autoritarisme jusqu'en 1974.

Les quelques réformes accordées pendant la première année du gouvernement Caetano (octroi du droit de vote aux femmes, rénovation des cadres économiques du gouvernement, allègement de la

censure sur la presse) ne suffirent pas à assouplir la dictature imposée depuis un demi-siècle aux Portugais. En 1974, le pays, ruiné par les guerres coloniales en Afrique, était au bord de la faillite économique et le régime de M. Caetano se caractérisait, comme celui de son prédécesseur, par les rigueurs de sa police politique et de sa censure.

Après la publication de son livre, Portugal et son avenir, dans lequel il soutenait que la guerre d'outre-mer ne pouvait être gagnée par les moyens militaires, le général Spínola était démis de ses fonctions, ainsi que le général Costa Gomes, en mars 1974. Mais il était trop tard, et c'est sans conditions que Marcelo Caetano, réfugié dans le caserme de la garde républicaine, se rendit le 25 avril au gouvernement provisoire, constitué par le « mouvement des forces armées ».

Arrivé au Brésil en mai 1974, l'ancien premier ministre envisageait le droit à l'université Gama Filho, à Rio. Grâce à y a deux ans par son départ du président Eanes, il avait toujours refusé, trahissant à son compagnon d'exil, l'ancien président Americo Tomaz, de retourner au Portugal. — C. T.

Italie

Après l'investiture du gouvernement de M. Forlani

M. CRAXI RELANCE LE DEBAT SUR L'AVORTEMENT

(De notre correspondant.)

Rome. — Le cabinet quadripartite de M. Arnaldo Forlani a obtenu, samedi 26 octobre, l'investiture de la Chambre des députés par 353 voix contre 255 : démocrates-chrétiens, socialistes, républicains et sociaux-démocrates (dont les partis composent le gouvernement) ont voté pour lui. Les neuf députés libéraux (droite) se sont abstenus, tandis que les néo-fascistes, les radicaux, l'extrême gauche et le parti communiste ont voté contre. C'est maintenant le problème de l'avortement, relancé par un discours du secrétaire général du parti socialiste, M. Craxi, qui est au centre des polémiques et doit dominer le débat au cours duquel les députés accorderont à leur tour l'investiture au cabinet de M. Forlani.

Relançant la question délicate de l'avortement et des interventions du Vatican et de l'épiscopat contre les lois de la République italienne, M. Craxi a-t-il voulu saisir l'occasion de se démarquer de la coalition gouvernementale et de démontrer que son parti est en particulier après le pacte d'entente avec les sociaux-démocrates — en est la clé de voûte ? Ces thèmes brûlants sont apparemment un bon moyen de « donner le la » à cette « troisième force laïque » que M. Craxi veut constituer entre la démocratie chrétienne et le parti communiste.

Dans son discours, M. Craxi s'est donc attaché, à la fois, à critiquer le P.C.I., dont il a mis en cause le comportement dans l'affaire Fiat, et à renforcer la coalition des partis laïcs face à la D.C. en dénonçant « des interventions de fanatisme archaïque ». En toute hypothèse, la question de l'avortement risque de dominer l'année politique : au printemps prochain, les Italiens devront être appelés à un triple référendum pour abroger la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, à l'initiative du parti radical (qui trouve la législation actuelle trop répressive) et de deux mouvements catholiques, partisans, au contraire, d'une interdiction totale ou partielle de l'avortement. (Interim.)

Turquie

● EXECUTION D'UN TERRORISTE. — M. Sendar Soyergin, qui avait reconnu avoir tué un syndicaliste de gauche quelques jours après le coup d'Etat militaire du 12 septembre, et qui appartenait à un mouvement terroriste d'extrême gauche, a été pendu dimanche 26 octobre à la prison civile d'Adana. Il avait été condamné à mort le 1^{er} novembre par une cour martiale, devant laquelle il avait en outre répondu du meurtre d'un capitaine au cours d'une fusillade avec un détachement militaire. Cette exécution est la troisième à laquelle il ait été procédé en Turquie depuis le coup d'Etat. — (A.F.P.)

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE
Depuis 18 ans, les spécialistes EUROCAP des soins du cheveu ont examiné et traité des milliers de culs chevelus. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menant.

DES SYMPTOMES
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu irrité ou tendu, des cheveux gras, secs, cassants, etc. Ce sont là des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS
Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard. Nos instituts, par des traitements spécifiques, sont en mesure d'agir vite et durablement.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE
Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de nos instituts.

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, tél. 260-38-84, et à BORDEAUX - LILLE - LIMOGES - LYON - MULHOUSE - NANCY - NANTES - REIMS - ROUEN - TOULON - TOULOUSE.

Depuis 36 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout, 2,50 F. et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

es éditions sociales

le point sur la situation actuelle du syndicalisme et ses perspectives avec

SYNDICATS ET UNITE

le nouveau livre de Henri Krasucki
déjà 30.000 ex. vendus - 2^e édition

PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS BIMENSUEL

L'Expansion

SPECIAL ETATS-UNIS : LE REVEIL AMERICAIN.

EUROPE

Union soviétique

M. Lessetchko, vice-premier ministre, est remplacé par le ministre des télécommunications

De notre correspondant

Moscou. — La démission de M. Kossyguine, à l'entraînement, le samedi 25 octobre, un petit remaniement : sur les onze vice-premiers ministres du gouvernement soviétique, un vétéran, vice-président du conseil depuis 1952, M. Mikhaïl Lessetchko, a pris sa retraite. L'agence Tass n'a fourni aucun détail, mais l'âge (M. Lessetchko a soixante et onze ans) ne semble pas une raison suffisante pour expliquer ce départ d'autres ministres étant beaucoup plus vieux.

Est-ce alors parce que M. Lessetchko travaillait depuis plus de vingt ans auprès de M. Kossyguine, déjà lorsque ce dernier était président du plan d'Etat ? Si tel est bien le cas, il faut logiquement s'attendre à d'autres départs parmi les proches de l'ancien président du conseil.

Le remplaçant de M. Lessetchko est un « jeune homme » de cinquante et un ans, M. Nicolas Talyzine. Membre du parti depuis 1950 seulement, M. Talyzine a débuté comme électricien, avant de s'inscrire à l'institut des télécommunications de Moscou. Docteur en sciences techniques en 1970, professeur en 1973, il était depuis 1978 vice-ministre, puis premier vice-ministre des télécommunications. En 1975, il avait pris la tête de ce ministère, où il est maintenant remplacé par M. Vassili Charchine.

La semaine dernière, M. Valentin Malkev, cinquante ans, avait été nommé vice-président du gouvernement en remplacement de M. Tikhon Kisselev, élu premier secrétaire du P.C. de Biélorussie et membre suppléant du bureau politique. Si l'effectif des vice-présidents est complet, le poste de premier vice-président, qu'occupait M. Tikhonov avant de prendre la succession de M. Kossyguine, n'a pas encore été pourvu.

D. V.

Le Monde
classés et documents

Mémoire d'histoire

LA DÉLINQUANCE
JUVÉNE

LA RÉPUBLIQUE
SUD-AFRICAINE

Le numéro : 4 F

Abonnement un an
(cette somme) : 40 F

VERS L'EXPERTISE
COMPTABLE

préparation au

D.E.C.S.

autres préparations :
— BTS Comptabilité
— Capacité en Droit
L'ÉCOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance

1, rue Théard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél : 329.21.99

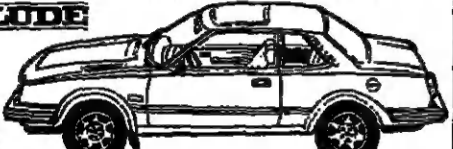
5 vitesses - 8 CV ou Automatique 3 rapports/6 CV

HONDA PRELUDE

Toit ouvrant
électrique

JAPAUTO

Concessionnaire exclusif : 27, av. de la Grande Armée - Tél. 508.14.51



La Cour de justice et le traité de Rome

A la suite de la lettre de Mme Lise Funck-Brentano, anoué (Le Monde daté 19-20 octobre sur l'article de Maurice Duverger « Le gouvernement des juges européens » (le Monde du 20 septembre), notre collaborateur nous adresse la réplique suivante qui, pour nous, met un point final à la controverse.

On peut estimer que la Cour de Luxembourg met le droit communautaire « au service des peuples ». On ne peut pas prétendre qu'elle assure avec impartialité « le respect du droit dans l'interprétation et l'application du traité », comme l'article 164 lui en fait obligation. Sa jurisprudence méconnaît en effet la règle essentielle en la matière : « les limitations de l'indépendance des États ne se présument pas » (1). Cela signifie qu'elles doivent être expliquées et qu'on ne saurait les atteindre au-delà des textes par voie de raisonnement. Grâce à une dialectique astucieuse, les juges européens font exactement le contraire.

Depuis l'arrêt Van Gend et Loos rendu en 1963, ils affirment que l'acte de Bruxelles a créé un « nouvel ordre juridique de droit international ». Son existence n'est pas contestable. Mais son contenu reste limité aux éléments définis par les États dans le traité qu'ils ont signé et ratifié, conformément au principe rappelé ci-dessus.

Ce dernier n'aurait pu être écarté que si eux-mêmes l'avaient expressément décidé, de façon incontestable. Non seulement ils ne l'ont pas fait, mais ils ont manifesté clairement une volonté contraire dans l'article 235, édictant que si des interventions de la Communauté apparaissent indispensables pour atteindre ces objectifs « sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet », les dispositions appropriées peuvent être prises par le conseil statuant à l'unanimité.

Quand la Cour de justice affirme que dans le silence des textes « il convient de se référer au système général du droit communautaire » tel qu'elle l'imagine (paragraphe 12 de l'arrêt A.E.P.R.), elle méconnaît à la fois les dispositions précédentes et la

régle générale ci-dessus rappelée. Est-ce manquer à l'objectivité que comparer cette interprétation fondée sur la finalité communautaire qui transcenderait les textes et les principes juridiques à l'interprétation légaliste fondée sur la finalité révolutionnaire ? — À dire vrai, les seuls qui pourraient récuser ce parallèle seraient les spécialistes du droit soviétique : son laxisme originel résiste moins grand que celui des magistrats de Luxembourg. Est-ce manquer à l'objectivité que confronter leur tendance à déformer les mots dans un sens fédéraliste au langage de bois utilisé dans les pays communistes qui les déforment dans un sens marxiste ? — On en jugera par un exemple parmi d'autres, celui de l'arrêt Van Deyn Home office. Il déclare que la réserve de l'ordre

public de la sécurité publique, de la santé publique, expressément maintenue par les États dans les articles 48 et 56 du traité relatifs à la circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement, « ne saurait être déterminée unilatéralement par chacun des États membres sans contrôle des institutions de la Communauté ». La Cour devient ainsi le juge suprême des ordres publics nationaux, ce qui annule en fait la réserve établie par les dispositions formelles du traité. Le Pascal des Provinciales aurait aimé ce type de raisonnement.

On peut s'étonner que les vili-pendeurs des appareils d'État estiment que l'appareil luxembourgeois défend mieux les intérêts des peuples, alors qu'il est

encore moins démocratique, encore plus étatisé et technocratique. On peut douter que la Cour de justice soit aujourd'hui la plus sûre garante des progrès de l'unité européenne. On peut évidemment ébaucher un parallèle entre ses magistrats et les grands légistes de Philippe Le Bel, les Marigny, les Floties, les Nogaret, qui ont construit le pouvoir national contre le féodalisme : à condition de rappeler que ces derniers n'agissaient pas de leur propre chef, mais comme auxiliaires du roi, lequel incarnait alors la légitimité. N'est-il pas plus raisonnable finalement de partager l'opinion d'un juriste pondéré, le président Bonfils, approuvé par beaucoup de ses pairs, quand il estime « ni sage, ni raisonnable de laisser aux juges la responsabilité de la construction communautaire » ?

Dans les trois siècles précédents, l'Europe s'honorait d'avoir développé l'état de droit, qui donne au citoyen des garanties énormément imparfaites, mais supérieures à toutes celles imaginées auparavant. Les peuples n'auraient rien à gagner si l'unité du Vieux Monde ne reposait pas sur une communauté de droit, où les juges respectent les dispositions des textes qu'ils sont chargés d'interpréter, au lieu de les manipuler pour les objectifs politiques, si nobles soient-ils.

Ces tricheries subalternes n'accroissent pas le mouvement vers la fédération. Elles le freinent plutôt, au moment où le retour à la guerre froide lui offre des chances de se développer dans des domaines nouveaux : diplomatique et militaire. Quand l'affaiblissement des États-Unis fait douter de leur capacité de décision pour empêcher l'invasion de l'Europe, celle-ci doit se préoccuper sérieusement de sa propre défense. Que des gaullistes aussi passionnés qu'Alexandre Sanguinetti et le général Buis aient lancé l'idée d'une discussion franco-allemande, cela ouvre des horizons qu'il serait urgent d'explorer. Mais comment convaincre les États d'accepter de nouvelles limitations de souveraineté, quand on s'ingénie à détruire les garanties entourant celles qu'ils ont déjà consenties ? Si la Communauté ne repose pas sur le respect des règles qui la fondent, comment pourrait-elle inspirer confiance ?

MAURICE DUVERGER.

Herdy

le prêt-à-porter des grands

(1m85 à 2m15)
— et des costauds

66 avenue Ledru-Rollin - 12°
M° Ledru-Rollin/Gare de Lyon

79 avenue des Ternes - 17°
M° Ternes/Étoile

Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc...

IEUF!
TEUF!

Et si vous achetiez plutôt une Golf Diesel?

A partir de (Golf Diesel) :
38.790F*

On prend de bonnes résolutions, on décide de faire preuve de sens civique en économisant l'énergie, on se dit qu'on y trouvera son compte, et voilà : on achète une voiture à moteur Diesel... et on se met aussitôt à développer un magnétique complexe d'infériorité ! Parce que sur la route tout le monde vous dépasse, parce qu'on est toujours le dernier à démonter au feu vert, parce que, du fait du manque de puissance, doubler un tracteur devient un exercice vraiment périlleux.

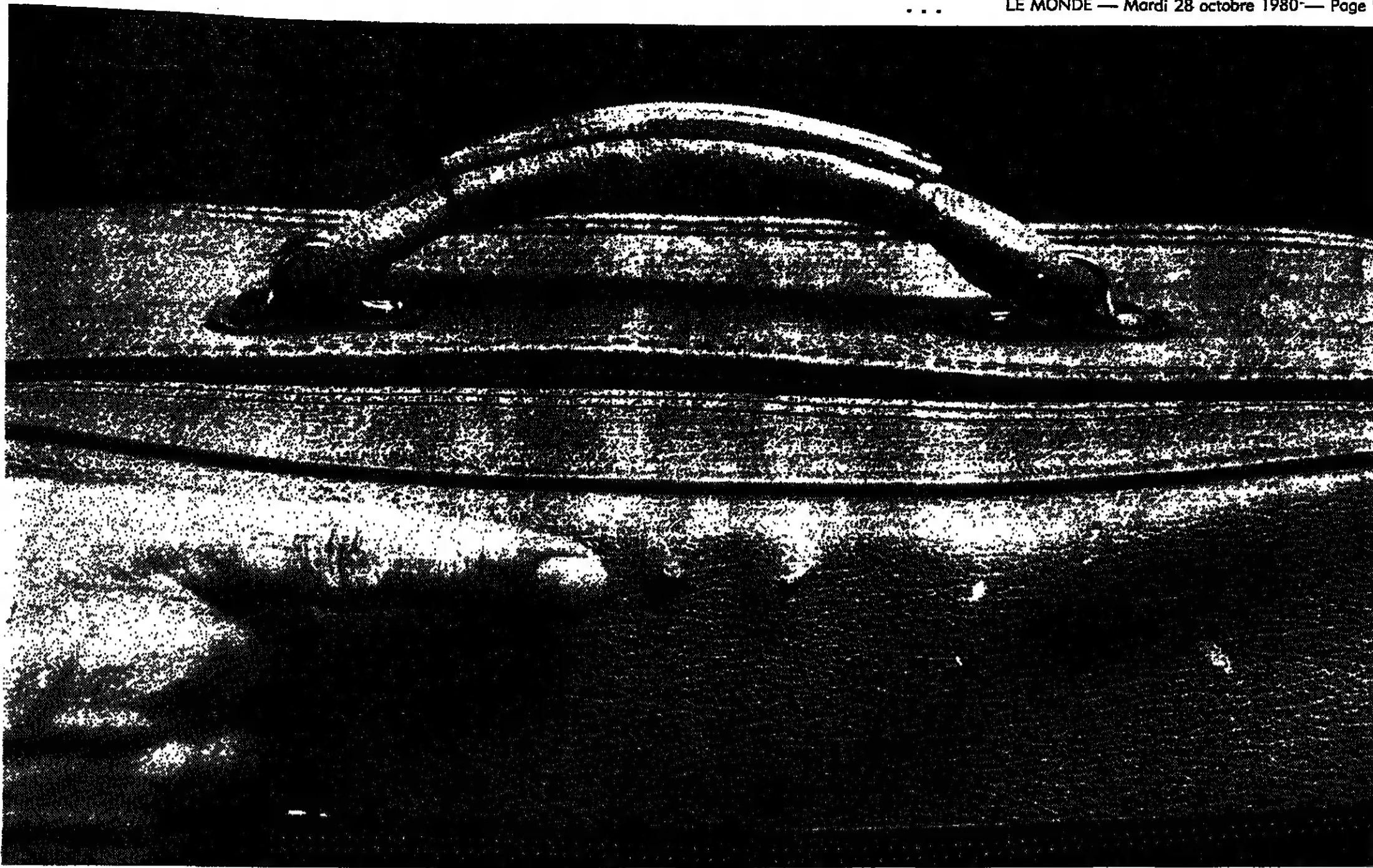
Et parce qu'en plus, il y a le bruit... Le moyen d'éviter tout cela ? Il existe. C'est la Volkswagen Golf Diesel. Elle avait déjà fait parler d'elle, elle fait sensation aujourd'hui. Avec son nouveau moteur 54 CV et sa boîte de vitesses à 5 rapports**. Avec sa vitesse de pointe de 143 km/h. Avec ses accélérations fulgurantes (elle passe de 0 à 100 km/h en 16,8 secondes !). Avec son niveau sonore, comparable à celui d'une voiture à essence. Et tout cela assorti d'une chahutante sobriété.

4,6 l aux 100 à 90 km/h, 6,9 l aux 100 à 120 km/h et en ville. De gazole bien entendu ! Qui dit mieux... ou plutôt qui dit moins ?

Donnez-vous bonne conscience à bon compte. Avec la Golf Diesel, être un bon citoyen et un homme raisonnable porte en soi sa récompense. Et puis, c'est tellement agréable, quand on roule en Volkswagen Golf Diesel de dâmer le pion aux voitures à essence.

Volkswagen

*Modèle 1981. **Existe aussi en boîte 4 vitesses. Volkswagen France SA, (22600) Villers Cotterêt - Tél. 96.08.03 - Crédit VW par S.V.F.



Cher propriétaire, ce défaut ne vous rappelle-t-il vraiment rien?

A qui donc dans le monde peut bien appartenir ce sac dont nous vous montrons ici un détail que nous espérons familier au propriétaire?

C'est pour n'avoir pas vu plus loin que le bout de notre nez — erreur indigne d'une compagnie aérienne internationale — que nous devons revenir une fois de plus sur le fameux sac oublié (24-9-80, à 14 heures 30, bar-transit, aéroport Zurich, numéro de garde 13/114698). Certes, le fait de supposer qu'on perd plus facilement un bagage quand on est plus préoccupé par ses affaires que par ses valises, était une hypothèse exacte.

Mais de là à affirmer que les hommes d'affaires se déplacent essentiellement en Europe fut évidemment une conclusion trop hâtive et dénote d'un certain aveuglement occidental.

Selon toute apparence, même une compagnie aérienne internationale conserve malgré tout, inconsciemment une certaine façon de penser sinon nationale du moins continentale.

Le fait que le sac de voyage ait été trouvé dans le bar-transit ne signifie pas automatiquement un voyage à travers notre incomparablement belle vieille Europe, mais tout peut-être un vol vers le reste du monde, tout aussi incomparable. Vers l'une des 90 destinations de Swissair. Ou vers l'une des innombrables destinations de nos respectés collègues.

Donc, cher propriétaire du sac, au Moyen ou en Extrême-Orient, en Afrique, en Amérique du Nord ou du Sud (ou peut-être quand même en Europe?), dans l'une des plus de 90 destinations d'Abidjan à... justement pas Zurich. Chers passagers du monde entier à qui il manque un sac: regardez bien le détail de ce sac.

Vous rappelez-vous dans quelles conditions le cuir a été endommagé?

Veuillez, s'il vous plaît, vous manifester auprès de Swissair. Où que vous soyez dans le monde, Swissair s'y trouve très probablement aussi. Dans quelque 260 endroits, pour être précis.



Signalement du sac de voyage trouvé le 24 septembre à l'aéroport de Zurich: 55x35x25 cm, cuir marron, poche extérieure avec étui-adresse vide.

swissair 

PRÉSIDENTIELLE

Nous livrerons le combat tous ensemble et pour le gagner ! lance M. Chirac aux cadres du R.P.R.

M. Jacques Chirac a franchi une nouvelle étape et atteint un palier : en s'adressant, dimanche 28 octobre, aux quelque mille deux cents cadres du R.P.R. réunis à Paris, le président du mouvement a annoncé encore son opposition à M. Valéry Giscard d'Estaing.

Tous ses auditeurs ont bien compris qu'il serait candidat à l'élection présidentielle mais qu'il ne fallait pas encore le dire. M. Chirac lui-même ne le dira — il l'a confirmé — que début janvier, se réservant ainsi un ultime délai de réflexion. Le R.P.R. réunira ensuite un congrès extraordinaire pour choisir le candidat qu'il devra soutenir. Mais, d'ici là, M. Chirac ne prendra plus la parole pour traiter de ce problème. Les cadres du mouvement qui, à plusieurs reprises, lui ont réservé de longues ovations, ont jugé comme une grande habileté et une marque de dignité cette nouvelle attitude et se sont sifflés le cou pour ne pas se mêler à des débats qui ne sont pas dignes de l'enjeu présidentiel.

En énumérant les qualités que devra incarner le candidat gaulliste, le maire de Paris a peint un portrait-robot qui a été reconnu comme un autoportrait. Il a évoqué publiquement le nom de M. Debré en lui rendant hommage, mais en regrettant qu'il n'ait pas pratiqué « un minimum de concertation ». Quant à la candidature de Mme Giscard, dont le nom n'a pas été cité, elle pouvait être visée dans la dénonciation de ceux qui utilisent l'élection présidentielle pour « dériver un usage personnel », alors que les candidats devraient avoir une « préoccupation exclusive de gagner ». Il a aussi dénoncé les « croisades antisoviétiques » qui, au lieu de servir l'alignement sur l'Union soviétique, ont des attitudes contraires à la détente et non conformes aux intérêts de la France.

Sur un ton calme, pesant lentement ses mots comme pour mieux convaincre, M. Chirac a justifié toute son action passée

M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Aujourd'hui, l'écriture de grandes enquêtes, les institutions, je les vois sournoisement, mais sûrement, affirmer. Il faut soit renforcer une majorité comme elle a existé, soit forger une majorité ». A propos de convergences avec les socialistes, l'orateur déclare : « Je n'ai jamais entendu les responsables socialistes remettre en cause le choix de l'union de la gauche. Nous n'avons pas à nous en plaindre, d'une façon ou d'une autre, des hommes que nous avons toujours combattus et que nous avons vocation à combattre ».

M. CRÉPEAU (M.R.G.) VEUT « EMPECHER LA RÉÉLECTION DE GISCARD »

M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, commencera, à partir du 15 novembre, une tournée dans vingt et une régions. Cette tournée a pour but de recueillir les voix de la gauche à l'élection présidentielle. M. Crépeau se rendra notamment à l'Assemblée nationale où il devra expliquer les thèmes principaux du Manifeste radical qui doit être publié au cours des prochains mois.

La campagne présidentielle dite de M. Cr. qui se déclare dévoué à « l'union de la gauche », ne commencera qu'à la fin de janvier, après la réunion, à Paris, d'une convention nationale du M.R.G. M. Crépeau se rendra dans tous les départements.

Ces initiatives ont été rendues publiques samedi 28 octobre, à l'issue de la réunion du comité directeur du M.R.G. qui a décidé, afin d'aider au lancement de la campagne, de demander une participation financière aux militants et au mouvement.

M. Crépeau a indiqué qu'il veut être l'instrument d'un mouvement du peuple politique français. Le président du M.R.G. qui se place dans la perspective de l'après 1981, qu'il convient d'aller vers une majorité républicaine, qui n'est pas une majorité monétariste. M. Crépeau souligne ainsi tirer les conséquences du virage que le P.C.F. selon lui, a amorcé et à l'avenir.

Pour le scrutin de 1981, M. Crépeau a réaffirmé son objectif est de « faire de ce qu'il peut pour empêcher la réélection de Giscard ».

combats pour protéger le mouvement contre ses adversaires de la majorité. Il a dénoncé ceux qui ont « trahi de Gaulle et voté « non » en 1959 (1) pour s'affirmer comme le seul homme résolu à empêcher que le gaullisme ne disparaisse. Ayant répété que le seul moyen de changer de politique était de changer de président ou que le président Giscard lui-même, le chef du R.P.R. a présenté une critique argumentée et sans nuance, « un diagnostic sévère et pessimiste », a-t-il dit, de l'action de M. Giscard d'Estaing dans les domaines des institutions, de l'autorité de l'Etat, de la place de la France dans le monde et de l'action économique et sociale qui valait condamnation globale et qu'il a résumé ainsi : « Aujourd'hui, je suis très inquiet pour la France ».

Il a enfin justifié que le groupe R.P.R. ne renverse pas le gouvernement bien qu'il condamne sa politique par le fait que la réalité du pouvoir se trouve aujourd'hui à l'élysée. En quelques mots, c'est l'élection présidentielle qui permettra de censurer l'exécutif.

M. Chirac a étudié le problème de l'attitude du R.P.R. au second tour puisqu'il a comme objectif de « faire passer le candidat gaulliste franchir la barre du premier tour, postulat qu'il affirme avec un bel optimisme qui se veut communicatif. En dénonçant « le doute, le compromis, l'acceptation, la nonchalance » comme les ennemis de l'intérieur, en reprochant à M. Giscard d'Estaing d'avoir, par « manque d'ouverture d'esprit », compromis la cohésion de la majorité, au s'affirmant comme le garant du maintien de « l'esprit gaulliste et de la vigueur de sa vocation », M. Chirac a bien donné le ton de la campagne fondée sur « la tactique de l'offensive » et déterminée « qu'il semble maintenant pressenti résolu à entamer avant trois mois ».

ANDRÉ PASSERON.

(1) M. Giscard d'Estaing avait recommandé le « non » au référendum de 1959.

perances. Il poursuit : « Notre stratégie est de gagner et, pour gagner, notre candidat doit impérativement être présent au second tour. Est-ce objectivement possible ? Je vous affirme que oui ». Je pense que la décision ne sera pas prise suffisamment tôt pour que nous puissions nous engager sur le terrain de la candidature présidentielle. Le président de la République ne représentera pas une idée giscardienne qui est plus un comportement qu'une politique. Il est candidat à l'élection présidentielle, il est candidat à l'élection présidentielle, il ne peut prétendre nous représenter dans un ensemble majoritaire. Majorité séparée, opposition déisée, tentative de division au sein du R.P.R. et du parti socialiste. Voilà une France coupée en quatre, séparée en la mortelle en six ? » M. Michel Noir, délégué national à l'unionisme, a évoqué la candidature de Mme Giscard en disant : « L'élection présidentielle, c'est autre chose que de faire une fixation sur l'U.R.S.S. ».

Auparavant M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., avait déclaré : « Le président Giscard n'a pas pour but de vous attirer par le trouble et le doute. Or rien n'est joué. Si l'écrit plus de 100.000 aujourd'hui, n'est pas de fait l'élection présidentielle. L'écrit est l'occasion de la constitution d'une nouvelle majorité ».

M. BERNARD PONS : nous avons été presque rejoints de la majorité.

M. Bernard Pons, secrétaire du R.P.R., hôte dimanche soir du Club de la presse d'Europe 1, a notamment déclaré : « Très franchement, oui, je souhaite à titre personnel que Jacques Chirac soit candidat. (...) Aujourd'hui, nous sommes bien obligés de constater — et je dois dire que cela a été plus marquant après les élections législatives de 1978 — que nous avons été en quelque sorte répliqués d'abord à l'intérieur de la majorité et presque rejetés ensuite cette majorité. (...) »

Si demain le P.S. déclare qu'il prend acte d'un certain nombre d'événements qui sont entrés récemment sur la scène politique, il dit que l'union de la gauche n'est véritablement plus et que le P.S. ne peut pas continuer à fonctionner indépendamment alors si y aura certainement quelque chose de nouveau sur la scène politique française. (...) »

Il faut que le président de la République dise que la politique économique et sociale qui a été menée au cours de ces dernières années a montré qu'elle était mauvaise puisque les résultats sont mauvais. (...) »

Si le peut, c'est une des possibilités qui lui sont données. Car le fait de changer de premier ministre peut démontrer qu'il veut changer d'orientation politique en matière économique et sociale. (...) »

Les bureaux politiques du Centre indépendant (distinct du Centre national des indépendants et paysans) que préside M. Max Galia, conseiller municipal de Bordeaux, estime que la candidature de Mme Marie-France Giscard « est l'élément qui ramènera Michel Debré dans le cadre d'une coalition historique en lui soulevant ce que fut le courant à la fois libéral et conservateur du gaullisme pompidouien ». (...) »

L'intérêt supérieur de la France exige que le prochain président de la République ne soit pas prisonnier d'une poignée de politiciens ou rancœur qui après vingt-deux ans, s'attachent à avoir toujours un compte à régler avec le régime, alors le bureau politique, Michel Debré, va rassembler tous ceux qui entendent assurer la pérennité de la République et que en mesure d'imposer un nouveau centre de majorité présidentielle conforme à l'esprit de la Constitution et lequel la France deviendrait ainsi ingouvernable par l'U.R.S.S. (...) »

Un sondage « Histoire-Magazine »-Sofres 80 % DES FRANÇAIS JUGENT POSITIVE L'ACTION DE DE GAULLE

La revue Histoire-Magazine publie dans son numéro d'octobre un sondage réalisé par Sofres sur les jugements que les Français portent sur de Gaulle dix ans après sa mort. Trente-sept pour cent des personnes interrogées estiment que de Gaulle occupe dans l'histoire une place « parmi les grandes figures », comme Clemenceau, et 31 % qu'il se situe « au tout premier rang, comme Napoléon ». 27 % considèrent qu'il est un « personnage important, parmi d'autres ». La Gaule est avant tout l'homme de l'appel du 18 juin (37 %), puis l'homme de la libération (26 %), enfin le fondateur de la V^e République (13 %).

An total, l'action du général a été jugée « très positive » pour 26 % des personnes interrogées et « assez positive » pour 65 %. Quant aux conditions dans lesquelles de Gaulle est revenu au pouvoir en 1958, 34 % estiment que celles-ci ont été conformes à la dignité, mais 30 % jugent qu'elles ont « constitué en fait un véritable coup d'Etat ». Les jugements les plus positifs sont réalisés par le général en tant que chef de l'Etat sont ainsi classés : l'élection du président de la République au suffrage universel (43 %) ; la stabilité politique (31 %) ; l'indépendance accordée à l'Algérie et aux pays d'outre-mer, 27 % ; l'intéressement des travailleurs, 25 % ; le rapprochement avec le pays de l'Est, 23 % ; la réussite d'une force de frappe, comme l'évolution de l'économie, 21 %.

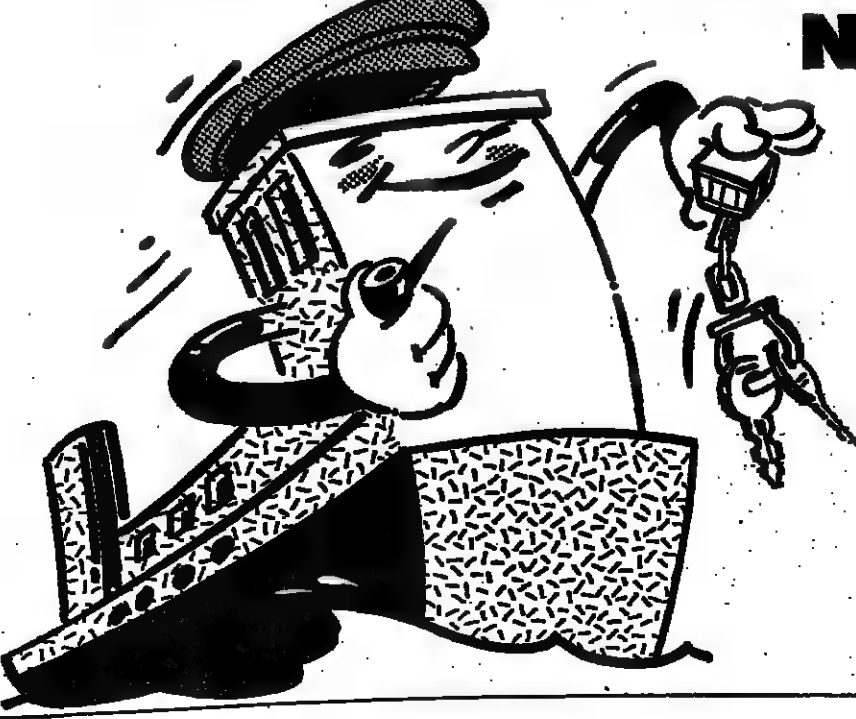
En revanche, parmi les décisions qui sont reprochées au général figure « l'opposition à l'Europe politique (13 %) ; le retrait de la France de l'OTAN (12 %) ; l'indépendance de l'Algérie (12 %).

Le mouvement des radicaux de gauche organisés, jeudi 30 et vendredi 31 octobre à Marly-le-Roi (Seine-et-Oise) une rencontre préparatoire à la deuxième conférence des partis radicaux, libéraux et centristes et des partis et mouvements d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette conférence internationale pourrait avoir lieu en 1981 sur le thème : « Sécurité et coopération, emploi national des ressources économiques et du travail des hommes ».

Langues
champs d'affaires à l'étranger
CADRE - DIRECTION
Apprenez en un temps record (40 à 80 h.)
Sachez utiliser vos
langues.
coedel
LANGUES
VOTRE FORMATION
24, rue de la République, 93011 Paris
Tél. : 332-10-10 - 332-15-45.

PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS **L'Expansion** BIMENSUEL

LA CARTE DES PROCHAINS CONFLITS SOCIAUX.



NOUS LOUONS DES ENTREPOTS PIEDS DANS L'EAU CLES EN MAINS

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial. Un moyen de transport économique, fiable, ponctuel. Pour cela, nous louons des terrains ou des entrepôts. Pieds dans l'eau. Cles en mains. Pieds dans l'eau, cela veut dire que le Port Autonome de Paris met à votre disposition des terrains en bordure immédiate de voie d'eau, desservis « fer » et « route », dans toute la région parisienne. Cles en mains, cela veut dire que le Port Autonome de Paris vous livre ces terrains à votre convenance : nus ou tout équipés. Sur votre demande, les ingénieurs du Port Autonome de Paris peuvent réaliser le projet d'implantation qui correspond à vos besoins. Les problèmes de stockage et de manutention seront ainsi résolus par des professionnels du transport, en collaboration avec vous-même. Appelez le Port Autonome de Paris. Il a des solutions toutes neuves et toutes prêtes à vous proposer.

Port Autonome de Paris
Services Commerciaux 2, quai de Grenelle 75015 Paris
578.61.92



coedel

La C.G.T. organise une journée de protestation après les opérations de police contre « Radio-Quinquin »

Le bureau confédéral de la C.G.T. appelle à une manifestation de la part des pays à soutien du Nord-Pas-de-Calais en protestant massivement sans tarder, l'emploi brutal des travailleurs, la répression contre Radio-Quinquin. Il demande aux travailleurs de participer à la manifestation nationale du 10 octobre, à l'initiative de l'union C.G.T. Les journées de grève marquées par des délégations-manifestations auprès de la préfecture et des ministères.

Une nouvelle radio libre de la C.G.T. s'est mise à fonctionner, le matin 27 octobre, dans la région de Creil (Oise) : Radio-Jacquerie, émet depuis la mairie communale de Montataire.

De notre correspondant

L'opération d'Auby, l'assaut le plus spectaculaire d'une semaine policière d'envergure internationale, a débuté hier à 10 heures dans le Pas-de-Calais. En effet, l'ordre a été donné à Auby, les policiers intervenant à la fois dans les mines - à Lens (Pas-de-Calais), où se trouve un des plus importants Radio-Quinquin. Après une phase préliminaire de détection, les policiers ont procédé au démontage de l'antenne, puis à la saisie des équipements. Les policiers ont pu s'emparer de la machine à écrire, du matériel de communication, des documents et des cartes. Les policiers ont pris fin à midi.

Les policiers ont mis la main plus heureuse à Avion : un immeuble appartenant au Radio-Quinquin fonctionnant dans un appartement situé dans une H.L.M. a été enlevé.

Une nouvelle opération a eu lieu enfin, au cours de la soirée du dimanche, dans un immeuble de Rouvray-sous-Lans où la présence

Au cours de leur intervention d'urgence à la MAIRIE d'Auby, les policiers ont saisi **trois armes**. Il ne s'agit pas d'armes à feu, mais d'armes par **impact** -, précises-t-on à la préfecture de police du Nord, à Lille. Cet armement était constitué de **barres à mine**, de **cocktails Molotov**, de **lance-pierres** de tirer des billes en acier, de **planches à béton** et de **manivelles de pioche**.

■ M. Laurent Fabius, porte-parole du P.S., proteste, lundi 27 octobre, devant l'intervention des forces de police à Radio-Quinquin. Le parti socialiste réaffirme son attachement à la liberté d'expression et à la solidarité avec les travailleurs en lutte.

■ L'Union nationale des journalistes a sévèrement critiqué les pratiques intolérantes des forces de police et a rappelé que « déjà la semaine dernière, la police a intervenue au Monreuil contre Radio-Dix/Quatre à l'initiative de la C.F.P.T. ».

Elle conclut : « Une fois plus le gouvernement a-t-il besoin de l'offrir d'autre réponse que la répression à ceux qui, devant la loi, exercent leur service public, sans aucune autre considération ? »

■ Le Syndicat indépendant de la police (S.I.P.N., gardiens la paix) s'indigne (à la première intervention) de la police et a déclaré : « La préparation avec un minimum de policiers armés, soixante-dix quatre-vingt-cinq C.G.T. armés, barres de fer ».

M. Rufenacht, député R.P.R., a Seine-Maritime, a annoncé, samedi 25 octobre, qu'il déposerait une proposition de loi autorisant le préfet de la Seine-Maritime à donner enfin un cadre légal à l'occupation de la bande. Cette déclaration a été suivie d'une manifestation organisée par le C.E. au Havre par une centaine de personnes (utilisant la C.E. fréquemment les citoyens) devant la condamnation de plusieurs d'entre eux par le tribunal correctionnel du Havre.

D'autre part, M. Jean-Louis
 Masson, député (R.P.R.) de Mo-
 rlaix, a déposé une proposition
 de loi pour le cas où il y au-
 rait une puissance de 27 watts sur la bande
 des 27 MHz. Les représentants
 de l'Automobile Club de France
 ont déclaré qu'ils ne s'opposent
 pas à ce projet de loi, mais qu'ils
 valent annoncé au début de la
 séance qu'ils avaient reçu officiel-
 lement de la part du gouvernement
 l'assurance d'une libéralisation
 de la bande des 27 MHz.
 Au secrétariat d'Etat, les ques-
 tions ont été traitées en deux
 séances. La première a été consa-
 crée à l'examen d'un projet de libéralisation
 de la bande des 27 MHz. Le
 ministre a examiné actuellement par le
 gouvernement.

titre de ~~maître~~ ou d'honoraires a
~~maître~~ sa son idée et de ~~sa~~
 maquettes. — (Corresp.)

Condamnation d'un immigré.

M. Omar Dhihani, 31 ans, condamné à 10 ans de prison le 10 octobre, par le tribunal de Grénot (Val-de-Marne), pour complicité d'empoisonnement, était un ferme porteur d'outrage et fort violent contre son agent de la force publique.

Le 10 septembre, l'oncle de M. Dhihani arrivait avec ses deux fils, âgés de 12 et 13 ans, et son souhait: séjourner, pendant un mois, comme l'y autorisait sa passeport. Il avait en possession de sa famille, le retour et d'un certificat de son employeur à Elaida. Mais, par cela, les billets de retour furent refusés par la police à l'air. Puis, les frontières tampaonna son billet d'entrée dans un pays obligé à l'entrée dans l'Algérie le 10 octobre, et d'intéressant le report, sans

présentait à l'aéroport d'Orly
un guichet à la police, en
compagnie d'un oncle de la
secrétaire de la présidence
solidarité
immigrés (FASFI)
pour obtenir
M. Dihmani, le proposé, un ins-
pecteur en civil, a
lui. Après une altercation
les deux hommes se sont
Dihmani et le secrétaire
intéressé, tandis que le per-
sonnel du FASFI qui l'accompa-
gnait obtenait sans difficulté le
report, le réservation.

■ M. Joseph Zarita, quarante-six
ans, d'origine marocaine, l'un des
présomus

à l'épouse de celui-ci, le 3 juillet 1978 (le *Monde* du 4 juillet 1978). — vient d'être mis en liberté.

M. Zurita, qui résidait en Suisse, avait été arrêté au mois de juillet 1978 à Divonne-les-Bains (Ain), où il travaillait fréquemment au casino. Il avait été inculpé dans l'affaire Echave et Murrueta le 12 mai 1978 à la maison d'arrêt de Bayonne, mais l'information n'avait pas été rendue publique qu'un mois plus tard (le *Monde* du 13 août).

tuez parti civile le 20 octobre.
L'entremise M^e
Jacques et Félice et Irène Ter-
re, auprès de M. Guy Goy, juge
d'instruction à la cour d'appel.
L'information sera prise par X...
après l'attente par exploit qui
est endommagé, le 19 avril, leur
foyer, rue de Nungesser,
Quatre étudiants furent blessés.
Le fortal avait revendiqué
Charles-Edmond.
RECTIFICATIF. Contrat
de mariage des deux ans
dans le 20 du 10 octobre.
M Raymond Pomi député (P.S.)
du Territoire de Belfort,
contre l'amendement L'Europe
supranationale présente par
Michel Aurillac (R.F.R.).
Indro de la majorité sans
levée qui a eu lieu sur cet amendement le 8 octobre.

A l'occasion de son numéro « Balayer devant notre porte », consacré aux droits de l'homme, l'Association française de Professeurs, que préside M. Jacques Dublet, député au Parlement européen (P.S.), vient de réunir sur ce thème une conférence de presse en présence de M.M. Maurice Grimaud, délégué général de cette association et ancien préfet au police de Paris, et Jean-Louis Brodin, ancien directeur de l'U.N.C. et professeur à Paris-I.

« Un suspect pour les droits de l'homme » qui, expliqua-t-on, l'origine de son nom, n'est qu'un homme qui a gagné quand on a protégé la misère, qui a fait du mal à la morale, qui a été suspendu et qu'aucune société n'est à

« Or, comme l'avocat, mais en même temps, un sergent croquant des dîtes françaises », en même temps que « chez les juges, à une exécution, à une condamnation, à une mort, faite d'un voir classé, au du gouge », puis, en outre, existant une communique d'information, une large parole du monde judiciaire et le

[illegible]

MANIFESTATION A PARIS

L'Union Française des associations de combattants (plusieurs millions de membres) a décidé de manifester le 25 octobre dans toute la France pour que les pouvoirs publics tiennent leurs engagements. A Paris, le rassemblement a eu lieu devant l'Opéra, où les porte-parole de diverses générations du mouvement ont exprimé leur amertume devant plusieurs millions de

Les mines d'explosifs en Ardèche

Mme **Bridier**, propriétaire de la ferme du Fion, à Veyrières (Ardèche), écrit, à la suite de l'article **Nouvelle découverte d'explosifs dans l'Ardèche** :

Les recherches n'ont nullement
poursuivies le 28 septembre,
comme il était toujours le
propriétaire du studio, toujours
présente (et n'a jamais eu de
propriété depuis). Etant sculp-
teur, je y avait fait de
liens : dessin, sculpture et de
poterie, et je n'ai pas son
et ses liens avec moi, à un com-
me, qui n'a pas installé une
délégation. Celui-ci avait en ef-
fectivement des difficultés
administrative officiellement son entre-
prise, qui pourtant é-
pour le bien des enfants.

Incident, n'ayant aucun
rapport avec l'affaire Conty ni
l'Action police, je n'ai déjà
aucune action, je n'ai pas per-
suadeur, je n'ai pas de liens
et des ateliers, leurs activités
continuant leurs cours.

■ M. **Paul Bonnefoy**, journaliste, traducteur d'écrivains américains et anglais, **meurt** sous le pseudonyme de **Paul Bon-** **ney** peintre sous **le nom** de B.E. Bruss, vient de mourir **le** **Monde** **du** 10 octobre). **Il** **est** **de** **Paris** **Laval**, il avait été, sous l'occupa- **tion** **allemande**, **attaché** **général** **à** **l'information** **dans** **le** **gouver-** **nement** **de** **Vichy**.

■ **L'Association des journalistes**
de l'environnement, qui vient de
tenir son assemblée générale an-
nuelle, a élu son renouvellement
son bureau.

Président : Jean-René Albertin
(Eco 3 Magazines); vice-présidents : Marc Ambroise-Rendu (Le Monde), Geneviève (Le Figaro); trésorier général : Michel (Dauphiné); trésorier : Marie-Jeanne Husset (Ca M'intéresse); délégué permanent : Christian (L'Espresso).

hiérarchie du catholicisme permanent. Il y en a trois par continent. Pour l'Europe, ce sont : Mgr Godfried Danneberg, archevêque de Malines-Bruxelles, le cardinal Josef Ratzinger, archevêque de Munich ; le cardinal George Basil Hume, archevêque de Westminster. Le cardinal Eichegayer — ni allemand, ni anglais, ni américain — est le troisième membre de l'Est. De son côté, Jean-Paul II désigne trois membres supplémentaires : le cardinal Ladislav Rubin, président de la congrégation pour les Eglises orientales ; Mgr Paul Tzadna, archevêque d'Addis-Abeba, et Mgr Charles-Marie Martini, archevêque de Buenos-Ayres, qui passe pour un des prêtres les plus convertis d'Amérique.

Les membres du synode ont élu les douze nouveaux

notre envoyé spécial

d'expertise qualifiées. Tout a passé
Cependant, au Vatican II, le ruse à
la doctrine du concile est en
grande partie
théologiens
à approfondir la doctrine
à vouloir pastoral.
Il a rédigé la doctrine
Il a pourtant bien
de ne pas comme les
antérieures, disjoindre
le synode fut :
graduelle : (le
pour, la doctrine
pour les pasteurs, à comprendre
la fidélité qu'ils
de la doctrine évangélique,
capacité, mal-
ces efforts.
Auquel cas il est opportun de ne pas
ne pas décourager
Il a soul-
précisé son
qu'il ne fallait pas
à l'égard de l'Église. On appelle
de la doctrine.
Tel tel synode a

d'une grande qualité qui sont guère connus).

[illegible]

auront donné la prépondérance à l'Église au sein de l'Église sa prière, avec toutes les autres, pour que le prochain synode. La contraception n'est pas du tout dans les pays riches en ce sens. A ceux-ci, les reprochant la leur plus pauvre, la pauvreté de leurs peuples.

Au cours de sa synode, pour timoré qu'il n'y ait, à la fin de sa vie, de leur part, une démission, il qu'ils prennent conscience de leur situation. Ils veulent plus d'union et d'entente doctrinale et praxique. Ils portent une vive attention pour l'application de la doctrine, une humilité, une modestie, une simplicité, des conséquences, et une entente plus approfondie des interprétations de la loi pour atteindre aux hommes modernes. L'Eglise a l'habitude de dire parfois le contraire. Hume demande à voir la « Eglise » en « on l'interprète », dans l'interprétation de la doctrine, l'employer, mais qui commence à prendre conscience de la loi fait en l'inventaire de nou-

HENRI FESQUET.

Dans son discours

Jean-Paul II loue le jugement « lucide et courageux » des évêques

notre envoyé spécial

« *Il n'est pas question de généraliser la loi morale simple idéaliste à l'humanité toute la future mais comme à l'humanité tout entière, au Christ afin de lui donner effectivement les attributs (...).* Ce que l'on accepte, c'est la loi de gradualité : on peut s'identifier à la « gradualité de la loi », comme s'il y avait des degrés à des niveaux de principes différents, de la loi morale à la loi scientifique (Sheldon) ».

En ce qui concerne le travail des hommes :

« La culture des lois sociales de manière à ne pas obliger les hommes à un travail en dehors du foyer pour des motifs économiques mais il faut que la famille humaine soit honorablement alimentée quand la mère ne connaît véritablement le lait ».

H. E.

« Il n'est pas question de collectiviser la loi comme simple idéal à atteindre, mais la future loi doit être conçue en fonction du mouvement du Christ afin de promouvoir effectivement les attitudes (...). Ce que l'on appelle la loi est la gradualité : on peut identifier la loi à la gradualité de la loi », comme s'il y avait des degrés de loi. Nous ne sommes donc pas en présence d'un principe absolu, mais d'un principe qui se situe au sein d'un processus.

« Et de qui sommes-nous devant les hommes ?

« La doctrine est, elle-même, la doctrine et ne pas obliger les hommes à un idéal en dehors du foyer pour ce motif économique mais il faut que la famille même ait une honorable situation quand la mère est connue comme mère et sainte. »

M. E.

[illegible]

Le message final

**« L'ÉVANGILE
EST UNE BONNE NOUVELLE
AUSSI POUR LES FOYERS »**

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — Le message du synode aux familles chrétiennes évoque le « grave problème » de la pauvreté dans le monde et le fait qu'elle « pénètre les femmes de sa mardie ». Il rappelle les « violences » faites à la famille par certains gouvernements ou organismes in-

« Pour résoudre leurs problèmes sociaux, économiques ou démographiques, des familles sont accablées à accepter des moyens immoraux tels que la contraception ou, plus encore, la stérilisation, l'avortement et l'euthanasie. Nous protestons vigoureusement contre ce fait. »

Commentant l'encyclique "Humanae Vitae", le message rappelle que « la transmission de la vie ne peut être séparée de l'union conjugale ».

A propos de l'homme et de la femme, « mari et femme sont différents mais ils ont une dignité égale. On doit respecter leur différence mais en ne leur déniant pas le droit de se réaliser. Les hommes s'en prévalent pour justifier la domination de l'un par l'autre. L'Église, en collaboration avec l'État, doit s'efforcer avec tout le dynamisme de la dignité et des droits de la femme ».

Le texte se termine par une longue citation de Paul VI (discours aux équipes Notre-Dame), où on lit notamment à propos des difficultés rencontrées par les époux pour respecter l'enseignement de l'Eglise :

« Il faut le dire hautement :
 j'aimais l'angloisise à la peur des
 dévotions se trouver dans des
 âmes de bon vouloir. Mais car,
 cette "bourgeoisie" n'est-ils pas
 une bonne nouvelle aussi pour
 les foyers et un message qui,
 s'il est exigent, n'en est pas
 moins protestantement libérateur
 et libérateur dans son désarroi,
 un Dieu de s'abandonner à la
 révolte stérile et destructive,
 à l'écoulement, à la
 accablée, dans l'humilité, à la
 découverte bouillonnante
 devant Dieu, un pécheur
 devant l'Amour du Christ
 sauveur... » — R. F.

conjugales, les positions. L'Eglise apparaissait plus ou moins anachroniques, mais, pour reprendre, par exemple, l'expression du évêques canadiens, « l'attitude rapide et définitive n'est pas encore qu'une étape ».

Beaucoup d'évêques se sont des
déchirés. Ils perçoivent
leur révérence
la doctrine qu'un
se produit. Le cas est flagrant
l'encyclique sur
la régulation des naissances. On
affirme, qu'il mieux, une
l'attention profonde me jette,
conclusions qu'en tire le VI
bien diffusées. Les pères
ont théo-
le magistère pour une
argumentation pouvant
tirer au résultat et qui serait en
la
du cercle? Au lieu de
me Paul VI, au des pre-
supposés, la loi
personnalistes des concepts
bibliques.
La simple. Il
l'usufruit croire qu'on peut
aux et à la
qu'il y a des répercussions
fond. Le préconite au
synode paraître le point
de où l'on place, ou bien
sémestre ou. Ou
à plus ou longue
l'amorce d'un
doctrinal qu'on ne généra-
ment pas même à soi.

En tout cas le rappel lanciné par les évêques de la justice de la visée de l'encyclique parfois à la messe Coué. Ici, l'intervention courageuse de Mgr José Luis Navas (Equateur) :

dépend aussi et surtout de l'amour, — remarqués, les
 demeurent en l'état à propos de l'indissolubilité du mariage de l'eucharistie.
 Toutefois, demandée en — l'Eglise
 on lui a dit, s'omet le remarqué.
 part, prêtres
 considérer — la
 leurs fidèles, — telle que ne
 prouvent ne qu'ils puissent
 profiter au maximum, l'Eglise. La
 du — non sacre-
 mental pourait, si elle était
 par le pape et, en situation canon,
 fin —
 Prendre en considération le
 justice et la — le
 Sur — points comme — d'autres,



Un séjour à Londres? Beaucoup moins cher avec British Airways

Oui, Londres est beaucoup moins cher que vous ne le pensez. D'abord le voyage! 450 F seulement Paris/Londres et retour avec le tarif vacances British Airways.

valable, sur vols désignés et à condition, entre autres, de passer 2 nuits minimum à 3 mois maximum en Angleterre (ou 1 nuit le samedi).

Ensuite, le séjour. Avec British Airways, vous bénéficiez du meilleur rapport qualité/prix. Notre

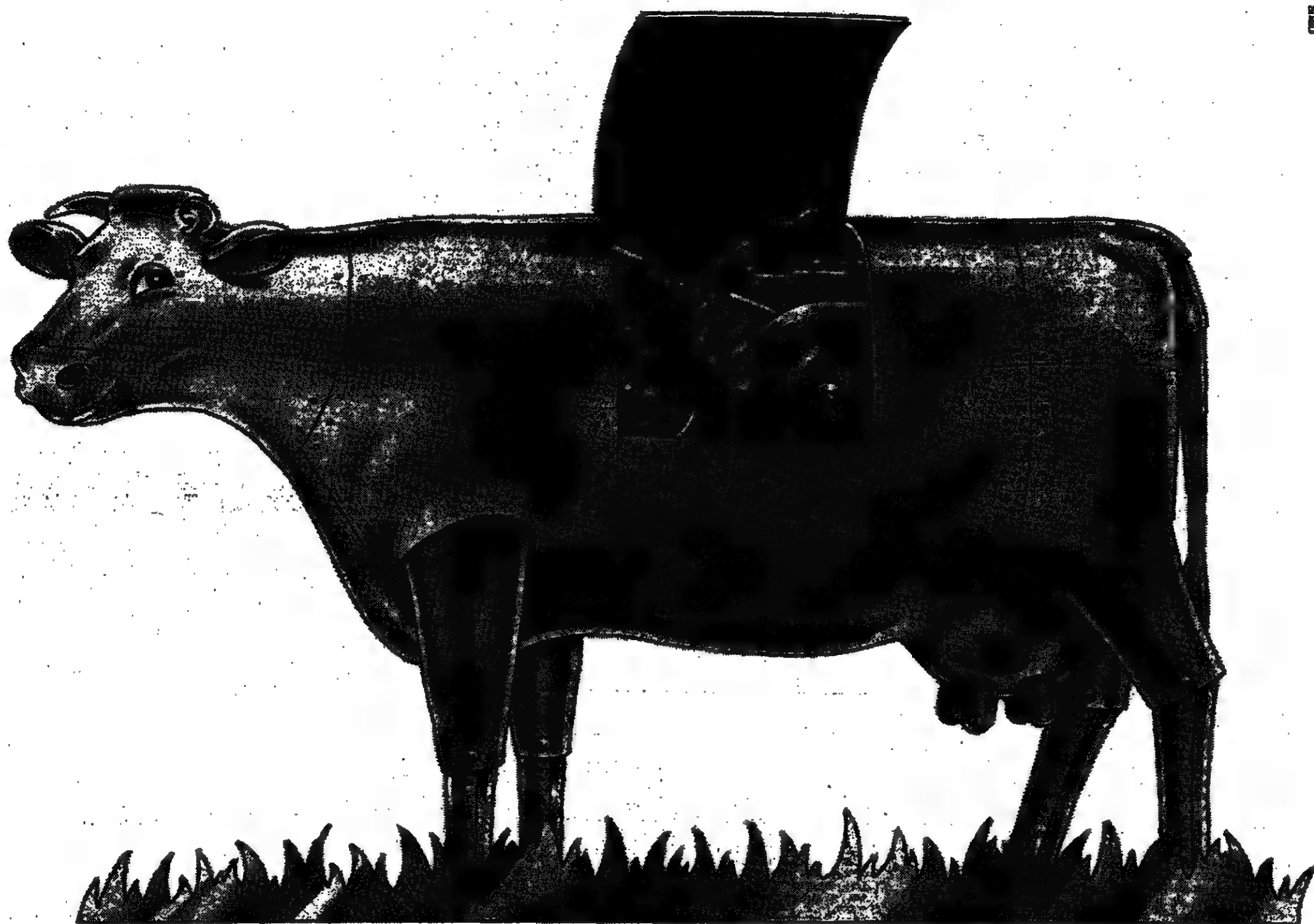
brochure "Mini-séjours à Londres" vous propose un grand choix d'hôtels avec jusqu'à 47 % de réduction sur le prix normal de votre chambre.

Consultez votre agent de voyages pour les réservations. Renseignements à l'Office Britannique du Tourisme - 6, place Vendôme, Paris 1^{er} ou British Airways, tél. 778.14.14.

* de 70 à 240 F, selon la catégorie d'hôtel, par nuit et par

**London
IS...
British
airways**

AUJOURD'HUI, AUSSI BIEN LES AMERICAINS QUE LES JAPONAIS ACQUIERENT NOTRE "SAVOIR-FAIRE."



Au départ, des hommes - simples éleveurs - se sont donnés soigneusement et volontairement les moyens les plus vigoureux d'affronter les nouveaux marchés.

Le succès a répondu à leur espérance: en effet, les coopératives ont développé avec dynamisme les matériels et techniques nouvelles du séchage par atomisation, des fabrications en continu, de l'ultrafiltration, etc... En ne cessant d'innover, les coopératives répondent de mieux en mieux à la recherche par les consommateurs d'un meilleur équilibre nutritionnel.

Depuis longtemps, les coopé-

tives laitières françaises sont aussi présentes sur le marché international, à travers leurs exportations physiques de produits.

Au cours de la dernière décennie, l'expansion internationale de ces coopératives a pris, par la vente de «savoir-faire», une nouvelle dimension.

S'appuyant sur leurs compétences techniques, leurs connaissances des marchés, certaines d'entre-elles sont organisées pour implanter leurs marques et leurs technologies dans de nombreux pays, dans lesquels leurs produits sont fabriqués et commercialisés.



La Sodina: une Union exemplaire, en la matière par l'innovation et la rigueur.

La Sodina, Union de Coopératives Agricoles laitières, a indiscutablement, avec Yoplait et Candia, développé, depuis 1964, une action novatrice dans l'industrie agro-alimentaire française.

Depuis lors, Yoplait, leader du marché des yaourts en France, a encore conquis de nombreux consommateurs, étendu sa gamme de produits frais et essaimé dans de nombreux pays.

En 1971, continuant sa diversification, Sodina présentait aux consommateurs «Candia», aujourd'hui, première marque de lait de consommation française.

Les deux Unions de Coopératives régionales qui constituent Sodina, transforment chaque année 10 % de la production nationale laitière dans plus de 70 laiteries, pour valoriser au mieux des intérêts des consommateurs et des agriculteurs le lait collecté chez ses 104 000 fermiers, réalisant ainsi un chiffre d'affaire de 6,5 milliards de francs.

Le développement international de Yoplait, entreprise y a seulement dix années,

a permis aux coopératives constituant Sodina d'étendre la fabrication et la distribution des produits Yoplait dans plus de 30 pays, grâce à des méthodes de franchises qu'elle a été la première en France à développer dans l'industrie agro-alimentaire.

Implantée sur les cinq continents, Yoplait est notamment présente dans les pays suivants: U.S.A., Japon, Brésil, Canada, Belgique, Espagne, Suisse, Irlande, Venezuela, etc...

Il est heureux de voir les agriculteurs, associés en coopératives, dépasser le stade de fournisseurs de matières premières pour devenir, grâce aux outils économiques dont ils se sont dotés, entrepreneurs audacieux et promoteurs de l'agro-alimentaire.

Mettant en évidence le succès incontesté de Yoplait International, le Président du Conseil d'Administration de Sodina souligne récemment qu'au-delà du développement international de la petite fleur Yoplait, l'objectif prépondérant de son organisation était de donner un pouvoir économique réel aux agriculteurs producteurs de lait dans le monde.



COOPÉRATIVES LAITIÈRES

LE PARI GAGNÉ DES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

sports

ATHLÉTISME

Le Marathon de New-York : la course au profit

Une semaine après le 20 septembre à Paris, la cinquième édition du marathon de New-York a été organisée. Elle a réuni 16.500 participants, dont 10.000 hommes et 6.500 femmes. La course a été organisée par le New York City Marathon Committee, présidé par Bill Rodgers, vainqueur du marathon de New-York en 1975. La course a été organisée par le New York City Marathon Committee, présidé par Bill Rodgers, vainqueur du marathon de New-York en 1975. La course a été organisée par le New York City Marathon Committee, présidé par Bill Rodgers, vainqueur du marathon de New-York en 1975.

sous peine de disqualification. Ce temps-là n'est en passe d'être battu, puisque le 18 septembre dernier la Fédération internationale de l'athlétisme (F.I.A.A.) a annoncé qu'elle avait obtenu de la Fédération internationale de l'athlétisme (F.I.A.A.) la permission d'organiser, dès 1981, un Grand Prix des épreuves de longue distance, où les engagés recevront des prix en espèces.

Profitant de ces nouvelles dispositions, le président de la Fédération internationale de l'athlétisme (F.I.A.A.) a annoncé qu'elle avait obtenu de la Fédération internationale de l'athlétisme (F.I.A.A.) la permission d'organiser, dès 1981, un Grand Prix des épreuves de longue distance, où les engagés recevront des prix en espèces.

(1) Agenda global de l'athlétisme, 1981, du 1er janvier au 31 décembre, Editions Baudouin.

De notre correspondante

New-York. — C'est le jour des Latins-Américains, le onzième marathon de New-York a été organisé. Elle a réuni 16.500 participants, dont 10.000 hommes et 6.500 femmes. La course a été organisée par le New York City Marathon Committee, présidé par Bill Rodgers, vainqueur du marathon de New-York en 1975.

Quatre annonceurs de poids

Bill Rodgers a été élu président du Club de New-York, l'un des clubs de marathon les plus importants. Il a été élu président du Club de New-York, l'un des clubs de marathon les plus importants. Il a été élu président du Club de New-York, l'un des clubs de marathon les plus importants.

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le bouc-en-train, c'est la championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes.

JUDO

La France championne d'Europe par équipes

La France a remporté l'Union soviétique, samedi 26 octobre à La Haye, les palmarès des championnats d'Europe de judo par équipes. Les équipes de France ont remporté les championnats d'Europe de judo par équipes. Les équipes de France ont remporté les championnats d'Europe de judo par équipes.

un ans, 1,83 m pour 107 kilos, qui a vaincu, pour sa première victoire en équipe nationale, le Soviétique Tourine, champion d'Europe, qui lui a opposé une résistance acharnée.

Une avant-première féminine mondiale

Strasbourg. — Le bouc-en-train, c'est la championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes.

De notre envoyé spécial
La surprise d'attirer l'attention, c'est la judoïte française, Jocelyne Triadou, qui a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes.

La température de Paulette

Deux ans après, lorsque la Fédération française de judo (F.F.J.D.A.) a décidé d'organiser les championnats féminins, son rôle sur le tapis a été de premier plan.

Soixante mille licenciés

Les expériences n'ont pas été vaines. Le judo a connu une croissance remarquable. Le judo a connu une croissance remarquable. Le judo a connu une croissance remarquable.

VOIR

Tabarly en tête de la course La Baule-Dakar

Eric Tabarly, à bord de son trimaran Paul-Ricard, est passé en tête au large des Açores, dimanche 26 octobre, à 5 h 45, heure locale, dans la course à la voile La Baule-Dakar, dont le départ a été donné le 18 octobre dernier. Assisté de son frère Patrick et d'Eric Bourhis, de Concarneau, le recordman de la traversée de l'Atlantique a été le seul à tirer le maximum de son voilier sur une mer hachée par des vents soufflant à 25 nœuds, qui contraignaient les autres multi-coques à préserver les structures de leurs arceaux de mer.

AUTOMOBILE

AU TOUR DE CORSE

La Renault 5 turbo annonce une nouvelle génération de voitures de rallye

Alajón. — C'est l'un des plus grands succès de la Renault 5 turbo. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes.

De notre envoyé spécial
qu'un rappel de la victoire de la Renault 5 turbo. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes. Elle a été élue championne d'Europe de la catégorie des mi-lourdes.

LES RÉSULTATS

Automobile	
CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES	
1. Thierry Vial (Renault 5) 100-00	
2. Robert Godelier (Renault 5) 95-00	
3. Robert Godelier (Renault 5) 90-00	
4. Robert Godelier (Renault 5) 85-00	
5. Robert Godelier (Renault 5) 80-00	
6. Robert Godelier (Renault 5) 75-00	
7. Robert Godelier (Renault 5) 70-00	
8. Robert Godelier (Renault 5) 65-00	
9. Robert Godelier (Renault 5) 60-00	
10. Robert Godelier (Renault 5) 55-00	
Basket-ball	
CHAMPIONNAT DE FRANCE (septième journée)	
1. ASVEL 85-70	
2. ASVEL 80-70	
3. ASVEL 75-70	
4. ASVEL 70-70	
5. ASVEL 65-70	
6. ASVEL 60-70	
7. ASVEL 55-70	
8. ASVEL 50-70	
9. ASVEL 45-70	
10. ASVEL 40-70	
Football	
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (cinquième journée)	
1. ASVEL 85-70	
2. ASVEL 80-70	
3. ASVEL 75-70	
4. ASVEL 70-70	
5. ASVEL 65-70	
6. ASVEL 60-70	
7. ASVEL 55-70	
8. ASVEL 50-70	
9. ASVEL 45-70	
10. ASVEL 40-70	



Spiridon
Revue internationale de course à pied
créée en 1971
La plus complète et la plus intéressante revue existante. 412 pages, 1979. En vente par abonnement : 70 F (M. Bourquin, 13 B. de Chancy, 93340 Le Raincy, C.P. 11.144-22, Paris, Bourquin) ou à la Librairie des Sports, 10, rue de la Montmartre, Paris 2e.

LE LIVRE D'OR DU RUGBY 1980

Roger COUDERC et Pierre ALBALADEJO
D'une plume méthodique et colorée, les auteurs ont réuni les meilleurs moments du rugby français international plus vivants.
Sous l'égide de la Fédération française de rugby, ce livre est le fruit d'un travail de longue haleine. Il est le fruit d'un travail de longue haleine. Il est le fruit d'un travail de longue haleine.

مكتبة الأصيل

Lawrence Klein

un constructeur de « modèles »

... de France, ...
 ... commerçants ...
 ... de cette opportu-
 ... leur compétence ...
 ... sur ...
 ... débouchés de ...
 ... à Langue ...
 ... 11, rue Caffé ...

LE TEXTILE : une industrie

La crise reprend de plus belle pour les fibres synthétiques

La frappe à nouveau durement les fibres synthétiques. Elles enregistrent des pertes parfois considérables, licencient, ferment des réserves, tandis que leurs concurrents japonais font des bénéfices. Comment en est-on arrivé là ?

NUMERO UN : l'industrie textile britannique, le groupe Imperial Chemical Industries (I.C.I.), qui a enregistré une perte pour la première fois de son histoire, est à la tête des victimes. Les fibres synthétiques, dont le déficit dans cette branche d'activité, dont le chiffre d'affaires a déjà chuté de 10 milliards de livres (1,4 milliard de francs) en cours des quatre dernières années, s'est creusé. Rien n'a pu pour le premier semestre, à l'exception de 10 millions de livres (1,4 milliard de francs), soit 8 millions de livres de plus que pour l'exercice 1979 tout entier. L'I.C.I. a donc une telle aggravation de la situation, les dirigeants du groupe ont décidé de trancher dans le vif.

Au total, ce sont quatre mille personnes qui vont être licenciées sur un effectif total de neuf mille cinq cents employés, déjà réduit de moitié entre 1975 et 1979.

Les pertes dracونيennes ne révèlent insuffisamment, l'I.C.I. pourrait être amenée à abandonner définitivement la fabrication des fibres synthétiques. Le président du groupe, Sir Maurice Hodgson, a déjà évoqué cette possibilité en juin dernier. L'I.C.I. n'est pas seule en Europe à subir des pertes sévères sur ses fibres chimiques. Après une année de rémission et un premier trimestre marqué par une reprise légère des affaires, la crise, qui décidément n'en finit plus dans cette industrie, a remis à sévir un peu partout. Les producteurs européens ne vont pas tarder à se voir arriver, eux, des degrés divers, à nouveau dans d'incroyables difficultés, engendrées tant par la mévente de leurs produits que par le très

vive concurrence des fibres synthétiques.

La situation s'est détériorée si brutalement que les pertes faites par les divers producteurs de fibres synthétiques ont baissé de 10 % en moyenne durant les huit premiers mois de l'année 1980 (30 % en Grande-Bretagne).

Le premier à donner l'alerte, Rhône-Poulenc Textiles, division fibres du groupe Rhône-Poulenc, a encaissé le choc plein fouet, et, pour le premier semestre, les pertes ont atteint la somme de 111 millions de francs. Du côté italien, la situation n'est pas plus brillante. Elle serait même pire. En juin dernier, M. Alfredo Montefibre (groupe Montedison), avait confié que la société perdait encore 130 millions de francs par an, soit l'équivalent de 10 millions de francs par semaine (semaine de cinq jours). Autant que l'on sache, l'hémorragie n'est toujours pas arrêtée.

Les Allemands sont beaucoup plus discrets sur leurs performances. Ils ne veulent pas dire qu'ils soient mieux lotis. Ainsi, après une année 1979 légèrement bénéficiaire, cette branche d'activité a perdu 10 millions de DM, le géant Hoechst, qui, à l'exception de 10 millions de francs, a répliqué à combien s'est élevée la facture ? On l'ignore. Mais elle doit être élevée.

A Leverkusen, les dirigeants Bayer se retranchent derrière un mur de silence. Quant à Hollandais A.K.Z.O., il a vu sa production chuter de 34 millions de florins (70 millions de francs). Cela va si mal que le Gesamttextil, fédération patronale du textile ouest-allemand, vient de demander aux autorités compétentes la reconduction pour dix ans de l'accord multifibre dont le renouvellement doit avoir lieu à la fin de 1981. La conjonction doit être mauvaise pour que les Allemands, si attachés au libéralisme commercial, aient déposé un tel recours.

Selon les estimations faites par le Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques (C.I.R.F.S.), les producteurs

européens de fibres devraient enregistrer pour 1980 un déficit global évalué à 500 millions de francs (2,1 milliards de francs). M. Zempelin, président du directoire d'Enka (groupe A.K.Z.O.), est encore plus pessimiste, chiffrant ce déficit à plus de 1,1 milliard de francs (4,4 milliards de francs), cette somme s'ajoute à 15 milliards de francs environ déjà perdus depuis la fin de l'âge d'or de 1973.

Ne parlons même pas du personnel débauché, en passe de l'être ou qui pourrait l'être. Déjà, un espace de sept ans, plus de 100 000 emplois ont disparu dans l'industrie européenne des fibres chimiques.

Les raisons de ce déclin ne sont pas trop connues : changements profonds et durables observés dans la mode vestimentaire ; invasion des produits finis en provenance des pays en voie de développement ; concurrence acharnée des fibres japonaises ; place dans des usines montées par les Occidentaux et très largement dépassées dans les pays par les magasins à succursales multiples et les capacités de production ; vieillissement des installations ; productivité insuffisante ; concurrence acharnée des fibres japonaises. H. Zempelin met en garde sur les capacités de l'industrie européenne et les capacités de Du Pont de Nemours par exemple, numéro 1 des fibres synthétiques à l'inverse engorgé par les bénéfices dans les fibres synthétiques en 1979 dans la seule branche d'activité, soit 31 % de ses profits globaux.

Malgré que les perspectives soient sombres, les dirigeants japonais attestent qu'après avoir beaucoup souffert, ils ont aussi, elles ont dû prendre le virage plus vite que leurs concurrents européens.

Les Américains ont été les premiers à fermer des usines, mais que le besoin s'en fait sentir. Dans certaines régions des Etats-Unis, les syndicats

sont pratiquement absents. Qui plus est : la main-d'œuvre fréquemment n'est pas qualifiée pour le meilleur marché qu'en Europe. Quant aux Japonais, leurs grands groupes ont une telle souplesse qu'ils peuvent transférer de personnels d'un secteur à un autre.

À l'heure actuelle, la situation peut-être la pire, qui a l'opération d'assainissement tambour battant, les entreprises n'ont pas encore

Un accord multifibre mal conçu

Ensuite, parce que les intérêts particuliers ont quelquefois primé sur l'intérêt général, qu'il n'y avait pas toujours de la part de la politique internationale, les Italiens ont cherché à tirer la couverture à eux, tandis que les Allemands et les Hollandais, farouches adversaires de protectionnisme, irraisonnés à leurs yeux pour limiter le problème de fond, entraînaient les pieds.

différentes entraves n'ont pas facilité la mise en œuvre de l'accord. La situation exigeait de prendre des mesures fréquentes, incomplètes, souvent tardives, sans véritable effet pour atténuer la vulnérabilité des entreprises.

L'accord multifibre, destiné à limiter les importations de produits textiles sur le marché des pays tiers et à favoriser l'écoulement tant des articles fabriqués par l'industrie de transformation communautaire que des matériaux dont ils sont confectionnés, aurait pu constituer un filet de protection efficace. L'erreur de ses promoteurs a été de ne tenir nul compte du niveau de la demande. En fixant les contingents d'importation en valeur absolue et non en pourcentage, ils ont permis à l'effet inverse de celui qui était recherché : une baisse de la consommation intérieure les parts du marché des pays tiers se sont accrues. En outre, les pays sous-développés signataires n'ont pas tous joué le jeu de la réciprocité. Les frontières restées fermées aux exportations de la C.E.E.

L'accord n'ayant pas, d'autre part, été étendu aux Etats-Unis,

travail de ravalement existait sur la situation. L'accord multifibre n'interviendra pas avant deux ou trois ans au moins (Rhône-Poulenc, Montefibre, I.C.I., A.K.Z.O.).

En attendant, il a bien fallu trouver, dans des expédients, le moins des maux pour sauver ce qui pouvait l'être.

Là encore, les résultats n'ont pas été à la hauteur des espoirs nourris. A cause d'abord des lenteurs et des réticences des autorités de la C.E.E.

Les producteurs de fibres synthétiques ont profité de la faille pour s'engouffrer. Résultat : la balance commerciale de l'Europe occidentale (tous produits confondus, textiles et chimiques compris) a passé de 100 millions de francs en 1971 à 870 000 millions en 1979.

Le cartel de crise, péniblement constitué par les producteurs européens et qui fut tout au plus péniblement avalé en printemps 1980 par les autorités de Bruxelles, après bien des palabres, n'a pas non plus permis de limiter les résultats escomptés.

Les réductions de production volontaires (400 000 tonnes jusqu'en 1981 sur une production globale de 3,1 millions de tonnes), décidées dans le cadre de l'accord pour tenter de limiter les capacités excédentaires, se révèlent à l'usage très insuffisantes. A titre enseigne que, pour 1980, les surcapacités de production sont évaluées à 1 000 000 tonnes.

Quant au partage du marché européen en quotas nationaux prévu par les mêmes accords, après avoir été accepté du bout des lèvres par Bruxelles, il a finalement été rejeté, le baron Etienne Davignon craignant qu'il ne conduise à l'éclatement de nouveaux monopoles.

Pour dire, les accords multifibre ne règlent rien sur le fond, encore moins le problème posé par les exportations américaines, dont le volume, après avoir chuté en 1979, représente, désormais 40 % de la production communautaire. C'est considérable, mais explique aussi les choix.

Très agressives, les firmes amé-

ricaines ont pour elles, il est vrai, une abondance de main-d'œuvre, dont elles tirent le plus large profit : un dollar faible, un rendement supérieur à celui de leurs concurrents européens — la production par tête dépasse à l'heure par les Etats-Unis, contre 21,5 tonnes en France, 33 tonnes en Allemagne fédérale, 13,5 tonnes en Italie ; une matière première, le pétrole, moins chère qu'en Europe ; un flux de prix relatif bas ; un marché qui monte le prix du brut. Les exportations américaines de fibres synthétiques, qui ont atteint 1,5 milliard de francs en 1979, ont augmenté de 7,5 milliards par an en moyenne. Les fibres synthétiques américaines en Europe peuvent bien valoir 25 % de moins que les produits synthétiques fabriqués dans la C.E.E. à la limite, possédant des producteurs britanniques et hollandais, la commission de Bruxelles a quand même décidé, après bien des hésitations, à l'été 1980, de limiter les importations américaines.

Mais cela n'y ont guère mis d'empêchement. Le ténor des Allemands, l'influence de la grande industrie allemande, n'est pas un pouvoir de décision, n'est pas de nature, il est vrai à le motiver. De plus, les taxes américaines en éparpillant ne sont pas trop pour quoi certaines firmes américaines comme Du Pont, ne correspondent pas au fait de leur 9,8 % appliqué sur les fibres texturées polyester les a fait leur. La plupart jugent ridiculement bas les affirmations qu'il constitue un fameux précédent. Les commentaires sur l'attitude de la commission de Bruxelles, on s'en doute, ne sont pas tendres.

Les I.C.I. sont particulièrement durs avec elle, lui reprochant sa « lenteur pathétique » à l'égard du dumping américain. En attendant, les accords multifibre, les tocsin d'alarme, sonner pour donner l'alerte. Sous les coups de bottin qui lui sont portés, l'industrie européenne ne voit pas venir des jours sombres de son avenir. Ils ne pourront pas être plus jamais les mêmes.

ANDRÉ DESSOT.

Comment l'emballage améliore-t-il la qualité de la vie ?

L'emballage conserve et protège les produits, les explique et facilite leur utilisation. Sans emballage, pas de distribution efficace, pas de production de masse et des prix de détail multipliés par 2 ou 3...

Grande industrie nationale, l'emballage participe au développement économique et à l'amélioration de la qualité de la vie : lourdes responsabilités face aux impératifs d'économies d'énergie, de matières premières et de devises.

En lisant "L'emballage, source d'économies", vous apprendrez comment les industriels abordent les années 80 en pleine connaissance de leurs responsabilités, et avec quelles armes techniques et commerciales.

Renvoyez le coupon ci-dessous pour vous procurer ce dossier. Vous le recevrez gratuitement. Il vous est offert à l'occasion du 24ème Salon de l'Emballage, qui se tiendra du 17 au 22 Novembre 1980, Porte de Versailles, Paris.

24^{ème} SALON DE L'EMBALLAGE
11, rue du Colisée 75381 Paris cedex 03

M. _____
Profession _____
Adresse _____
souhaite recevoir gratuitement "L'emballage, source d'économies".
(offre limitée jusqu'à épuisement du stock)

**L'EMBALLAGE,
SOURCE D'ECONOMIES**
L'industrie de l'emballage face à ses responsabilités
économiques et civiques dans les années 80.

24^{ème} SALON DE L'EMBALLAGE

fortement chahutée

Un fabricant-distributeur français relève le défi

Le quarantième Salon du prêt-à-porter, qui s'est tenu du 14 au 22 octobre à Paris, s'est déroulé dans un climat morose, rien ne laissant prévoir, selon les professionnels, une reprise prochaine de la demande. Les huit premiers mois de l'année ont été, en dépit d'une légère reprise des exportations, fort mauvais. Dans cette conjoncture difficile, certaines entreprises parviennent néanmoins à tirer leur épingle du jeu. C'est le cas de Copatex, dont le développement rapide, fondé sur une démarche originale, démontre l'importance du rôle joué par la distribution dans la crise actuelle du textile.

« Nous sommes des professionnels », On l'attendait. Il l'a dit. Pour la centième, le millième fois peut-être, M. Maintrix affirme bien

net sa différence. « aplomb et quelque superbe, comme d'autres patrons répètent ». Dans la bouche de ce petit rondouillard, ex-petit commerçant devenu, quelques années plus tard, le premier fabricant de pantalons européen — de la marque, le mot prend un autre sens. C'est qu'elle est bien jolie l'édifiante histoire de ce Tartinin de la fabrique.

« L'origine, l'aventure, la générosité, le petit commerçant des Deux-Sèvres qui, comme M. Edouard Leclerc, avec qui il a un point commun, débute au début des années 60 en battant le favori du mouvement coopératif dans la distribution textile. La première Copatex, qu'il fonde en 1969 avec une poignée d'amis, rassemble vite une centaine d'adhérents.

tion (salaires, main-d'œuvre, etc.), du même ordre de grandeur que ses puissants concurrents. Parvient néanmoins, au bout du compte, à des prix de vente inférieurs à la moitié. Seconde gageure : l'image de marque, la création, le style, domaines jusqu'ici négligés par Copatex, qui avait mis sa politique sur les prix, mais qui le compte bien rattraper l'année suivante — et qui se justifie l'écrit du prix. Dans ce domaine, l'évolution des produits, nécessaire, est dictée par la clientèle.

Pour résoudre le problème, Copatex a d'abord mis à prix fixe les articles de grande collection, puis a lancé une collection de deux de ses principaux fournisseurs (New Man et Les Cooper), lequel a revu le style, le matériau et l'aspect de l'ensemble de ses produits. Dans un même temps, la coopérative lance une seconde collection, plus mode, basée sur des modèles existants d'approvisionnement en distribution, qui valent en cours d'année la collection de mode classique.

Marginal, Copatex ? Plutôt, ce fabricant qui a depuis peu commencé à exporter ses produits en formule en Europe, en attendant des accords avec des maisons d'importation (au Benelux, en Grande-Bretagne et bientôt en R.F.A.). Un début de belle réussite structure : Copatex vient de signer à Luxembourg un accord avec la région afin d'élargir les relations établies par ses partenaires étrangers et de limiter les risques de change.

Une seconde gageure que ni la confection ni le textile ne sont en France capables de mener à bien, mais qui sera accompagnée du même processus de modernisation de l'appareil de distribution.

VÉRONIQUE MAURIS.

La Suède s'en tient au libre-échange malgré des importations massives

Le Parlement suédois a voté pour le maintien du libre-échange national des textiles et de la chaussure. Le gouvernement ne peut même plus s'attendre, en dépit de l'acte de par le gouvernement à des entreprises non rentables. Les industriels se sont récemment joints aux syndicats pour réclamer des mesures protectionnistes, mais ils n'ont guère de chances d'être entendus.

« Achetez suédois » a lancé par les fabricants il y a trois ans, l'accent mis dans une abondante publicité sur la qualité scandinave et les coups de pouce financiers de l'Etat n'ont guère donné de résultats. Au mieux ces différentes opérations auront

De notre correspondant

permis, en 1978 et 1979, d'atténuer les effets d'une crise qui sévit depuis 1970 ; mais l'horizon reste sombre.

Assistance aux « canards boiteux »

Les difficultés sont imputées principalement, comme c'est souvent le cas en Suède, au manque de productivité. Les entreprises du secteur du tissage et des filatures, par exemple, sont supérieures de 30 % aux salaires français. Dans la confection, ils sont deux fois plus élevés qu'en Finlande et vingt fois plus qu'en Extrême-Orient. Au niveau des prix de vente, les entreprises suédoises sont incapables de concurrencer

des produits importés et regrettent que les détaillants ne modulent pas leurs marges bénéficiaires suivant la provenance et le prix d'achat de la marchandise. En dépit d'arrangements bilatéraux conclus avec seize pays dans le cadre du « accord multilatéral », 73 % des vêtements vendus en Suède sont de fabrication étrangère.

Pour éviter un effondrement du secteur, le gouvernement a mis en place un système de soutien financier visant à la fois à favoriser la rationalisation et les regroupements et à protéger l'emploi. Au total, en dix ans, un milliard huit cent millions de couronnes (soit autant de francs français) ont ainsi été distribués par l'Etat. Mais, contrairement à ce qui se passe dans d'autres branches, en particulier dans la sidérurgie, les restructurations se sont

Les demoiselles d'Algout

L'entreprise Algout, basée à la province, principalement les mineurs et le personnel des entreprises de construction, a adapté ses produits aux besoins du marché.

La production a augmenté en 1979, les banques ont prêté un million de couronnes et travaillé avec les entreprises qui se sont regroupées pour faire face à la crise.

Les employés de leur usine travaillent à 100 % de leur capacité, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres entreprises de la région. Les entreprises de la région ont pu maintenir leur production et leur emploi.

La production a augmenté en 1979, les banques ont prêté un million de couronnes et travaillé avec les entreprises qui se sont regroupées pour faire face à la crise.

Les employés de leur usine travaillent à 100 % de leur capacité, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres entreprises de la région. Les entreprises de la région ont pu maintenir leur production et leur emploi.

Les employés de leur usine travaillent à 100 % de leur capacité, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres entreprises de la région. Les entreprises de la région ont pu maintenir leur production et leur emploi.

Abecor peut vous fournir des capitaux à New York, vous trouver des débouchés à Caracas, prévoir l'évolution des taux d'intérêt en Europe et vous indiquer le meilleur restaurant de Tokyo.

Quand vous traitez des affaires à l'étranger, vous avez besoin d'un partenaire bancaire qui connaisse le pays comme seule une banque du cru en est capable.

Mais vous avez aussi besoin d'une banque qui comprenne vos problèmes comme seule une banque de votre pays peut le faire. Les neuf principales banques européennes se sont

regroupées et forment aujourd'hui la plus puissante association bancaire du monde : Abecor. Pour vous offrir le meilleur de chaque pays.

Avec 11.000 agences réparties dans 120 pays, nous vous garantissons une connaissance exacte de chaque tempérament national.

Dès votre premier contact avec Abecor, par l'intermédiaire d'une banque de votre pays, vous serez certain de rencontrer quelqu'un qui parle votre langage.

Banques membres d'Abecor : Allgemeine Bank Nederland, Banca Nazionale del Lavoro, Banque Bruxelles Lambert, Banque Nationale de Paris, Barclays Bank, Bayerische Hypotheken- und Wechsel Bank (HYPO-BANK), Dresdner Bank, Österreichische Länderbank, Banque Internationale de Luxembourg, Banque de la Société Financière Européenne.



Abecor
La BNP est la banque Abecor en France.

Bénéficiant d'une matière première bon marché — les salaires en très grande quantité, d'équipements modernes de débouchés garantis et de commandes passées deux mois avant les délais normaux par des détaillants solidaires, les membres du mouvement coopératif ont pu bénéficier au maximum des bienfaits de la production de masse. En outre, une organisation rigoureuse de la fabrication, totalement informatisée — Copatex a créé sa propre filiale de service informatique — permet de limiter au minimum les stocks, les stocks (deux jours et demi de production) et le personnel. Si on ajoute la suppression totale des intermédiaires commerciaux et la liaison parfaite avec le marché, qui permet d'adapter la fabrication au plus près de la demande, on comprend comment Copatex parvient à atteindre, en dépit de salaires supérieurs et de congés plus longs que la moyenne du secteur, des prix de revient — et de vente au détail — inférieurs de près d'un tiers à ceux de ses concurrents européens, et de 5 % à 8 % aux prix des marchands, fabriqués dans les pays d'importation.

Résultat : en 1979, tout va bien. En 1980 (en moyenne), une production de 10 millions de pantalons, et le chiffre d'affaires de 10 millions de francs du pantalon en 1980. Couronnement final de la réussite : le rattachement juridique des filiales de production à la coopérative, dont les membres se lassent enfin convaincre que le risque industriel vaut parfois la peine d'être tenté.

L'histoire est belle, elle pourrait s'arrêter là. Ce serait compliqué sans le dynamisme, l'ambition de la petite équipe qui, à partir de positions acquises, un créneau très limité, fermement décidée à sortir de son cocon, a fait de la distribution un pas décisif. Ce faisant, Copatex s'attaque à des groupes interna-

Plusieurs usines seraient certainement contraintes de déposer leur bilan si le gouvernement ne continuait pas d'accorder ce qu'on appelle ici le *Fonds au personnel âgé*. L'Etat peut ainsi payer jusqu'à 15 % du salaire annuel des employés du textile âgés de plus de cinquante ans. Toutefois, il est question de supprimer prochainement cette subvention, malgré les protestations des syndicats.

La mauvaise santé du secteur est bien illustrée par la situation financière du groupe national Elser, le numéro un suédois. Souvent par le gouvernement après la fusion avec la société Algout, ce groupe devait équilibrer ses comptes en fin d'année. Les dirigeants résistent de leur mieux, mais un rallonge de 500 millions de couronnes pour combler le déficit en 1980 et 1981.

Ce ne sont pas tellement des mesures financières que le secteur réclame de l'Etat, mais plutôt des initiatives en matière de politique commerciale. Les entreprises suédoises ont obtenu, par exemple, des Etats-Unis et d'Extrême-Orient. Nous ne pouvons pas être plus libéraux que nos voisins européens.

De son côté, la direction de la défense économique rappelle, dans un rapport récent, que le Parlement suédois a voté l'avenir de l'industrie textile de la confection, à clairement souligné que 30 % des marchands suédois ont le droit d'importer des produits étrangers. L'objectif fixé en 1979 est de réduire à 23 % le droit d'importation. Mais, si l'on tient compte de la situation actuelle, il faut dire que le droit d'importation est trop élevé.

Les industriels font aussi fois pour demander au gouvernement le même type de protectionnisme : l'obligation, par exemple, pour les importateurs de déposer, pendant un an, à la Banque centrale, 50 % de la valeur des marchandises importées.

Toutefois, le gouvernement tient à rester fidèle à son idéologie libérale et au principe du libre-échange. Il craint des représailles qui pourraient être lourdes de conséquences pour un pays qui, comme la Suède, dépend beaucoup de ses exportations. En revanche, on semble compter sur la compréhension de l'étranger pour les problèmes économiques de la Suède.

ALAIN DEBOVE.

TE. DES CHAMPS-ÉLYSÉES - MARDI 23 OCTOBRE **RUDOLF SERKIN** Unique Récital de la Saison par RAINER/VALMALEKTE

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

du 10 octobre au 4 novembre

7 représentations exceptionnelles

L'ORESTIE

TRIOLOGIE D'ESCHYLE

présentée par

Schaubühne am Halleschen Ufer

mise en scène

Peter Stein

Maison de la Culture de la Seine-St-Denis Bobigny

coordination Maison de la Culture de la Seine-St-Denis

billets au Théâtre 11.45 - Place Montparnasse 222.98.41

au Festival d'Automne 296.12.27

FELLINI

LA CITE DES FEMMES

MARCELLO MASTROIANNI

ANNA PRUCNAL - BERNICE STEIGER - DONATELLA CRIVELLO - LA ZUCCA - ETTORRE MANNI

réalisé par FELLINI

coproduction de la Société de Production Cinématographique de la Région de Rome

présenté par le Festival de Cannes

Le film le plus japonais de WOODY ALLEN

et le plus DINGUE!

WOODY ALLEN

NUMBER ONE (LILY LA TIGRESSE)

production américaine internationale

présenté par le Festival de Cannes

SPECTACLES

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Les salles subventionnées et municipales

Paris (21-00-11), 18 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 18 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 18 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Les autres salles

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Les cinémas

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

MERCREDI

PRIX DU JURY

FESTIVAL DE CANNES

la Constante

réalisé par ZANUSSI

MERCREDI 29

GAUMONT et PATRICK GRANOFFER présentent

JEAN-PIERRE SENTIER · JEAN-FRANÇOIS STEVENIN

CATHERINE LACHEVÉ

DEUX LIONS AU SOLEIL

un film de CLAUDE FARALDO

avec la participation de MICHEL, MARTINE, ALAIN, VALÉRIE, JEAN-PIERRE, ROBIN, SARCEY, DOUTEY, TAILHADE

une coproduction BASTA FILMS et P.F.3

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf dimanches et jours fériés)

Lundi 27 octobre

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Les cinémas

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

MERCREDI

PRIX DU JURY

FESTIVAL DE CANNES

la Constante

réalisé par ZANUSSI

MERCREDI 29

GAUMONT et PATRICK GRANOFFER présentent

JEAN-PIERRE SENTIER · JEAN-FRANÇOIS STEVENIN

CATHERINE LACHEVÉ

DEUX LIONS AU SOLEIL

un film de CLAUDE FARALDO

avec la participation de MICHEL, MARTINE, ALAIN, VALÉRIE, JEAN-PIERRE, ROBIN, SARCEY, DOUTEY, TAILHADE

une coproduction BASTA FILMS et P.F.3

LES CINÉMAS

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

LES CINÉMAS

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

MERCREDI

PRIX DU JURY

FESTIVAL DE CANNES

la Constante

réalisé par ZANUSSI

MERCREDI 29

GAUMONT et PATRICK GRANOFFER présentent

JEAN-PIERRE SENTIER · JEAN-FRANÇOIS STEVENIN

CATHERINE LACHEVÉ

DEUX LIONS AU SOLEIL

un film de CLAUDE FARALDO

avec la participation de MICHEL, MARTINE, ALAIN, VALÉRIE, JEAN-PIERRE, ROBIN, SARCEY, DOUTEY, TAILHADE

une coproduction BASTA FILMS et P.F.3

LES CINÉMAS

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

Paris (21-00-11), 21 h. 30 : L'Amant de la femme en blanc, Théâtre de la Ville.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,90
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

AUJOURD'HUI NOUS PRÉPARONS 1989

Une production **EXPANSION CONTINUE** implique
hommes **AU SERVICE DU CLIENT**.
service au client
chez nous, la
d'une

CARRIÈRE TECHNICO-COMMERCIALE

Vous d'un niveau **DUT** ou **LICENCE**
dégagez obligations militaires.

- Après **FORMATION RÉMUNÉRÉE** de plusieurs mois qui **THÉORIE** **PRATIQUE**, vous aurez à conseiller **vendre** pneumatiques de demain à une clientèle de **PROFESSIONNELS** un territoire correspondant le plus un département.

PRODUCTION
de 1959 à 1979
(en tonnage)

L'expansion et l'importance de notre groupe pourront permettre selon vos goûts vos aptitudes, une **ÉVOLUTION** **FRANCE** ou **l'ÉTRANGER**.

Adresser candidature et C.V. détaillé à :
MICHELIN
Service du Personnel - 33/9047 B
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX



Membre du comité de direction parce qu'acheteur

Sur le même plan que les responsables des finances, du commercial et de la production. En prise directe avec le Directeur Général. Pour l'aider à améliorer notre compte d'exploitation (qui déjà ne va pas mal) en dégageant des fonds immobilisés en stocks, en découvrant de nouveaux produits industriels, en saisissant des opportunités de négociation, en maîtrisant les coûts d'acquisition et d'approvisionnement...
Notre Directeur des Achats sera donc un manager travaillant en anglais comme tous ses collègues et contribuant aux résultats par son expérience des techniques d'approvisionnement et d'achat dans une unité industrielle de transformation et de production. Nous voulons un manager de société à taille humaine qui, dès son arrivée, organise l'expression des besoins, s'engage sur des objectifs de prix, tient un budget d'achats, négocie des contrats de longue durée, optimise les stocks, traite avec des importateurs, gère des entrepôts sous douane, échafaude ses règlements. En un mot, il devra créer sa fonction et faire très vite la preuve auprès de ses collègues de l'intérêt d'organiser nos achats. Il lui suffira d'améliorer le pourcentage de nos achats dans nos prix de revient.
Ne vous autocensurez pas. Vous apprendrez avec nous l'aspect spécifique de notre métier : achats de matières premières naturelles. Nous vous en dirons pas davantage. L'important est que vous soyez un véritable directeur, animateur de sa spécialité. Ce qui suppose une formation supérieure. Il faut bien sûr que vous ayez envie de réussir votre vie, donc de travailler en province, à quelques kilomètres de Nantes. Écrivez aux conseils en recrutement sous la réf. 804 485M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

Patron sur nos chantiers

Ingenieur ou conducteur de travaux vous avez, il y a plusieurs années déjà, choisi le chantier. Vous en avez l'esprit, vous en connaissez toutes les finesses et aussi toute la disponibilité qu'il nécessite.

Dans le Val de Loire, nous sommes une des premières Entreprises de Bâtiment et Travaux Publics. Nos méthodes de travail et de gestion, notre développement, nous permettent d'offrir des perspectives de carrière prometteuses.

Rejoignez des hommes d'action, des entrepreneurs, pour leur rendre la direction de nos chantiers.

Adressez une candidature détaillée sous référence 7545 à nos carrières - 64 rue La Boétie 75008 PARIS qui nous la transmettra.

Devenir notre Monsieur Robotique

Il s'agit de tout le parti que l'on peut tirer de l'automatique et de la robotique appliquées aux biens d'équipement industriels et à leur fabrication, vous avez orienté votre formation d'ingénieur dans ce sens (AM, INPG, ENSEEIHT, Sudria, etc.). Deux à quatre années en entreprise vous ont conforté dans ce choix d'avenir ; vous voulez maintenant diversifier votre technique et élargir vos responsabilités.

Vous le pouvez chez nous. Au départ, dans l'une de nos activités axées sur la conception et la fabrication d'outillages et de machines spéciales pour l'automobile, l'aéronautique, le nucléaire : comme responsable de la production et de l'assistance technique au commercial. Fonction qui sera progressivement élargie à une position de spécialiste de la robotique pour nos autres activités, plus liées au secteur automobile.

Vous aimez la technique, votre esprit de création, vous pourrez les satisfaire dans un cadre de vie de qualité, aux abords de la Vendée et des Deux-Sèvres. Les consultants de Sirca en diront davantage sur votre société (CA 550 MF) aux candidats qu'ils rencontreront. Écrivez-leur sans tarder sous référence 801 486 M ; merci de préciser délai de disponibilité et prétentions.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

notre métier?

- Faire des routes, des ponts, des chemins de fer, irriguer des périmètres et aménager des villes.
- Planifier, Former, Contrôler.

notre force?

- Avoir une expérience dans 70 pays et réunir 400 personnes dans 4 Continents.
- Réaliser un chiffre d'affaires de 140 M.F.

Vous offrez :

- la connaissance de l'Outre-Mer et la capacité d'y poursuivre votre carrière.
- la parfaite maîtrise technique et l'aptitude à communiquer.

Vous êtes :

- Ingenieurs génie civil** Spécialisés dans la route
- Ingenieurs génie rural** Compétents en hydraulique et en équipement rural
- Ingenieurs formateurs** Motivés pour exécuter des programmes de pédagogie (travaux matériels routiers)
- Ingenieurs économistes** Capables d'assurer des études transports
- Ingenieurs urbanistes** Aptes à mettre en œuvre des projets d'hydraulique urbaine
- Spécialistes aménagement** Expérimentés dans la planification régionale urbaine

Une réponse sera envoyée à : une photo, nos prétentions, les raisons de votre choix, à :

Bureau Central d'Etudes pour les Equipements d'Outre-Mer
Service du Recrutement,
15, square Max-Hymans, 75015 - Paris



U.S. Company selling consumer products to and from the U.S.

SALES MANAGERS

dynamic and ambitious with proven sales record who assume territorial sales responsibilities in Europe willing to travel extensively and could work independently.

Candidates should be fluent in English. Additional Latin languages and/or German an asset. Europe or U.S. Generous remuneration package for successful sales personnel.

Salary, expenses and commission.
Only qualified sales people are invited to send detailed c.v. and references to :

JDM
8, rue de l'Est, 92100 BOULOGNE (France).

Pour l'Arabie Saoudite

IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE recherche

QUATRE TECHNICO-COMMERCIAUX

Équipement lourd et léger, travaux publics et routes.

- Anglais, arabe indispensable.
- Salaires intéressants.
- Logement et voiture fournis.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : 023.047 M à REGIE-PRESSE, bis, rue Réaumur, Paris (2).

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

TRÈS HTS SALAIRES

INGÉNIEUR EXPORT

TRES CONFIRME HARD et SOFT LOGICIEL DE BASE ALLEMAND COURANT

Env. cur. vite + salaire actuel

61, avenue de la République 75011 PARIS.

Le fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) recherche pour des postes internationaux

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

chargés de procéder à la vérification de ses diverses activités, formules et programmes et d'effectuer des examens de gestion et des analyses de systèmes.

Qualifications et formation requises : Expertes Comptables ou Comptables agréées en France ou Diplômées d'études supérieures en comptabilité ou en gestion

Essentiel de posséder couramment l'anglais et le français, devront justifier d'un minimum de huit années d'expérience en vérifications financières (y compris en informatique) et opérationnelles à des postes correspondants.

Soumettre C.V. avant le 12 novembre 1980 à : UNICEF, Palais des Nations, GENÈVE 10, Suisse ou au tél. au (022) 34-60-11, poste 2048.

LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

recherche pour son centre de KOUROU (Guyane française)

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GRANDE ÉCOLE

possédant expérience confirmée en télécommunications et mesures (au minimum 5 ans). Bonne connaissance de l'anglais.

ADJOINT AU CHEF DU DÉPARTEMENT SUPPORT MESURES (80 personnes)

Il sera chargé :

- du contrôle technique ;
- de l'exploitation des moyens de télécommunications du centre et de leur mise en œuvre lors des opérations de lancement.

Env. lettre et C.V. au Service du personnel 128, rue de l'Université 75007 PARIS

Importante usine de fabrication d'électro-ménager Nord-Est recherche

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE FABRICATION

- Aux ordres du directeur de fabrication et en liaison avec tous les chefs de service ;
- Assurant la responsabilité des différents ateliers :

- De transformation tôle ;
- De laque ;
- Extrusion ;
- Injection ;
- Thermoformage ;
- Moussage ;
- Prémontage ;
- Montage en grande série de réfrigérateurs et congélateurs.

- Profil : ingénieur, expérience dans la fabrication de grandes séries, expérience approfondie méthodes (chron analyse, aménagement postes de travail, préparation, etc.).

- Age : trente-cinq ans minimum.

- Formation : Arts et Métiers ou d'ingénieur, langue allemande souhaitée.

- Une offre de travail intéressante : stable, rémunérations avantageuses, avantages sociaux, restaurant d'entreprise, facilités logement, une discrétion garantie.

Écrire avec curriculum vitae et photo à PERCEVAL (référence MK 20), 16, rue d'Athènes, 75009 Paris.



THOMSON-CSF

Division Télécommunications CHOLET

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Débuts ou quelques années d'expérience E.N.S.T., E.S.E., E.N.S.I., pour participer à la conception, l'étude et la réalisation de

MATÉRIELS DE RADIOCOMMUNICATIONS.

Analogue de formation initiés aux techniques numériques, ils seront soucieux des problèmes d'industrialisation.

De larges opportunités de carrière seront offertes aux candidats de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions à : M. ANTOINE, 110, av. du Général-Leclerc - B.P. 89 - 49309 CHOLET.

REPRODUCTION INTERDITE



REPRODUCTION INTERDITE

Scientif

La

ETHNOS

responsa

SCOTI

IMPORTANT

EXPORTANT DE

HAUT

pour l'ave

INGÉNIEURS

DIGITAL EQUIP

continue il se

RESPONSABLE

Entre les tâches classiques

de la définition et

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

de la réalisation

de la mise en œuvre

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Scientific Data Processing

Importante entreprise industrielle située à TROYES, nous installons actuellement un ordinateur scientifique de grande capacité (DATA GENERAL) appelé à prendre en charge les applications informatiques à la gestion de production. Nous souhaitons recruter l'équipe américaine chargée de cette installation en recrutant un jeune

Ingenieur

ayant 3 à 4 années d'expérience en informatique scientifique ou en calcul de structures, résistance des matériaux. (connaissances du FORTRAN et du BASIC nécessaires). L'anglais est naturellement indispensable pour s'intégrer à l'équipe former à l'utilisation de ce matériel.



GROUPE ETHNOS
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris, qui recrute les condidates, sous réf. 70096 M.



OLDHAM FRANCE S.A.
DIVISION INSTRUMENTATION
(50 Personnes)
recherche son

DIRECTEUR GENERAL

230 000 + voitures de service

Vous êtes Chef de Service dans une Entreprise moyenne.
Vous avez l'ambition de devenir votre propre patron.
Vous avez le goût des grands démontables.
Vous êtes diplômé en Electronique ou en Mécatronique.

OLDHAM FRANCE S.A. crée une division indépendante en site propre dans le NORD - PAS-DE-CALAIS, pour son activité : Distribution de Gaz Electronique, et recherche pour cette nouvelle Unité, son Directeur Général qui devra diriger un département.

Envoyer C.V. accompagné de l'attestation de 2.1. EST - BP 62043 ARRAS CEDEX

Dans le cadre du développement de son implantation française, un groupe international recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Il dépendra directement du Directeur Général Europe et aura la responsabilité :
- de la vente, dans un réseau existant de concessionnaires, de systèmes et de produits de consommation courante destinés à la P.M.E.;
- du développement de ce réseau sur l'ensemble de la France;
- de la mise en œuvre de la politique, tant vente que marketing. Après une période de formation comportant de courtes périodes de séjour au sein du Groupe, le poste sera basé à CANNES où se trouvent bureaux et entrepôts.
Il s'agit d'un poste très intéressant évaluez qui suppose :
- un diplôme d'une école supérieure de commerce;
- une expérience réussie dans le développement, la motivation et le suivi d'un réseau de concessionnaires.
Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, sous réf. DCF, à

Bernard CLÉMENT,
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

responsable administratif

Nous lui confierons la responsabilité de :

- la comptabilité générale,
- la comptabilité analytique,
- la gestion du personnel,
- les relations financières.

Il dirigera une équipe de 5 collaborateurs.

Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure, pouvant justifier d'une expérience de 5 à 7 ans dans une P.M.E. ou un Cabinet d'Expertise, et ayant une bonne connaissance des divers aspects de la fonction administrative.

Les relations permanentes avec les Etats-Unis nécessitent une connaissance de l'anglais.

Nous offrons une ambiance de travail dynamique, une rémunération motivante, une possibilité de carrière au sein d'un groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 241RT, à

SCOTI 33 rue de Valenciennes 75008 Paris.
Discrétion assurée.

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
expansion continue
recherche pour son Siège :

attaché de direction générale

IL SERA CHARGÉ :
- d'assister le Directeur Général dans l'analyse des tableaux de bord;
- de préparer les éléments nécessaires à la gestion ponctuelle concernant la gestion;
- d'un esprit de synthèse.

IL DEVRA :
- être âgé d'au moins 27 ans;
- avoir une formation supérieure HEC, ESC, ESC, Sciences Eco ou équivalente;
- avoir une expérience professionnelle de 2 ans au moins;
- être ouvert aux problèmes de gestion;
- posséder une grande capacité d'assimilation;
- avoir un esprit très concret.

Le candidat devra avoir une formation en gestion et une expérience de 2 ans au moins.

Le poste est basé à la région RHONE-ALPES.

Adresser lettre manuscrite de candidature, curriculum vitae, photo, prétentions sous référence 2523-M à CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Bécheweil - 69383 LYON CEDEX 2.

gestion administration finances

250 000 maxi

Grand groupe électromécanique français de dimension internationale recherche pour l'un de ses établissements (1500 personnes - 100 km Paris) le

CHEF DE SERVICE

Responsable des fonctions
GESTION - ADMINISTRATION - FINANCES
Il est directement rattaché au Directeur de l'Etablissement auquel il fournit toutes informations nécessaires aux prises de décision.
Il est en charge avec l'assistance du Chef du Service Comptable, l'ensemble des opérations budgétaires et comptables, la gestion de la trésorerie, le suivi des investissements, la rotation des stocks... Une mission d'amélioration des procédures de gestion lui sera confiée. Il est également sous autorité le service informatique.

De formation scientifique ou grandes écoles de gestion, le candidat que nous recherchons est âgé de plus de 30 ans et il a au minimum une première expérience gestion réussie dans une entreprise industrielle.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 2523-M à I.C.A. qui transmettra. Discrétion assurée.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Autreville - 75010 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
EXPORTANT DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
HAUTEMENT SOPHISTIQUES

recherche pour l'un de ses filiales en REGION LYONNAISE

INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORT

Responsables :
- de la prospection et des contacts clients à tous les stades de la vente;
- de la négociation des contrats et du suivi des affaires;
- de la réception des demandes d'adaptation des matériels formulées par les clients.

Ils :
- présenteront une expérience commerciale de la vente de biens techniques;
- seront diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieur;

- posséderont une excellente maîtrise de la langue allemande, et l'anglais souhaité;

- seront âgés d'au moins 30 ans;

- seront disponibles pour nombreux déplacements en Europe et vers l'Asie.

Large possibilité d'évolution au sein du groupe pour ceux qui le valent.

Adresser lettre, C.V. avec photo et rémunération actuelle sous réf. à CONTEXTE PUBLICITE 74, avenue de l'Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

EXPANCENTRE-AUVERGNE
(Filiale de la S.D.R. - SODECO)

SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE CONSEIL D'ENTREPRISES

recherche un ingénieur-conseil confirmé

ayant une excellente connaissance de l'entreprise industrielle et apte à :

- Etablir un diagnostic d'Entreprises;
- Définir les missions d'interventions adaptées;
- Effectuer les études correspondantes (études de marchés, études financières, etc...).

Le candidat devra avoir acquis une expérience de l'étude et du conseil d'Entreprises.

Envoyer C.V. photo et prétentions à

EXPANCENTRE-AUVERGNE
195 Avenue de la Libération
63000 CLERMONT-FERRAND.

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

Filiale de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux offre des opportunités de carrière à son

INGENIEURS

DE FORMATION ARTS ET METIERS, GENIE CHIMIQUE OU EQUIVALENT

Après quelques années d'expérience de l'entretien en usine,

ils assurent la maintenance des installations et la réalisation des travaux de montage.

La maîtrise de cette technique pourra leur permettre d'accéder, par la suite, à d'autres responsabilités au sein d'un groupe en forte expansion.

Une pratique courante de l'anglais est souhaitée.

MSD MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

Merci de bien vouloir adresser une lettre manuscrite avec curriculum-vitae et photo à la Direction du Personnel 200 boulevard Lemaître Clément

63000 CLERMONT-FERRAND Cedex
Réponse et renseignements assurés.

DIGITAL EQUIPMENT CENTRE TECHNIQUE EUROPE

se développe à Sophia Antipolis (près de Nice) et crée un poste de

RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

Outre les tâches classiques liées à la fonction, il collaborera avec nos spécialistes européens à la définition et à la réalisation de nos projets immobiliers.

Ce poste, à pourvoir immédiatement, est rattaché au Directeur Administratif et Financier. Les candidats justifieront :

- d'une expérience de 5 ans dans un emploi similaire;
- d'une bonne connaissance du bâtiment et du suivi de projets;
- d'une très bonne connaissance de la langue anglaise.

Les candidats retenus seront convoqués pour un premier entretien à Paris.

Merci d'adresser C.V. et photo à Patrice VENET, Direction du Personnel Digital Equipment - Centre Technique Europe

Sophia Antipolis - B.P. 06560 VALBONNE

Loire Atlantique...

CHEF de FABRICATION

AM - ICAM - IDN ou équivalents

Notre société - 500 personnes - de grande notoriété, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits métalliques de grande diffusion.

Nous recherchons un ingénieur à qui sera confiée la responsabilité de l'ensemble de la fabrication - planning, production et expéditions - (400 personnes).

Nous choisissons un candidat doté d'une forte personnalité, de qualités d'autorité naturelle, de dynamisme et d'expérience, et ayant acquis une expérience confirmée dans une fonction similaire.

Une bonne connaissance de la fabrication par emboutissage et du traitement des surfaces à chaud serait appréciée.

Nous offrons d'intéressantes perspectives de carrière à un candidat de valeur.

Si vous êtes intéressé, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 1090 à R. D'ORION.

Réponse et discrétion assurées.

R. D'ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

BERTIN & Co

recherche pour consolider son développement dans les domaines de :

- L'ESPACE
- des TELECOMMUNICATIONS
- des ENGINS SPECIAUX

pour son CENTRE D'AUTOMATIQUE INFORMATIQUE et OPTIQUE (AIX-EN-PROVENCE) plusieurs

INGENIEURS CONFIRMES

(X, TELECOM, GRANDES ECOLES...)

ayant assumé au cours d'une première expérience, des responsabilités à haut niveau impliquant une parfaite maîtrise de leur technique, associées à la négociation de contrats avec les organismes publics.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à

P. FRIDON - BERTIN & Co
Rue Louis Armand 13672 Les Milles Cedex

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

pour la Direction chargée de la Construction des installations pétrolières

UN CHEF DE GROUPE DE BUREAU D'ETUDES

DANS LA SPECIALITE STRUCTURES METALLIQUES, SUPPORTS D'INSTALLATIONS EN MER.

Formation de niveau BTS ou d'études B.T.S. Construction métallique.

Une expérience de la charpente métallique et plus particulièrement "OFFSHORE".

Pratique de la réalisation de Responsable de groupe à la réalisation de projets.

Expérience chantier mer.

Pratique de l'anglais technique.

Adresser C.V. et prétentions envisageables.

Envoyer C.V. et prétentions No 76131 à SNEAP D.C. Recrutement - 26, avenue de Lilla (Tour 12.04)

64018 PAU CEDEX.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

C.C.I. D'ABBEVILLE ET DE L'ARRONDISSEMENT

UN SECRETAIRE GENERAL

Sous l'autorité du directeur, il assure la direction et le contrôle des services et plus particulièrement responsable de la gestion administrative et financière. Ce poste pourrait convenir à un candidat :

- ayant un minimum de formation supérieure (Ecole de Commerce, droit ou équivalent),
- ayant une expérience en gestion financière, administrative et juridique,
- disposant d'une expérience acquise dans une entreprise,
- possédant des qualités d'organisateur, le goût de l'initiative, un sens de l'humain et des aptitudes à la conduite.

La connaissance du milieu consulaire serait appréciée.

Prise de fonctions souhaitée début AVRIL.

Envoyez CV, photo et présentations à : C.C.I. d'Abbeville, 684 rue de la République, 02000 Abbeville.

CEFAGI 87-89 Avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

CRÉDIT AGRICOLE DE L'EURE

- CHEF DES ETUDES ORGANISATION ET INFORMATIQUE**
chargé de la qualité de l'organisation de l'entreprise et de la Caisse régionale.
Il dispose d'un service de 25 personnes recouvrant les phases de conception et de réalisation des applications, dans un contexte grand système avec bases de données (D.L./C.I.C.S.).
Profil : Ingénieur grande école, Centrale, Supélec expérimenté dans la conduite de projet.
 - UN ORGANISATEUR**
placé au sein du même service et chargé d'études plus directement tournées vers les procédures et circuits.
Profil : Ingénieur grande école, Débutant ou expérimenté.
- Les candidatures sont à adresser avec curriculum vitae, photo et présentations à : M. le Chef du personnel - C.R.C.A.M. DE L'EURE, 5, rue de la Rochette, B.P. 422, 27004 EVREUX Cedex.

Proximité Lyon 160.000 +

STEVENS-GENIN (C.A. 150 millions, 100% export)

un ingénieur européen, tissés en fibres (verre, carbone, synthétique) développe sur des marchés porteurs : aérospatial, électronique, loisirs...

En vue d'augmenter ses parts de marché, l'entreprise démarre une nouvelle unité et recherche un :

directeur de production

Ingénieur diplômé généraliste, il créera un poste et dépendra directement du PDG. Il aura à diriger un personnel de départ de 10 personnes. Disposant d'un outil de production moderne et performant et d'un encadrement qualifié, il devra animer et implémenter les nouvelles méthodes de travail.

Ce poste convient à un praticien de la production. Agé de 35 ans minimum, il justifiera obligatoirement d'une expérience industrielle. Anglais nécessaire. Evolution ultérieure possible.

Envoyez CV, photo et présentations à : Stevens-Genin, 31 rue Barrême, 69006 LYON, réf. 410.

Stevens-Genin

INGENIEUR

dans un cabinet d'expertise

Un ingénieur d'expertise, expérimenté dans le bâtiment et travaillant actuellement dans les compagnies d'assurance, recherche un ingénieur expérimenté pour l'expertise.

Il sera chargé, après avoir reçu une formation complémentaire en cabinet, de l'estimation des dommages après sinistres et de la rédaction d'expertises.

Le collaborateur qui sera recruté doit avoir, en plus de la formation technique, une bonne maîtrise de la rédaction, des contacts humains, le sens de la négociation et une personnalité affirmée lui permettant de s'imposer auprès des clients et de gagner leur confiance.

Lieu de travail : Lyon avec des déplacements sur la région.

Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez envoyer l'obligance de nous envoyer votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération demandée), qui sera traité confidentiellement, sous la référence : PR-4011.

ROLAND DERKUM CONSEILS
68300 Lyon-Caluire

CABINET D'AUDIT

recherche pour son bureau de

LYON

DIRECTEUR FISCALISTE

Formation : Licence, D.E.S. en droit, Ecole Nationale des Impôts.

Expérience : Trois ans en comptabilité, conseil juridique ou équivalent.

Connaissances : Anglais parlé et écrit.

Orientation : Fonction internationale des sociétés et individus.

Envoyez C.V., photo et présentations sous la référence : 7289 le Monde Publicité, 5, rue de la République, 75001 Paris.

La Ville de Grenoble

(dans le cadre du service Vieux Quartiers)

UN INGÉNIEUR (GRADE D'INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE)

Pour assurer la responsabilité d'une équipe chargée de la réhabilitation d'un secteur du centre ancien.

- RECRUTEMENT :
- par mutation ou inscription sur la liste d'aptitude établie par le C.F.P.C. (Centre de Formation des Personnels Communaux) ;
 - ou sur titres :
 - capacité de maître en bâtiment ;
 - travail d'équipe ;
 - travail avec habitants ;

Adresser C.V., manuscrit et photo à : Monsieur le maire de la ville de Grenoble, 11, boulevard Jean-Pain - 38000 Grenoble. AVANT LE 21 NOVEMBRE 1980.

Pour vous : 04 76 (76) 42-81-82 (Poste 21-57)

CROUZET VALENCE

recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

débutant ou quelques années d'expérience, ayant travaillé en thermique, pour études d'architecture d'équipements soumis à sollicitations thermiques et vibrations.

Envoyez C.V., photo et présentations à : CROUZET VALENCE, 1014 26010 VALENCE, sous la référence n° 184.

LABO INDUSTRIE RECHERCHE

NOUVEAU DÉPARTEMENT SYNTHÈSE ET COMMERCIALISATION produits chimiques spécialisés

AGENT TECHNICO-COM

Le candidat devra avoir obtenu une formation de 12 mois en chimie.

Une expérience de la vente de produits chimiques est un atout.

Envoyez C.V., photo et présentations à : LABO INDUSTRIE RECHERCHE, 1, rue Lavoisier, 67000 STRASBOURG.

Jeunes Techniciens supérieurs

Profil et formation

Expérience même modeste de l'étude et de la mise en œuvre de produits.

MISSION : Assurer les ingénieurs technico-commerciaux pour schéma et devis.

Poste d'avenir stable.

Logement facilité.

Adresser C.V., photo et présentations à : CIT ALCA TEL, 10 bis, rue Louis Lormand - BP 22, 78320 LE MESNIL ST DENIS.

RÉDACTEURS LOCALIERS

Bonne formation générale, ayant de préférence plusieurs années d'expérience.

Envoyez C.V., photo et présentations à : DYNASTAR, 17, rue de la République, 75001 Paris.

INGÉNIEUR-CHIMISTE

BIEN (anglais)

Pour prendre en charge un plan technique-commercial le développement de produits.

Le poste comprendra de nombreux déplacements en France et à l'étranger. La rémunération sera fonction de l'expérience réelle du candidat.

Envoyez C.V., manuscrit, photo et présentations à : SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE VOCATION ÉLECTRONIQUE ET PETITE MÉCANIQUE, 13001.

INGÉNIEUR BATIMENT

une expérience de la maîtrise d'ouvrage pour conduire plusieurs opérations importantes.

Envoyez C.V., manuscrit et photo à : Monsieur le DIRECTEUR de la S.A. A. 82, rue du Mail, 49000 ANGERS.

INGÉNIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT

Expérience de 1 à 2 ans production.

Anglais indispensable.

Expérience en chaudronnerie ou en construction navale.

Envoyez C.V. à M. BESSIERE, 4, rue de la République, 33000 BORDEAUX.

les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 h à 12 h 30, de 13 h 30 à 18 heures

au 296-15-01

OFFRES D'EMPLOIS

Gérer et optimiser 140 MLE de stocks.

Ingénieur IAE ou équivalent, votre première expérience professionnelle (3 à 5 ans) dans le domaine de la gestion industrielle vous a permis de créer et de développer, avec succès, des systèmes efficaces d'optimisation des stocks : vous savez les faire tourner.

Technicien, mais aussi gestionnaire avisé, vous souhaitez valoriser votre acquis dans un poste opérationnel où vous pourrez prouver vos qualités de manager. Vous animerez une équipe de 10 personnes pour un objectif permanent l'amélioration de la qualité du processus (réduction des stocks, accélération de la rotation des stocks etc.).

Vous aurez également à développer, en liaison avec les achats, la finance et l'informatique, les systèmes d'approvisionnement continu de la fabrication.

Vous partirez pour la finance et l'informatique vous permettra d'évoluer, à terme, dans l'une de ces deux filières au sein d'une multinationale leader européenne sur son marché. En France nous sommes fortement implantés (5000 personnes, 2 unités de fabrication) ; vous travaillerez au sein d'une d'elles (1800 personnes) située à 70 kms au Nord Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, présentations) sous la référence 1111 à nos carrières 64, rue La Botte 75008 PARIS.

CIT Alcatel

recherche

pour la division des applications électroniques

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé des études de conception et de réalisation de systèmes de communication. Il aura si possible une expérience dans les transmissions de données.

Lieu de travail : région de Trappes (78).

Ref. 1111

pour la division sous marine

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Il participera à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous marines. Outre ses fonctions en logique et informatique, il devra être disponible pour effectuer des déplacements sur quelques sites en France ou à l'étranger.

(durée globale annuelle de 10 à 20 jours).

Lieu de travail : région de Montigny (91).

Ref. 1111

Ecrire CV et présentations précisant la référence à CIT ALCA TEL, 10 bis, rue Louis Lormand - BP 22, 78320 LE MESNIL ST DENIS.

GENERAL MOTORS FRANCE

pour son service commercial

EQUIPEMENTS ELECTRIQUES AUTOMOBILES :

ingénieurs technico-commerciaux

Auprès des FLOTTES DE CAMIONS.

Formation : diplômé ingénieur.

Quelques années d'expérience dans l'automobile sont souhaitées.

Disponibilité pour déplacements sur toute la France.

Anglais courant exigé.

Environnement d'allemand appréciés.

Voiture service fournie par Société.

Adresser CV détaillé, photo et présentations au Service du Personnel YM - 5, 11 Gallieni 93100 GENNEVILLIERS.

Important laboratoire pharmaceutique en banlieue Sud

recrute pour son Centre de Recherche un

chargé de recherche HF

pour son Service

Spectrométrie de Masse

diplômé de l'enseignement supérieur.

Il sera chargé du dosage des traces des produits et produits naturels, en utilisant les techniques de HPLC, GLC, GLC-MS.

Le candidat retenu aura l'expérience de ces techniques.

de 6 mois.

soins, 13e mois, horaire mobile, restaurant d'entreprise.

Envoyez CV et photo, sous réf. 11207, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

délégué commercial passionné par la photo et le cinéma

84.000 F/an +

Nous sommes la filiale française du groupe japonais

J. OSAWA

indépendants et nous distribuons une gamme complète d'appareils de photo, de cinéma et d'objets qui ont acquis une grande notoriété.

Les productions de notre groupe portent les marques

Mamiya BELL & HOWELL

OSAWA

Elles sont connues et appréciées des professionnels et du public.

partagez la passion de la photo et du cinéma.

Vous savez conclure et apporter une véritable assistance clients.

Après formation, vous serez affecté :

- de la NORMANDIE
- du NORD
- de la région de Paris

Envoyez lettre motivation, CV détaillé, photo actual, photo (retrouvez) et réf. 3010 à : 35, rue Etienne Marcel 75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRE

FINANCE

Vous souhaitez une formation d'ingénieur en finance ?

Vous avez des connaissances en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

Vous avez une expérience en finance ?

Vous avez une formation en finance ?

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Notre Société d'

ENGINEERING

exerce dans le monde entier, en installant des usines de pétrochimie, sidérurgie-métallurgie, papier, ciment...

La programmation de nos activités d'Etudes Générales nous permet de proposer des carrières intéressantes à des ingénieurs disposant de quelques années d'expérience dans l'une des spécialités suivantes :

1/PROCESS

Il s'agit d'un poste de responsabilité incluant des unités.

Expérience appréciée : process pétrochimique, mise en route ou exploitation d'usines pétrochimiques.

Les postes sont largement ouverts au sein d'un Groupe de premier plan. La connaissance de la langue anglaise est souhaitable.

2/UTILITES

Il s'agit d'un poste de haut niveau, impliquant au titre d'une équipe expérimentée, la maîtrise de l'eau ou des domaines les plus fréquemment abordés.

LES POSTES SONT A PARIS MAIS IMPLIQUENT DES DEPLACEMENTS DE COURTE DUREE. LA PARTICIPATION A LA NEGOCIATION DES CONTRATS DOIT ETRE ENVISAGEE.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V. sous réf. 76713 à CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra PARIS Cedex 01, qui transmettra. Nous vous garantissons une réponse.

CERGY-PONTOISE INDUSTRIE ELECTRONIQUE

Une société américaine en très forte expansion, leader mondial sur son marché (C.A. France 200 MF, progression de 40% au cours du dernier exercice), recherche pour son siège social français un

cadre comptable de haut niveau

pour créer le poste de

cost accounting supervisor

Le titulaire dirigera une équipe de 2 personnes et aura les responsabilités suivantes :

- détermination des prix de revient par secteur d'activité et ligne de produit,
- contrôle des coûts standards et analyse des écarts,
- détermination et analyse des variances de production,
- comptabilisation des stocks,
- mise en place de procédures.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, pouvant justifier d'une expérience similaire de deux ans minimum réalisée de préférence dans une société anglo-américaine ou un cabinet d'audit.

Compte tenu des résultats de l'expansion de la société, les possibilités de développement de carrière, tant en France qu'à l'étranger, seront très importantes pour une personne expérimentée et communicative à tous les niveaux de direction.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 240 RT, à

SCOTI 33 rue de Valenciennes 75001 Paris.

Une importante entreprise de TRANSFORMATION DES METAUX (C.A. 250 MF) basée en proche banlieue Sud, recherche un

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

pour son service FOURNITURES INDUSTRIELLES.

Ce département fabrique et commercialise des produits destinés à l'équipement industriel : câbles, fils industriels, panneaux acoustiques, etc.

Le titulaire du poste aura la responsabilité de la gestion, de la commercialisation et du développement du Département. Il sera chargé du plan marketing et commercial. La personne choisie aura une formation d'ingénieur (type IUT) ou une expérience d'expérience dans un domaine homologues et des préférences. La rémunération sera attractive pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions sous la référence TM/11 à :

COGEPLAN SELECTION 189, rue de la République 75012 PARIS.

Il nous a été confié cette recherche.

COGEPLAN

Très importante société de Services recrute un

cadre administratif et comptable

Responsable du contrôle de gestion de ses unités de restauration. Il sera chargé du contrôle des procédures administratives et comptables, de l'analyse des résultats et de l'amélioration des méthodes de gestion.

Ces responsabilités pourront à terme s'étendre à d'autres secteurs de l'entreprise.

Agé d'au moins 30 ans et de formation supérieure, il devra justifier d'une première expérience similaire en entreprise de restauration, centre de vacances.

Candidatures et CV sont à adresser, sous la réf. 76713 à M. HENRI CONTACT, 156 bd Haussmann - 75001 PARIS qui transmettra.

Important Groupe Multinational INDUSTRIE MECANIQUE recherche

CHEF de SERVICE d'ACHATS

- Il aura la responsabilité des achats de produits représentant un chiffre d'affaires d'environ 250 millions francs.
- La personne que nous recherchons doit être âgée de 35 ans minimum et avoir une expérience de 7 ans minimum dans la fonction d'achat. Il connaît les problèmes liés à la production de grandes séries de mécanique générale mais également en outillage.
- Il devra faire preuve de grandes qualités de négociations et d'un dynamisme réel.
- Nous souhaitons une formation d'ingénieur ou équivalente, la maîtrise de l'anglais étant très appréciée.
- Nous offrons une rémunération attractive et de nombreuses possibilités d'évolution et de développement et candidat qui sera retenu pour s'intégrer dans notre équipe.
- Lieu de travail : proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Kodak

pour recruter notre

EQUIPE SYSTEME

nous recherchons

UN INGENIEUR SYSTEME

expérimenté en DOS/VSE

UN INGENIEUR SYSTEME

expérimenté en techniques DB/DC (MVS, DL1/1, CICS)

formation supérieure, option informatique, candidats possédant une réelle expérience et pratiquant l'Anglais.

Ecrire C.V. et photo (retournée) sous référence à :

KODAK-PATHE Service du Recrutement 11, rue Villiot - 75011 PARIS

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANQUES recherche pour la BANLIEUE PARISIENNE

adjoint au chef du personnel d'usine

Capable d'assurer les liaisons avec les unités de production (fabrication, contrôle qualité, montage...) au plan de la gestion prévisionnelle du personnel, de la prise en charge des relations sociales avec les représentants du personnel, (participe aux réunions DP - CE), de la mise en œuvre des objectifs de la politique sociale définie au niveau du groupe.

Si vous avez déjà une expérience d'adjoint dans un poste analogue au secteur industriel de la métallurgie, si vous êtes un homme de terrain, passionné par la mise en œuvre d'une usine en plein développement, adressez votre C.V. et photo avec lettre de motivation et la référence 76713 à :

CONTEXTE PUBLIQUE - 20, av. Opéra de l'Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ANSWARE

recherche

pour sa Division grande diffusion, un de ses principaux responsables :

- études supérieures complètes par une formation à la gestion,
- 5 à 6 ans d'expérience minimum,
- maîtrise parfaite de l'informatique, apte à établir et analyser des plans de ventes et capable de faire des estimations de ventes réelles et logicielles en PME - PMI,
- forte capacité humaine et sociale (vitesse d'adaptation pour assurer les relations avec des responsables de ventes et les responsables de la société),
- connaissance des problèmes organisationnels,
- aura à construire son équipe dans le cadre d'une activité de consulting informatique et d'implantation de produits matériels et logiciels de grande diffusion.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions à :

ANSWARE, 155 rue de la Pompe 75116 PARIS sous référence 699 01.

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

BANQUE PRIVEE recherche pour l'une de ses agences parisiennes

UN CADRE COMMERCIAL

Responsable de la clientèle privée

Sa mission :

- gérer la clientèle existante;
- développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospection appropriées.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une expérience professionnelle de 3 ans minimum ainsi qu'une connaissance des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 76713 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

UN EXPERT-COMPTABLE ou MEMORIALISTE

Ayant plusieurs années d'expérience pour succéder (dans un premier temps) le responsable du secteur agro-alimentaire.

Le poste exigera de fréquents déplacements en France.

Ecrire sous référence 100 à M. J. ADRIAN, 31, rue du Collège, 75008 Paris.

GENERAL MOTORS FRANCE

Département VENTES VOITURES

PLUSIEURS CHEFS DE DISTRICT

Rôle :

- Animer l'action des vendeurs sur les plans :

COMMERCIAL-ADMINISTRATIF GESTION

Les postes conviendront à des candidats :

- diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce,
- justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction commerciale, connaissances de l'automobile souhaitées,
- ayant le goût des relations humaines et des responsabilités,
- acceptant une grande mobilité en France.

Anglais exigé.

Statut CADRE - Voiture société fournie.

Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions à :

Service du Personnel Y.M. 5, boulevard Gallieni 92231 GENNEVILLIERS

sema informatique

vous propose de participer à la conception et à la mise en œuvre d'importants systèmes temps réel (contrôle de processus, télécommunications, simulation).

Adressez votre C.V. et photo avec une lettre de motivation sous réf. 76713 à M. J. HAJOS, 92126 MONTRouGE Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

sema selection Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

BANQUE en forte expansion (PARIS 8ème) Filiale d'un grand Groupe Industriel recherche

UN REDACTEUR CREDITS IMMOBILIERS ACQUEREURS

Agé 25 ans minimum. Expérience minimum 5 ans dans services crédits immobiliers. Diplôme BP BANQUE.

Adressez candidature et photo à :

VALENS CONSEIL 359 75004 Paris cedex 02

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

Important distributeur de papiers imprimés recherche

2 ATTACHE CONFIRMÉ

pour la vente d'une gamme de produits de papeterie. Pourvoir à Paris ou en province.

Adressez C.V. et photo à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Une d'un important groupe de développement des produits de papeterie recherche

DIRECTEUR TI

pour la vente de produits de papeterie. Pourvoir à Paris ou en province.

Adressez C.V. et photo à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Une d'un important groupe de développement des produits de papeterie recherche

PROJETEUR EXPERIMENTÉ

pour la vente de produits de papeterie. Pourvoir à Paris ou en province.

Adressez C.V. et photo à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Développez votre profession

Une d'un important groupe de développement des produits de papeterie recherche

Sirca

pour la vente de produits de papeterie. Pourvoir à Paris ou en province.

Adressez C.V. et photo à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DIRECTION COMMERCIALE DES LABORATOIRES BIOSÉD

recherche

CADR MARKETING

débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience.

ESSEC - Sciences de la Vie.

Une étroite collaboration avec les Laboratoires BIOSÉD pour la mise en œuvre de produits de papeterie. Pourvoir à Paris ou en province.

Adressez C.V. et photo à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL ENVIRONNEMENT

pour participer à la planification stratégique de l'entreprise. Pourvoir à Paris ou en province.

Adressez C.V. et photo à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

مكرامن الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Important distributeur parisien
papiers impression écriture
recherche
**2 ATTACHÉS CIAUX
CONFIRMÉS**

Justifier d'une expérience de plusieurs années d'une clientèle d'imprimeurs.
Postes à pourvoir :
- Région Parisienne.
- Région Rhône-Alpes + départements 51, 10, 02.
Fixe + intéressement + frais déplacement.
Adresser C.V. à : M. A. : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES - O.T.

Filiale d'un important groupe français
ayant développé des techniques nouvelles
de surveillance des moteurs Diesel
recherche
pour la mise en exploitation industrielle
dans la nouvelle implantation de
TRAPPES-ELANCOURT

DIRECTEUR TECHNIQUE
40 ans environ, Ingénieur A.M. ou équivalent.
SENS DE L'ORGANISATION
AUTORITÉ NATURELLE

Pour animer une équipe de techniciens et de techniciens (20 personnes) de technicité élevée.
Rattaché Direction Générale.
Chargé de diriger :
- Bureau d'études.
- Atelier de mise au point.
- Bancs d'essai.
- Et fabrication petite série largement automatisée.

PROJETEURS P 2
EXPERIENCE DIESEL

Envoyer curriculum vitae, lettre de motivation à :
HYPERBAR DIESEL
57, rue Villiers, 92200 NEUILLY.

La filiale française d'un groupe international, leader en son domaine, dans le cadre de son expansion, recherche :

Chef du secteur industrie
(chauffage et climatisation)

PARIS-NORD

150 000 +

Rattaché au service technique, il sera chargé de poursuivre le développement de l'activité industrielle en établissant des projets de haut niveau dans le cadre des économies d'énergie et de réaliser des projets d'installations à haut rendement technique.
Il sera responsable d'une équipe d'ingénieurs - chargés d'affaires, actuellement en place, ainsi que de la gestion d'un centre de profit.
Le poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé E.C.P. A.M. ou équivalent, ayant une expérience dans ce type d'activité, tant aux plans commercial, conception et élaboration de projets que du suivi des opérations.
Réf. 6141/M

**Technicien responsable
du service maintenance**

ORLEANS

100 000 F

Dépendant du chef de service technique, il sera chargé de développer l'activité « Maintenance », en secteurs industriels et privés, dans le domaine du chauffage, de la climatisation, plomberie et électricité.
Responsable d'une équipe d'agents techniques et chargés de travaux, il aura pour objectif principal de contrôler l'application des normes de qualité et de participer au développement de l'activité.
Le poste conviendrait à un technicien expérimenté en chauffage et climatisation, capable d'animer une équipe et de contrôler l'équipe actuelle et de prendre en charge le programme de développement prévu.
Le poste est ouvert à des candidats de nationalités diverses et envisageables en France.
Réf. 6141/M

**sélé
CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, à :
FR. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 91400 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INGÉNIERIE PETROCHIMIQUE
recherche
pour chantier U.R.S.S.

**INGENIEUR
de**

durée prévue 1 an
Adresser C.V. et prétentions à :
SPEICHER/BSH
104, rue Edouard Vaillant
93140 NOUVOLETTES

CAP SOGETI SYSTEMES

développant activités en :

TELEMATIQUE
(VIDEOTEX, TELETEX, cartes à mémoire, etc...)

BIOMATIQUE
(conception de systèmes, bureau du futur, etc...)
recherche

**CONSULTANTS
et INGENIEURS INFORMATIQUES**

COMPTES
spécialistes Télécommunications et Réseaux

Ecrivez ou téléphonez en rappelant la réf. GU 80

à Mme C. JACQUENET

CAP SOGETI SYSTEMES
10, rue du Montparnasse 75682 PARIS Cédex 14.

Tél. : 320.13.81.

**Développer une organisation
professionnelle**

Plusieurs centaines d'entreprises du Nord, très diverses par la taille et le secteur d'activité, trouvent dans notre organisation professionnelle une représentativité qui leur est précieuse. Elles utilisent largement les services que nous mettons à leur disposition : formation, information économique et sociale, etc. Représentativité et services que nous voulons encore améliorer en accroissant le nombre de nos adhérents.

C'est la mission que nous confierons d'abord à notre Secrétaire Général, à lui de convaincre le milieu d'entreprises encore chers les murs de nous rejoindre. A lui, ensuite, de les intégrer dans notre organisation et de les faire bénéficier au maximum de soutien que nous pouvons leur apporter.

Peu importe que votre expérience soit récente ou ancienne, l'essentiel est d'abord votre adhésion aux valeurs de notre conception de l'entreprise et à nos objectifs. Votre formation supérieure (Sciences Po, Droit, ESC...) et une expérience minimale de cinq ans vous mettront à l'aise pour faire avancer les problèmes qui préoccupent nos adhérents. Votre réussite dans ce poste en création devrait déboucher sur un développement progressif de vos attributions. Les consultants de Sircia nous assistent dans ce recrutement. Faites-leur connaître vos références 802.482 M que ce poste à Lille vous intéresse, en leur indiquant vos prétentions et votre délai de disponibilité. Soyez assuré de leur discrétion.

Sircia
11, avenue Delcassé - 75014 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

BOULOGNE BILLANCOURT
filiale d'un puissant groupe multinational
recherche

**CHEF DU SERVICE
FORMATION**

Pour nos 5 établissements - 1700 personnes
En étroite collaboration avec la direction du personnel à laquelle le service est rattaché :
- il contrôle et analyse les besoins de formation ;
- il conseille les chefs d'établissement ;
- il établit les programmes ;
- il organise les formations et évalue leurs résultats ;
- il gère les budgets de la formation.

POSTE EVOLUTIF
ne pouvant exercer qu'à un diplôme de l'enseignement supérieur, ayant déjà une expérience de la formation dans une entreprise industrielle, par exemple en tant que responsable de la formation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et 3 photos d'identité à :
M. J. PUBLIOTTES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

directeur des études

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES PAR SONDAGE, en croissance rapide, intervenant prioritairement dans le domaine des ÉTUDES MÉDIA, PUBLI-CITÉS ET D'IMAGE, recherche un spécialiste des études de marché de talent.

Responsable de la technique des études, il sera chargé d'introduire et de contrôler des techniques nouvelles en matière de recueil et de traitement de données.

Il contribuera aussi à l'élaboration et à la commercialisation d'études totalement inédites correspondant aux attentes actuelles des plus importants annonceurs de produits de grande consommation.

Ce poste conviendrait à un BAC, MAÎTRE D'INFORMATIQUE, MAÎTRE-MATHÉMATIQUES ou équivalent, maîtrisant parfaitement toutes les techniques d'études par sondage - pour les avoir expérimentées dans une société prestataire de services (société d'études ou agence de publicité) - curieux des démarches nouvelles et très motivé à conduire personnellement un travail de réflexion méthodologique.

Les dossiers de candidatures (C.V. et photographie récente) sous réf. 8047 M à préciser sur l'envoie seront reçus jusqu'au 15 novembre 1980.

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**DIRECTION COMMERCIALE
DES LABORATOIRES
BIOSEDRA**

**CADRE
MARKETING**

débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience
ISA - BUREAU - Sup de Co

En liaison étroite avec les Chefs de produits, Marketing et Techniciens, il sera chargé de la Recherche : il sera chargé d'étudier les marchés des produits de la maison et d'en tirer les enseignements lui permettant de participer à la détermination de la stratégie de communication de la maison.
Une formation complémentaire (chimie - pharmacie) ou une expérience pharmaceutique professionnelle, sans être indispensable, sera appréciée.
Le poste est à pourvoir à MALAKOFF.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 5237 M à : BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

directeur d'exploitation

D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Le centre est équipé de deux ordinateurs IBM, de nombreux périphériques et d'un important matériel télé-traitement, système DOS/VSE, ICS. L'ensemble fonctionne en 24x8 avec un effectif total de 80 personnes en moyenne (y compris le saisis).

Pour assumer cette direction, il faut avoir de solides connaissances techniques, une réelle expérience de la direction d'hommes et le sens des responsabilités humaines.

La préférence sera donnée aux candidats réunissant des qualités :
- un bon sens ;
- d'intelligence du travail ;
- d'organisation ;
- de précision dans la tenue du planning.

Situation stable et d'avenir. Rémunération en rapport.

Lieu de travail proche banlieue Sud-Est de Paris.

Adresser C.V. détaillé à M. DUMONT, 114, rue La Fayette - 75008 Paris. Réponse totale garantie.

**CONSEIL FINANCIER
et ÉCONOMIQUE**

A la présidence de la République recherché par
important cabinet de conseil international

POSTE DE HAUT NIVEAU

Nécessitant l'expérience des milieux dirigeants africains et des organisations internationales d'aide au développement

Formation souhaitée

X OU ÉQUIVALENT

- Age minimum 40 ans.
- Résidence : une capitale africaine.
- Avantages liés à la situation d'expatrié.
- Anglais obligatoire.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. T 025.129 à
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL TRAVAILANT DANS UN
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

CADRE CONFIRME

pour participer au développement de son département
PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES

L'utilisation des méthodes les plus modernes, telles que : élaboration des scénarios, informatique de décision, etc., est une des caractéristiques de ce poste.

Formation supérieure. Expérience d'environ 10 années.
« réalisme » et créativité, anglais parlé souhaité.

Grandes possibilités d'évolution : carrière à des postes opérationnels ou dans le cadre du groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V. avec photo et rémunération actuelle à :
CONTEXTE PUBLICITÉ, sous réf. No 76161 - 10, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

NIVEA S.A., filiale française
du groupe international B.D.F.
recherche pour ses services un

JEUNE CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

diplômé d'une école supérieure de commerce (option contrôle de gestion) ou équivalent, il sera chargé :

- de la préparation des budgets, du contrôle mensuel, de l'analyse des résultats ;
- de la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique ;
- de suivi des systèmes et procédures budgétaires et analytiques.

Une première année d'expérience dans une direction financière serait un atout supplémentaire.
Lieu de travail : à Paris.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
NIVEA S.A.
Boîte postale n° 20
94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Honeywell Industrie

Chef de projet (Instrumentation Industrielle)

Le développement de cette Division nécessite la mise en place d'un Chef de Projet. Nos matériels de régulation de procédés industriels, de technologie avancée, sont vendus aussi bien aux raffineries, qu'aux industries du pétrole, de la chimie, du papier et du verre. Le Chef de Projet, avec son équipe d'ingénieurs d'affaires et de techniciens, prend en charge le projet de la commande à la réalisation du projet : mise en forme de la configuration optimale, bon déroulement des opérations, respect des engagements, contrôle des coûts... Ce poste peut être confié en préférence à un ingénieur (AM, Sup. Elec...) possédant une expérience confirmée soit chez un installateur soit comme ingénieur d'affaires dans l'industrie ou dans l'industrie... dans tous les cas c'est un spécialiste de l'instrumentation industrielle avec mise en œuvre de calculateurs. Il est souhaité de bonnes notions d'anglais, ainsi que de gestion. Lieu de travail : BOIS D'ARCY (77)

SEFOP remercie tous les candidats intéressés de bien vouloir lui envoyer leur CV sous référence CP 1080 M et garantit la plus totale discrétion.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Contrôleur de gestion Service financier

Cette Société agit comme Service de financement et factoring de vente à crédit d'un groupe international premier mondial sur son marché.

Le Contrôleur de Gestion dépend directement du Président Directeur Général. Il a pour mission d'assurer la gestion interne rigoureuse et efficace des services financiers du groupe (U.S.A.). Ses missions :

- une équipe de 7 personnes qu'il anime, gère et contrôle.
- un poste de bon candidat de bonne formation (ESC, DECS...), d'une expérience vécue en Cabinet d'Audit, et/ou en entreprise multinationale. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

La rémunération est de l'ordre de 150 000 F/an.

Poste à pourvoir à PARIS.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur CV sous référence CG 1081 M.

SEFOP
11, rue des Pyramides 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC

Banque Populaire

LE GROUPE BANQUES POPULAIRES
offre à des

Jeunes diplômés (ées) HEC-ESSEC-IEP

équivalent
dépassés des obligations militaires
la possibilité de débuter leur carrière dans son

inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront un province déplacements d'environ trois/quatre mois (deux ou trois par an) alternant les séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une personnalité caractérisée par de bonnes capacités de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et l'expression, peuvent être exercées à l'extérieur ou à l'intérieur du Groupe.

Les candidats, munis de leur curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone, sont à adresser sous pli fermé à :

M. CASTETS
CHAMBRE SYNTHEC DES BANQUES POPULAIRES
131, avenue de Wagram PARIS CEDEX 17

SMITHKLINE

Groupe mondial
18000 personnes - 50 filiales
5,5 milliards de Francs de C.A.
représentés par :

GREMY-LONGUET
SMITH KLINE & FRENCH

CONTROLEUR BUDGETAIRE ADJOINT

Intégré à une équipe de 5 personnes au Siège Social à PUTEAUX, le candidat retenu sera responsable de :

- L'élaboration des budgets et plans à long terme d'un service d'activité
- L'analyse des résultats (commentaires, bilans de bord)
- L'élaboration des budgets

PROFIL :
Jeune diplômé (N) des grandes écoles de commerce.
Expérience souhaitée.
Informatiques et anglais indispensables.

La progression matérielle du Groupe offre de nombreuses perspectives d'évolution au sein de la région dans le poste.

Remunération mensuelle : 13ème mois - 5 semaines de congés (hiver - été).

Envoyer C.V., photo, et références à :

Direction du Recrutement - sous réf. 80 - 15, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX.

Dans le cadre du développement son service informatique

à 85 km de Paris (Seine-et-Marne)

Société industrielle

UN CHEF DE PROJET

Plusieurs années d'expérience demandées et compétences en gestion de production des systèmes T.D.S. 64.

UN ANALYSTE

Formation type I.U.T. informatique, même débutant (connaissance du système T.D.S. 64 appréciée).

UN PROGRAMMEUR

Formation A.F.P.A. ou I.U.T. informatique même débutant (maîtrise du système T.D.S. 64 et C.I.I. 64 souhaitée).

Envoyer C.V. à : Société S.R.G.R.
Direction des Relations Humaines
58, rue Beaumont, 75014 PARIS

Responsable ventes export

produits de beauté - parfums

Rattaché au Directeur Général pour Augmenter les ventes à l'exportation. Etablir le développement des produits en fonction des marchés. Structurer, animer, contrôler les réseaux de distribution.

Excellente maîtrise de l'anglais. Espagnol ou allemand très apprécié. Excellente présentation. Homme de terrain, efficace, très disponible pour voyager. Poste évolutif en fonction des compétences et expérience du candidat.

Envoyer C.V. et photo à :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS Cedex 08
MEMBRE DE SYNTHEC

Par ailleurs, nous recherchons des candidats pour des postes de :

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

Directeur Export

Un très important groupe d'édition recherche un homme capable de développer son chiffre d'affaires à l'étranger.

Il aura pour mission de concevoir une politique commerciale adaptée à chacun des marchés, de définir les objectifs, d'animer une équipe de représentants, d'assurer personnellement certaines négociations.

Son activité s'étendra sur l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient. Il consacra environ 20% de son temps aux voyages.

Le candidat joint à une formation Grande Ecole de Commerce environ 5 ans de pratique à une responsabilité commerciale dans l'exportation.

La connaissance du milieu de l'édition constituera un atout.

Il est indispensable d'avoir une excellente maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1118 M à mentionner sur l'enveloppe à notre Département « Recherche de dirigeants ».

Le recrutement absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS Cedex 08
MEMBRE DE SYNTHEC

Par ailleurs, nous recherchons des candidats pour des postes de :

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

• Responsable des ventes à l'étranger

• Responsable des ventes à l'exportation

• Responsable des ventes à l'importation

• Responsable des ventes à l'international

jeunes ingénieurs consultants (X. Centrale, Arts et Métiers...)

Nous sommes une Société de Conseil en production, FILIALE FRANÇAISE :

• d'un groupe international leader dans ce domaine.

• d'un des principaux groupes français d'ingénierie informatique.

Nous intervenons dans les domaines de l'industrie, de la banque, de la commerce, de la santé, de l'énergie, de l'aéronautique, de l'espace, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de l'environnement, de l'urbanisme, de l'architecture, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence, de la doctrine, de la science, de la technique, de l'art, de la culture, de la sport, de la loisirs, de la communication, de la presse, de la télévision, de la radio, de la musique, de la danse, de la peinture, de la sculpture, de la photographie, de la vidéo, de l'audio, de l'audiovisuel, de l'animation, de l'illustration, de l'écriture, de la traduction, de l'interprétation, de la médiation, de la gestion, de l'administration, de l'économie, de la finance, de la comptabilité,

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INTERIM EUTELSAT
THE EUROPEAN SATELLITE
TELECOMMUNICATIONS
ORGANIZATION IN PARIS
is looking for a
**satellite
telecommunications
test engineer**

The Organization plays a major role in the development, introduction and management of a satellite communication system for Europe.
The successful applicant will have a sound knowledge of the test methods, procedures and equipment involved in conducting telecommunications measurements on satellites and in earth stations.
This will involve responsibility both for the activities of the Organization relating to on-ground and in-orbit acceptance of satellites from industry and for the definition and procurement of appropriate test facilities.
The place of work will be Paris.
Education and experience to a professional level is required, as well as fluency in spoken and written English.
A knowledge of French could be an advantage.
Please send full curriculum vitae, indicating relevant experience and the salary and conditions you would expect, to: INTERIM EUTELSAT, 109 rue de Valenciennes, 75015 Paris Cedex 15.

IMPORTANTE ENTREPRISE PUBLIQUE
recherche pour sa
FILIALE IMMOBILIERE
**1 ASSISTANT
DU DIRECTEUR**

DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (Science Po., I.E.C., Sup. de Co., études de droit ou sciences éco.).
Avoir 2 ou 3 années d'expérience dans des postes de gestion d'entreprises et une certaine connaissance des problèmes de gestion immobilière.
Ce cadre participera à l'ensemble des activités de la Société et devra avoir le sens de l'organisation.
Perspectives professionnelles et carrière au sein de la direction financière de l'entreprise publique et plus généralement à l'intérieur d'un grand groupe.
Adresser CV détaillé, photo et références à: No 75-811 Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

COMPAGNIE FRANÇAISE
membre d'un groupe international important
recherche
**contrôleur
de gestion**

Notre préférence ira vers un homme d'au moins 30 ans, ambitieux, ayant une forte personnalité et de l'autorité.
Le candidat aura une solide expérience professionnelle acquise par une pratique d'au moins cinq ans au sein d'un groupe international et la possession d'un diplôme d'enseignement supérieur (École de Commerce, Expertise comptable, M.B.A.).
Pouvoir travailler en anglais est indispensable.
Le salaire, les avantages et les perspectives de développement de carrière seront très satisfaisants pour le candidat présentant le profil désiré.
Ecrire c.v., références et photo, n° 21.837 PUBLICITE ROGER BLEV, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, (qui transmettra).

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important Groupe d'Assurances recherche pour ses équipes système
**ingénieurs-système
analystes
analystes-programmeurs**
expérimentés et débutants

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.
Le matériel actuellement installé est:
DEUX 3033 - 12000 K chacun
UN 3033 - 8000 K.
UN 370168AP - 8000 K.
UN terminal de remaniement.
Envoyer CV + photo, sous réf. 10858, en précisant le poste choisi, à Gie, Service du Personnel, Cédex 11, PARIS La Défense.

FILIALE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
RECHERCHE POUR POSTES BASÉS À PARIS
A - ING. TECHNICO-COMMERCIAL

- Formation scientifique.
- Connaissance électronique.
- Au fait de la simulation temps réel.
- Anglais courant.
- 3 à 5 ans de pratique de la vente technique.
- Voyage France et étranger 50 % du temps.

B - INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Capable de diriger une équipe de 3 à 5 techniciens-ingénieurs de service après-vente.
- 3 à 5 ans de pratique du S.A.V. (maintenance et installation).
- Voyage France et étranger 30 % du temps.
- Grande responsabilité.
- Capable de négocier contrats clients.

C - A.T.P. ÉLECTRONICIEN (V 3)

- 2 à 3 ans de pratique du S.A.V. sur système analogique et/ou numérique.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Pour ces trois postes envoyer C.V. et références sous n° 7.282, Le Monde Publicité, 5, rue des Halles, 75009 PARIS.

CGR
Branches d'activités médicales de
THOMSON CSF
recherche
des TECHNICIENS ÉLECTRONIQUES

pour l'installation et la maintenance de ses systèmes (systèmes à temps réel, utilisant mini-ordinateurs et processeurs spécialisés).
Formation DUT ou BTS et/ou une première expérience, de solides connaissances en mécanique et en électronique technique sont indispensables.
Déplacements en courte durée en France et à l'étranger.
Adresser C.V. détaillé, (retourné) et références à: CGR Services du Personnel, B.P. 100, 92100 Stains. Nous vous assurons d'une réponse rapide et de la plus discrète.

DIRECTION DES ACHATS
IMPORTANT FABRICANT
D'ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES
COLLABORATEUR (TRICE)

- B.T.S. technique + bonnes connaissances d'anglais écrit.
- 3 ans d'expérience minimum dans secteur automobile.

Il lui sera confié, après formation complémentaire dans l'entreprise, un poste d'acheteur.
Adresser curriculum vitae, références et références à: C. INDUSTRIELLE DE MÉCANISME (C.I.M.), 6, rue Barès - B.P. 70 - 92302 LEVALLOIS-PERRET.

MICROSTAR
recherche
Analystes-Programmeurs

ayant au minimum deux ans d'expérience en informatique de gestion pour:
• développement de logiciels;
• démarrage de systèmes en clientèle;
• formation d'utilisateurs.
Envoyer lettre manuscrite, CV et références à: MICROSTAR, 87, avenue de l'Europe, 94310 ORLY.

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage
recherche

Pour son Bureau d'Études (Paris XIe)

**INGÉNIEUR
ELECTRICIEN**
OU EQUIVALENT

pour concevoir et établir ses projets d'éclairage et apporter son savoir-faire et son expérience technique dans des missions importantes.
Nous recherchons un ingénieur ayant acquis une expérience de 5 ans au sein d'un bureau d'études ou d'un fabricant de lampes et capable d'évoluer vers un rôle d'enseignement. Il aura l'esprit d'équipe propre à un bureau d'études et le goût des contacts.
Adresser lettre manuscrite avec CV et références à: MAZDA Service du Personnel, 11, rue de Labonne - 75008 PARIS.

SAGEN
3^e CONCOURS EUROPÉEN DE RECHERCHE EN RECHERCHE INFORMATIQUE
recherche pour ses
CENTRES D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT
en la Région Parisienne (Argenteuil, Evry, Fontenay)

- INGÉNIEURS INFORMATIQUES
- INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES
- Ingénieurs de Maintenance Industrielle
- Débuteurs ou quelques années d'expérience
- ANALYSTES PROGRAMMEURS
- 3 à 5 ans d'expérience
- pour travaux de logiciel de base en assembleur
- pour études et mise au point de logiciel d'application en clientèle
- AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES
- 3 à 5 ans d'expérience en assembleur
- Débuteurs ou quelques années d'expérience

Adresser C.V. manuscrite plus photo à: Direction du Personnel et des Relations sociales, 6, avenue d'Idem - 75783 Paris Cedex 16.

ST.A.C.
(700 personnes)
recherche
en vue du renforcement de son
service informatique

ANALYSTES
PL/1, DL/1, environnement DOS/VS, VM/CMS, migration prévue vers MVS.
Une première expérience d'environ 3 ans est souhaitée.
Nombreux avantages sociaux.
5 x 8 x 14. Restaurant.
Horaires variables, etc.
Adresser CV et références à: ST.A.C. Madame HIRSON, 2, rue du Pont-Neuf 75001 PARIS.

CIT
Alcatel
recherche

**INGÉNIEUR
FAISCEAU HERTZIEN**

Il sera chargé de l'étude de systèmes en télécommunication hertzienne.
Dans un premier temps pour une mission à l'étranger.
Il devra participer à l'intégration d'équipements en cours de développement.
De formation ENSI ou ESE ou équivalent, il aura acquis plusieurs années d'expérience en télécommunication hertzienne.
Lieu de travail: Région de MONTLHERY (Banlieue Sud).
Adresser C.V. et références à: CIT-ALCATEL, 100, rue de la République, 93100 La Courneuve - B.P. 22 75320 LE MESNIL ST DENIS.

**COMPAGNIE
D'ASSURANCES
QUARTIER SAINT-LAZARE**

**ADJOINT
A CHEF
DE SERVICE**
RESPONSABLE DE LA SOUSCRIPTION
RESPONSABILITÉ CIVILE

ayant le goût du travail commercial - juridique - Anglais lu et parlé couramment. Expérience professionnelle dans le secteur assurances serait appréciée.
Ecrire avec C.V., références et photo sous réf. 10858 à BLEU Publicité, 17, rue du Docteur L. Abel, 94300 VINCENNES.

**ASSISTANCE PUBLIQUE
HÔPITAUX DE PARIS**
recherche

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU
(X, TELECOM, SUP. ELEC. OU EQUIVALENT)

Il sera chargé d'importantes responsabilités techniques dans le domaine des équipements médicaux (radiologie, ultra-sons, électronique médicale, laboratoires), définition achat et maintenance.
Anglais couramment.
Adresser curriculum vitae avec références à: ASSISTANCE PUBLIQUE, Direction des Équipements, 3, avenue Victoria, 75004 Paris.

Succursale Française d'une
grande Banque Internationale
recherche
**cadre
confirmé**

POUR DÉVELOPPER LE DÉPARTEMENT
INTERNATIONAL D'ASSURANCES

Il doit avoir au moins 4 à 5 ans d'expérience dans le secteur international d'une grande Compagnie d'Assurances.
Le candidat doit être diplômé d'études supérieures et avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.
Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence HURO (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS.

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES
recherche
INGÉNIEUR
pour développement, département, calculs E.D.M., méca-électroniques.

Avec importantes responsabilités. Salaire en rapport.
Convivialité à:
Sup. Aéro - Miss - Arts et Métiers ou équivalent.
Envoyer C.V. + photo à:
3, rue Geoffroy-Marie, PARIS
Tél.: 824-87-00 ou 824-54-20.

RETEC

**LE PREMIER COLLOQUE SUR
L'AUDIT DE FORCE DE VENTE
AURA LIEU
À PARIS LE JEUDI 20 NOVEMBRE**

Renseignements et inscription:
Catherine DESURMONT
ALIAS SA. 266.90.75

**les entreprises cherchent
de nouveaux vendeurs.
Ils sont dans le Monde
du Vendredi (daté samedi)**

Les **« nouveaux vendeurs »** sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises, ils n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes **« messages »** interminables d'annonces, conçues d'une manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.
Le Monde compte parmi ses lecteurs un nombre **« nouveaux vendeurs »**. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le **« niveau Monde »**. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 50% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement). Ces **« nouveaux vendeurs »**, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.
Son nom? **FONCTIONS COMMERCIALES**
Ses annonces? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, qui rencontrent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.
Ses résultats? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

OFFRES D'EMPLOIS

**SOCIÉTÉ DE CRÉATION
DE PRODUITS**
de base et de conception
destinés à la parfumerie,
recherche **COLLABORATEUR**
à haut niveau pour prendre
en charge son bureau de Paris
avec responsabilités de
gestion, organisation
commerciale et prospection
clients. Excellente
introduction auprès
des maîtres de parfums
nécessaire.
Renvoyer à : **MATHESON,
C.V., Grande-Armée,
75008 Paris.**

pour promotion et marketing des
boîtes adhésives auprès des en-
treprises. Postes à pourvoir rap-
idement. Salaire : 60.000 F/m
+ selon expérience.
Env. C.V. manuscrit et photo à
A.S.P.
22, rue de Varanue
75007 Paris.

érieurs acquiescents d'une station-
service dans les départements
77 ou 60. - Faire offre.
Toute offre sera étudiée.
(téléphone : (16-53) 63-28-87.)
Commerçants, Importateurs,
grossistes en verrerie et articles
en osier. Fabrique espagnole offre
un assortiment complet de
modèles exclusifs.
Envoyer votre correspondance à
Miguel Muñoz, Alameda 64,
Gata de Gorgos
ALICANTE (Espagne)

LE CONTINENT AMERICAIN
vous ouvre le marché
de 800 millions de consommateurs
des services pourraient implanter
pour vous : Représentations.
Etudes de marché.
Campagnes publicitaires
et bureau correspondant.
contact et propositions à
M. 600 Nord-Est 36 St Street
705 Miami Florida 33157 USA.
Recherchons
DISTRIBUTEURS EXCLUS.
France pour scotch-whisky de

**Probatoire du
DECS**
cours du soir en 4 jours
Tél. : 532-32-20.
information

divers
Pour connaître les emplois
verts à l'étranger (Australie,
Afrique, Amérique, Asie),
envoies-les gratuitement à
GRATIFICATIONS (LM) 3, rue de
Montyon, 75429 Paris cedex 08.

LEMILOI
DICTIONNAIRE D'INFORMATION
DE L'EMPLOI vous propose
 1250 pages

Extraits du sommaire :
 Les 3 types de V. rédact.,
 Les 3 types de V. rédact.,
 La graphologie et les tests.
 12 méthodes pour trouver
 l'emploi désiré : avec plans,
 Résumés, entretiens, interviews,
 Les bons résumés, aux tests.
 Emplois les plus demandés.
 Informations, des CDEM,
 q. Mondovio, 78-18 Chesney.

pour mieux choisir votre métier
FRANCE-CARRIÈRES

en vente à votre kiosque.

PICTURE
diverses

EMPLOYEURS
FAITES CONFIANCE
X ÉTUDIANTS pour des
TRAVAUX TEMPORAIRES
travail, vente, manutention,
cours particuliers,
garde d'enfants...]

ÉPHEZEX AU 328-87-10.

**Le service de liaison
Étudiants-Entreprises
Centre Régional des Œuvres
vocationnelles et Scolaires de
la région, placé sous l'autorité du
Recteur des Universités, vous
aidera gracieusement son aide.**

**travail
à domicile**

**Dactylographie sur L.B.M. vos
manuscrits. Travail de mise en
page. Téléphone : 587-37-64.**

SECRÉTARIAT DIRECTION

**traduction
demande**

**PRODUCTIONS TECHNIQUES
ET GÉNÉRALES**
français, allemand, autrichien, vers
anglais, par ingénieur E.C.P.,
Membre S.T.O.
Téléphone : 374-89-17.

de 8 à 11 C.V.
 1976, très bon état général.
 12.000 km. Prix 12.000 F.
 Tél. : 250-22-82 après 18 h.

[illegible]

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,46
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

L'immobilier

appartements ventes appartements ventes

VERBIER/VALAIS/SUISSE
Changé d'air hiver-été
Ski de descente et de randonnée
(80 installations de remontées mécaniques)
Tennis - Equitation - Piscine - Golf
Promenades - Alpinisme
A l'année
dans Appartements - LES PATURAUX -
au cœur des Alpes valaisannes
STUDIOS ET APPARTEMENTS
Gestion assurée - Crédit à 8%, taux à 8%
Agence AGIVA - CH-1936 VERBIER, SUISSE
Tél. : 1941 26 70 55.

DEMANDES D'EMPLOIS

MARKETING/MANAGEMENT Consultant
■ ans, allemand, ■ France, diplômé en sciences économiques, 12 ans de pratique :
industrie, ■ publicité, management consulting, actuellement gérant de société.
Langues : allemand, français, anglais.
Compétences : marketing/management ■ international (stratégique et
opérationnel), réalisation, ■ formation de cadres et marketing/management, gérance
d'une société en France.
Cherchez position en France.
Envoyer sous ■ n° 111 ■ Monde Pub., 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

TRANSLUCITE/INTERPRETE
Allemand/anglais/français
membre S.F.T.
Agence spécialisée pour le
Téléphone : 023-02-98.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans
Diplôme transport
fonctionnaire/ingénieur
ch. poste prof. commercial, mais
s'adresser toutes propositions.
Sur. s/n° 7023121 M. R.-Presse,
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

1^{er} arrdt
PALAI ROYAL
Restaurateur, 20 ans, 4 P. aménagées.
Charmes. - Tél. : 261-27-48.

2^e arrdt
OPERA - MONSIGNY
2 et 3 P. aménagées dans
bel immeuble restauré. Cuis.
Sofa. - Tél. : 261-27-48.

3^e arrdt
MAISON TERRASSE
Charmes. - Tél. : 261-27-48.

4^e arrdt
S/piazza BEAUBOURG
face Centre Pompidou.
Immeuble rénové, très
douille living, 3 ch., 2 salles de
bain, cuisine café.
180 m² + parking. Imm. récente
classée.

5^e arrdt
OFIBA
Tél. 296-53-07/53-19.

6^e arrdt
BEAUX-ARTS
Très beaux appartements
3/5 P. duplex, cuisine, sofa.
Vue sur jardin. 261-27-48.

7^e arrdt
38, r. VANEAU
Du STUDIO au 4 P. GARAGES.
Sur place. 11418 R. 560-21-25.

8^e arrdt
MONCEAU
180 m².
Parquet, serv. Bel imm. poss.
2 ch. 2 b. 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
14-18 R. 57, bd. de la Chapelle.

9^e arrdt
RUE DE DOUAI
en rénovation.
bel imm. pierre de calcaire, 3 P.
aménagées, très grand confort.
au rez-de-chaussée, 3 ch., 2 b.,
cuisine, salle de bain, 2 s. 2 c.
Tél. : 15 (21) 84-13-31.

10^e arrdt
BOUTES-CHAUM
Très bel
imm. grand, 4 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
Tél. : 59 58-75-81, après 19 h.

11^e arrdt
De part, 100 m² 3 pièces
avec balcon plein sud,
sur escalier moderne, parking
double. P. 580.000 F.
Tél. : 527-40-18.

12^e arrdt
BASTILLE
2 pièces
2 chambres, 2 salles de bain,
cuisine, salle de bain, 2 s. 2 c.
Tél. : 527-40-18.

13^e arrdt
12, rue REGNAULT
4 pièces, 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
P. 155.000 F. Tél. : 527-40-18.

14^e arrdt
MONTMARTRE
Dans rénovation de grand
appartement de 10 pièces. Je vends
un duplex de 5 pièces tout équipé
(cuisine, chambre, bureau, s.
c., bain, salle de bain, 2 s. 2 c.).
LI. PPTARE au 565-55-72.

15^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

16^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

17^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

18^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

19^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

20^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

21^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

22^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

23^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

24^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

25^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

26^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

27^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

28^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

29^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

30^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

31^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

32^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

33^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

34^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

35^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

36^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

37^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

38^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

39^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

40^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

41^e arrdt
MONTMARTRE
180 m².
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
Gardienné par 24 h. Tél. : 527-40-18.

18^e arrdt
ATELIER DUPLEX
Au pied de la Tour Eiffel.
Séjour avec poêle, 2 ch.,
2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
P. 550.000 F. - Tél. : 527-40-18.

20^e arrdt
JOURDAIN
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
P. 550.000 F. - Tél. : 527-40-18.

22^e arrdt
HAUTE-SEINE
2 ch., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
P. 550.000 F. - Tél. : 527-40-18.

24^e arrdt
ISSY-LES-MOULINEAUX
Séjour, parking, terrasse.
Téléphone : 286-55-50.

26^e arrdt
NEUILLY - BINEAU
Modernes 3 P., 2 b., 2 s. 2 c. 2 s. 2 c.
P. 550.000 F. - Tél. : 527-40-18.

28^e arrdt
NEUILLY
Très beau studio.
NEUILLY imm. récent. Cuis.
 indép., 11 ch. cuisine, salle.
Tél. : 15 (21) 84-13-31.

30^e arrdt
VAL-DE-MARNE
Villes de la Seine.
petite résidence
neuve, total, verdure, 90 m².
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
Téléphone : 286-55-50.

32^e arrdt
RUNGIS
Villes de la Seine.
petite résidence
neuve, total, verdure, 90 m².
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
Téléphone : 286-55-50.

34^e arrdt
ALPES DE HAUTE-PROVENCE
Station de ski.
appartement exceptionnel.
1 ch., 2 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

36^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

38^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

40^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

42^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

44^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

46^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

48^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

50^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

52^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

54^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

56^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

58^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4 ch., W.C., S. de bain.
cuis. électr., 2 ch., 2 b., 2 s. 2 c.
superf. 70 m². P. 400.000 F.

60^e arrdt
UN appartement comprenant
1 ch., 4

MARCHÉ COMMUN

La tension entre Tokyo et l'Europe

(Suite de la première page.)
La mise en garde étant ainsi formulée, comment éviter que les tensions actuelles ne dégénèrent en réactions protectionnistes ? C'est un message en cinq points que les auteurs du rapport suggèrent de délivrer, par le truchement de M. Okita, au gouvernement de Tokyo.
Premièrement, le Japon doit modérer ses exportations vers la C.E.E. surtout dans les secteurs où il a connu des récentes années de surproduction : les automobiles, les machines-outils, mais aussi les produits chimiques. Cette modération, qu'il convient d'appliquer à l'ensemble de la C.E.E. et non pas seulement à la France, doit être temporaire, devant disparaître au-delà de la fin de l'année.
Deuxièmement, le Japon doit ouvrir son marché aux produits manufacturés européens. A l'industrie et au gouvernement nippons de trouver ensemble les moyens de faire des progrès en la matière.
Troisièmement, le Japon doit se garder de toute différence de traitement en faveur des Etats-Unis.
Les autorités de Tokyo doivent en quatrième lieu faciliter et encourager les investissements

Les Neuf devraient parvenir à un accord jeudi sur le contingentement de l'acier

De notre correspondant
Bruxelles (Communautés européennes). — Les Allemands n'étant toujours pas totalement convaincus, le conseil des ministres des Neuf, réuni samedi 25 octobre à Luxembourg, n'a pas encore été en mesure de donner le feu vert à la Commission pour qu'elle déclenche l'état de « non-manifeste » prévu à l'article 58 du traité. La C.E.C.A. applique un contingentement obligatoire de la production d'acier. Une nouvelle réunion se tiendra le 31 octobre. Compte tenu de l'indéniable rapprochement des positions auquel il est parvenu samedi, les observateurs se montrent plutôt optimistes quant aux chances de parvenir à une conclusion positive jeudi.
M. Lambedori, le ministre fédéral de l'économie, a déclaré qu'un accord de limitation de la production fondé sur le volontariat n'était plus possible et qu'il fallait s'en remettre à la puissance publique, en l'occurrence à la Commission. Il a donc lancé un changement appréciable puisque l'Allemagne ne s'oppose plus à l'usage de l'article 58 du traité mais en discutant les modalités. M. Lambedori proposa que le conseil débattre de quatre amendements à apporter selon lui, au projet de la Commission :
— la durée du plan anti-crise serait limitée au 31 mars 1981, au lieu du 30 juin, date préconisée par Bruxelles ;
— les produits qui n'étaient pas couverts dans l'accord volontaire d'auto-limitation de la production soumis par Eurofer seraient exclus du dispositif de contingentement autoritaire. Cela aurait pour résultat que le plan anti-crise couvrirait environ 60 % de la production sidérurgique de la C.E.E. au lieu de 90 % selon le projet de la Commission ;
— le conseil devrait s'occuper de réinstaurer le prix minimum de restriction à l'importation de provenance des pays tiers durant les huit mois d'application du plan anti-crise ;
— les ministres et la Commission devraient attentivement veiller à ce que l'exécution des programmes de reconstruction de la sidérurgie ne soit accélérée dans les Etats membres où du retard a été pris et à ce que la code de subvention approuvé par les Neuf soit strictement appliqué.
Les deux derniers points furent réglés sans difficulté. En revanche, les huit ministres, avec la Commission, qui reconstruit le plan anti-crise, ont dû s'occuper de la durée du plan anti-crise. M. Lambedori a insisté sur le problème du champ d'application du contingentement obligatoire. Les huit firent valoir à M. Lambedori que l'échec du plan volontaire d'Eurofer s'expliquait

ETRANGER

En Israël Les salariés commencent à mal supporter la très forte inflation

De notre correspondant
Jérusalem. — Pour mesurer l'inflation en Israël, il suffit de jeter un œil sur le compteur des taxis ou, plus précisément, sur l'affichette indiquant dans chaque voiture qu'il convient pour régler la course d'ajouter 165 % au montant indiqué par l'appareil. Les hausses sont tellement fréquentes qu'on ne prend plus la peine de modifier les compteurs.
Dans les magasins, les étiquettes s'accroissent sur les emballages, si rapidement que le consommateur finit par perdre la notion de la valeur des produits, ce qui est un facteur supplémentaire d'inflation.
Lors du dernier train de hausses décidées par le gouvernement, le 20 octobre, le prix du pain a augmenté de 40 %, et les tarifs des transports en commun se sont accrus de 35 %, alors qu'ils avaient déjà été réajustés d'autant il y a moins de trois mois. Le taux d'inflation s'élève désormais à 123 % pour les douze derniers mois.
Jusqu'à maintenant, les Israéliens dans leur ensemble, ont relativement bien supporté cette situation, grâce à un extraordinaire système d'indexation des salaires et des principales prestations sociales, notamment par le versement d'une prime dite de « vie chère ». En outre, il existe de multiples facilités de placement pour éviter la dévaluation de l'argent, comme l'acquisition de bons du Trésor indexés sur l'achat de devises étrangères (qui a augmenté de 100 % en un an, soit 1,5 milliard de dollars). Le remplacement de la livre par le shekel ne saurait en tout cas redonner confiance dans une monnaie qui continue de se dévaluer fortement (le Monde du 2 octobre). Au cours des douze derniers mois, elle a perdu 69 % de sa valeur par rapport au dollar.
La magie de l'indexation systématique des revenus, qui a longtemps masqué les effets de l'inflation, semble toutefois avoir atteint ses limites. Il y a maintenant quasiment des retards dans le versement des compensations et celles-ci sont accordées inégalement. Aussi, certaines catégories de salariés commencent à ressentir durement les conséquences de la crise. Un vent de révolte souffle les nouveaux dans les quartiers pauvres de Tel-Aviv et de Jérusalem, où de rudes manifesta-

CONJONCTURE

LE COUT DE LA VIE A AUGMENTÉ DE 0,9 % EN SEPTEMBRE

Le coût de la vie au mois de septembre : + 0,9 %, par rapport à août, qui avait lui-même enregistré une augmentation de 1 %. En un an — par rapport au mois de septembre 1979 — l'indice de l'I.N.S.E.E. s'est accru de 12,8 %, inscrivant le 321 (base 100 en 1970).
Les prix des produits alimentaires ont connu le plus fort hausse (+ 1 %), suivis par ceux des boissons (+ 0,8 %).
Depuis les statistiques du mois de juillet (+ 1,5 %) et d'août (+ 1 %), les pouvoirs publics affirment que la progression de l'inflation est en train de ralentir. Ils attendent que la déflation attendue pour le mois de septembre — au cours duquel on n'a enregistré aucune hausse — soit suivie par une déflation de produits pétroliers — preuve que les prix tendent pour le moins à baisser.

PHILIPPE LEMAITRE

Le conseil d'administration de la C.E.E. a adopté le 25 octobre à Luxembourg, le projet de plan anti-crise pour 1981. Ce plan, qui vise à réduire la production d'acier de 10 % dans les Etats membres, est le résultat de longues négociations entre les gouvernements des Neuf et la Commission. Le plan prévoit une réduction de la production d'acier de 10 % dans les Etats membres, à partir du 1er janvier 1981. La Commission a également adopté un projet de plan anti-crise pour 1981, qui vise à réduire la production d'acier de 10 % dans les Etats membres, à partir du 1er janvier 1981.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

Le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) est satisfait des mesures prises en faveur de l'installation des jeunes. Ces mesures, décidées par le gouvernement le 23 octobre (le Monde du 25 octobre), et qui entraînent une amélioration effective des aides à l'installation. Le C.N.J.A. souhaite que cette politique soit poursuivie et complétée (...) en particulier pour alléger le poids du foncier dans les régions difficiles.
Les viandes et abats provenant d'animaux de boucherie ayant reçu des antibiotiques interdits sont toujours interdits à la vente, indique un arrêté du ministère de l'Agriculture publié au Journal officiel du 24 octobre. Cette mesure vise à protéger la santé des consommateurs et à garantir la qualité des produits.
Le 9 octobre en signant la « charte du veau », a ne pas nuire d'antagonisme.

Social

Eurocible réclame 500 000 F à la C.G.T. — A la suite de grèves pour des augmentations de salaires dans sa filiale vosgienne de Plainfaing, la société Eurocible — une fabrique de cordons téléphoniques qui a son siège à Ivry-la-Bastille (Eure) — réclame devant le tribunal de Saint-Dié 500 000 francs de dommages-intérêts à l'union départementale C.G.T. des Vosges. Elle lui reproche le non-respect d'un accord C.G.T.-O.G.C. qui prévoyait, le 24 juillet, des hausses de salaires modérées. La C.G.T. invoque l'amélioration de la situation de l'entreprise. — (Cov.)

Travailleurs immigrés

Colloque sur l'identité culturelle des immigrés. — Au terme d'un colloque, les samedi 25 et dimanche 26 octobre à Dijon, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (F.A.S.T.I.) affirme qu'il ne peut y avoir reconnaissance des droits aux langues et cultures d'origine et dans le même temps, les immigrés ne volontairement maintenus dans des situations précaires et répressives, face au racisme et à la politique du retour.

Déclaration d'impôts: le bon sens avisé.



Avec Unifrance, Scav créée dans le cadre de la loi de juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne, vous pouvez déduire de votre revenu imposable le montant de votre investissement jusqu'à 5000 F (*)
Avec Sora Epargne, contrat d'assurance-vie de la société Soravia (*), vous pouvez également déduire votre prime jusqu'à 3250 F (*) à condition de ne pas faire de retraits avant 10 ans. Au total, ce sont donc 8250 F (*) qui viendront en déduction de votre déclaration d'impôt.
Renseignez-vous dans tous les bureaux du Crédit Agricole.
(*) Majorés en fonction du nombre de vos enfants à charge.
(*) S.A. au capital de 30 000 000 F entièrement versé. Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège Social : 8-10, rue d'Alsace, 75008 Paris Cedex 08. N° Siret : 722.006.079.00013.

Crédit Agricole, le bon sens près de chez vous.
CREDIT AGRICOLE

En R.F.A.

LES CINQ INSTITUTS PRIVÉS DE CONJONCTURE PRÉVOIENT UNE « CROISSANCE ZÉRO » POUR 1981

Bonn (A.F.P.). — Sept instituts ont enregistré une croissance réelle de 2 % cette année, la R.F.A. connaît une stagnation de sa production en 1980, estiment les cinq grands instituts privés de conjoncture dans leur rapport d'automne publié le 27 octobre. En outre, l'inflation s'accroît à peine — 4,5 % en 1979 à 4 % en 1981, — tandis que la population augmenterait d'un point en un an, passant de 60 à 61 millions. Malgré la dégradation du produit de l'emploi, le mouvement des prix reste en volume, comme cette année, de 1,5 %. En revanche, l'investissement dans le domaine des biens d'équipement représenterait d'un demi-point un volume l'an prochain, après avoir encore progressé de 4 % cette année. Selon les cinq agences, dont les analyses sont suivies de très près dans les milieux politiques et économiques ouest-allemands, la balance des paiements courants verrait son déficit s'accroître en 1981 de 25 à 30 milliards de marks contre 20 en 1980.

La parité de la livre turque a été réajustée le 26 octobre, en hausse ou en baisse par rapport à plusieurs monnaies étrangères en raison des dernières modifications enregistrées sur les marchés financiers. Elle perd ainsi 2,53 % de sa valeur par rapport au dollar et 4,10 % par rapport à la livre sterling. Dans le même temps, elle est réévaluée (0,32 %) par rapport au mark et au franc (0,45 %). Désormais 1 dollar vaut 84,80 livres turques (au lieu de 82,70) 1 livre sterling 206,50 (198,56) 1 mark 11,11 (11,00) 1 franc 19,87 (19,76) Il s'agit du treizième réajustement depuis le début de 1971. — (A.F.P., Reuters.)
Un consortium de banques ouest-allemandes prépare un crédit de 1,4 milliard de marks pour l'Yugoslavie, a annoncé le 23 octobre la Deutsche Bank. Trente-cinq banques participent à l'opération. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'a pris de décision quant à la garantie du crédit. — (A.F.P.)

JOURNÉES D'ETUDE
HEC - ISA - CFC

Stratégie de l'Entreprise et Cours Boursier
les 26 et 27 Novembre 1980

- Comment l'entreprise peut-elle agir sur son cours boursier ?
- Quelles sont les limites de l'action de l'entreprise sur le marché financier ?
- Comment l'entreprise peut-elle utiliser le marché financier pour mener sa politique ?

Animées par :
D. PENE - HEC de Finance au CFC • J.G. DEWAELE - HEC de Finance au CFC • B. JACQUILLAT - HEC de Finance au CFC • H. JOUSSET - Administrateur de CESA et HEC de Finance • R. THOREAU - Professeur à la S.A.F.E. • D. TUNNEY - Vice-Président du Consulting Group.

Pour obtenir la brochure ou demander des renseignements
Tél. ou au Centre de Formation Continue du CFC
1, rue de la Liberté • JOUY-EN-JOSAS
Tél. 01 69 60 60 60 • 9380

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Il ne vous reste que 4 jours pour vous abonner au MONDE DE L'ÉDUCATION à l'ancien tarif.

Le Monde de l'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et je joins la somme de 70 F (étranger 94 F).

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE 4-10-80

Envoyez règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.

AFFAIRES

A Rungis

Assainir les comptes pour pouvoir investir

Premier marché de gros français, Rungis est de plein fouet tous les aléas de la production et de la commercialisation des produits alimentaires. La pérennité des pécheurs français en août, la chute de la production de viande maintenant ont mis à dure épreuve les grossistes. Cependant, les tonnages qui transitent par le Marché d'intérêt national de Rungis recommencent à augmenter et le compte d'exploitation de Semmaris, la société d'économie mixte qui le gère, devrait, pour la première fois de son existence, être équilibré. M. Emile Arrighi de Casanova, le président directeur général de celle-ci, en dressant les bilans de l'activité de Rungis, a pu, au cours d'une conférence de presse, se montrer optimiste.

Premier motif de satisfaction : la libération des prix du gros au début de l'été n'a pas entraîné de dérapage des cours à Rungis. Autre raison pour lui de se réjouir : Rungis a su jouer son rôle dans l'adaptation du marché à la consommation. Les importations passant de 11 % à 50 % du tonnage commercialisé, le poisson n'a pas manqué et le prix des espèces les plus demandées n'a jamais augmenté de plus de 30 %. Surtout un système d'information des consommateurs a pu être mis en place avec leurs associations et les commerçants, grossistes ou détaillants, une procédure que M. Arrighi de Casanova souhaite généraliser et développer.

En revanche, l'action des consommateurs sur le marché de Rungis par où transitent normalement 15 % du tonnage commercialisé en France. Les quantités vendues quotidiennement ont baissé de plus de 45 % et les cours de plus de 19 % alors que toutes les viandes passent par Rungis.

Le principal motif du président de la Semmaris est l'assainissement financier de sa société, auquel il s'est engagé lorsqu'il en a pris la présidence en 1977. Si le budget de 1979 comportait encore un déficit de 7 millions de francs, celui de 1980 devrait être équilibré à 188 millions. Pour ce faire, une « exceptionnelle » de 11 millions vient d'être demandée non seulement aux grossistes (ils assurent par leur redevance 67 % des recettes de la Semmaris), mais aussi aux divers détaillants qui fonctionnent à Rungis, banques, restaurants, etc. M. Arrighi de Casanova a pu demander à l'Etat d'aider la Semmaris, par exemple en réduisant les intérêts des emprunts qu'il lui a consentis pour effectuer les investissements indispensables après la mise en fonctionnement pour entretenir et équiper les équipements. Il faut, par exemple, construire, en liaison avec les communes riveraines, une usine d'incinération pour éviter que les 60 000 tonnes d'ordures ménagères soient transportées dans des décharges lointaines.

Il faut aussi moderniser les pavillons de la viande pour « la chaîne du froid » ne soit plus rompue (le marché de 19 juillet 1980). Cela est, en effet, contraire aux normes de la C.E.E. et interdit l'exportation de viande au départ de Rungis. La décision de principe a été prise. Reste à régler les problèmes techniques et à trouver quelque 11 millions de francs.

Rungis pourrait alors devenir un centre d'exportation pour les produits de l'élevage. Il l'est pour ceux de la mer : il exporte 15 % des tonnages de poissons qu'il reçoit. C'est ainsi le marché parisien qui fournit la France.

THIERRY BRÉNIER.

A Fougères

Une entreprise fantôme laisse 4 millions de dettes

De notre correspondant :

Remmes. — C'est en sauveur que deux hommes d'affaires canadiens, M. René Lord, associé, M. René Lord, associé, ont été accueillis, voilà un peu plus d'un an, à Fougères. Dans cette ville d'Ille-et-Vilaine, ils ont frappé quatre ans plus tôt, par la crise de la chaux, M. Beaudet, maire de Fougères, M. Coimbat, aujourd'hui ministre du Commerce extérieur, et obtenu l'appui de la municipalité qui, à l'unanimité moins une voix (Mme Dulon, maire municipale adjointe), avait décidé le 15 octobre 1976, d'injecter une caution pour 2,1 millions de francs sur les investissements de Gant International. Cette délibération avait été refusée par le préfet d'Ille-et-Vilaine, qui avait, à l'époque, par conséquent, refusé M. Lord.

Commentant, au début de l'année, son projet, M. Beaudet déclarait : « Il n'y a pas de doute que dans deux ans, l'usine, et les autres, seront en marche que le SMIC ».

Aujourd'hui, à Fougères, chacun s'interroge sur la disparition soudaine de ce créateur d'emplois et sur la confiance que lui ont accordée les élus de la municipalité. Plus d'un an, malgré une activité d'activité industrielle et commerciale, M. Lord a disparu sans laisser de traces. La procédure judiciaire est en cours, mais le règlement judiciaire a été déclaré. M. Lord a été déclaré en faillite.

Les dettes laissées à Fougères par l'entreprise fantôme sont estimées, par le procureur de la République, à 4 millions de francs, dont 1 450 000 francs de factures d'entrepreneurs de la région, 800 000 francs d'avances bancaires, et, qui apparaît plus surprenant, sur la mesure où la société n'a jamais eu d'activité industrielle, une subvention de 2,1 millions de francs.

CHRISTIAN TUAL.

La Société suisse d'industrie horlogère connaîtrait des difficultés financières

Que se passe-t-il à la S.S.I.E. (Société suisse d'industrie horlogère), deuxième groupe horloger de la Confédération helvétique et cinquième à l'échelon mondial avec 1,7 milliard de francs français de chiffre d'affaires en 1979 ? Les montres produites par an ?

Des nouvelles alarmantes circulent à son sujet depuis plusieurs semaines. Mais il s'agit d'une affaire d'entreprise, et non d'un scandale. Qu'en est-il exactement ? Pour répondre à tout, nous avons interrogé les dirigeants de la firme de La Chaux-de-Fonds, qui ont communiqué en indiquant que le chiffre d'affaires du premier semestre 1980 pour les premiers mois de l'année. Pour expliquer le recul des ventes, ils invoquent des raisons politiques et économiques. Ils soulignent la pression importante exercée sur les prix par l'évolution du franc suisse par rapport au franc français, la situation, ajoute la communication, a rendu les dirigeants de la S.S.I.E. très inquiets. Ils ont constaté une stagnation des ventes, inférieures aux prévisions.

N'est-ce pas cela ? En fait, derrière ce communiqué, rassurant du moins, se cache une réalité bien autre chose.

D'après les informations recueillies dans des milieux industriels suisses dignes de foi, la S.S.I.E. ne dirait pas tout, en particulier, que ses comptes arrêtés au 31 juillet dernier se soldaient par un assez lourd déficit chiffré à 42 millions de francs suisses (110 millions de francs français), quelle s'apprêterait à lever une centaine de millions de francs suisses pour s'en sortir.

Qu'en dit M. Ulrich Doenz, le directeur général de la S.S.I.E. ? Les informations sur cette liquidation de personnel au haut rang se vérifient, ce n'est déjà pas pour rien que cela va assez mal à la S.S.I.E. Le groupe a été très touché par la diversification de ses activités (tableaux d'affichage, robots industriels, chronométrage) et par la concurrence des montres économiques.

La S.S.I.E. ne note pas de baisse (plusieurs millions de francs), d'autant que les sommes dépensées ne pourront être récupérées par une majoration de produits déjà réduits. A moins que la S.S.I.E. n'admette la preuve qu'elle ne fait pas de difficultés. La loi suisse l'y oblige.

La S.S.I.E. utilise-t-elle des capitaux échappatoires ou préfère-t-elle resserrer les cordons un peu partout pour essayer de faire face. Ses dirigeants se sont, semble-t-il, ralliés à la solution la plus sage, mais ils ne laissent pas apparaître le communisme, lequel ces derniers précisent que « diverses mesures de rationalisation ont été arrêtées et que la décision a été prise de combiner les efforts sur le développement des deux marques de base de la S.S.I.E. : Omega et Tissot ». La S.S.I.E. ne désormaie la distribution. Surtout, beaucoup ne doutent.

ANDRÉ DESSOT.

LOGEMENT

Les journées d'étude de la CNAB

LES SYNDICATS DE COPROPRÉTÉ S'INQUIÈNT DE LA RÉPARTITION DES CHARGES DE CHAUFFAGE

La Confédération nationale des administrateurs de biens, syndicat de copropriété (CNAB), a tenu récemment à Paris ses journées d'étude aux problèmes juridiques et techniques qui se posent aux professionnels. Les participants ont en particulier souligné les difficultés que présente l'installation obligatoire à partir de 1985 des compteurs ou de répartiteurs de calories dans les immeubles à chauffage collectif. La répartition des charges de chauffage dans les immeubles anciens en copropriété est d'ailleurs plus complexe que l'amélioration des chauffages n'aura sans doute pas encore été partiellement réalisée et que le décret du 11 décembre 1979 ne prévoit aucune base de répartition pour ces dépenses.

Les adhérents de la CNAB se sont par ailleurs inquiétés des retards que prend le projet de loi de réforme de la copropriété, qui n'a pas encore vu le jour.

Elles nous rendent les petites machines.

Au service des industries du transport il y a l'industrie chimique qui crée des matières nouvelles : c'est comme cela que se fait le progrès. Oui, chaque industrie doit quelque chose à l'industrie chimique.

UNION DES INDUSTRIES CHIMIQUES
64, avenue Marceau 75008 Paris

Ce qui progressent le plus vite encore dans les transports de transport : la sécurité, le confort, le silence. Et surtout l'économie d'énergie grâce au développement des matières plastiques (PVC, polyuréthane, ABS, polyamide, polypropylène, polyester, polyéthylène...).

Si un pneu roule maintenant 60.000 km et plus, c'est grâce à l'industrie chimique. Si les pare-chocs rouillent plus, si les ressorts des voitures durent plus longtemps, c'est encore grâce à l'industrie chimique.

Sièges, pare-chocs, carrosseries ou habitacles, tableaux de bord, l'industrie chimique intervient à tous les stades de la construction des moyens de transport.

LE PROGRES PASSE PAR L'INDUSTRIE CHIMIQUE.

30 QUESTIONS - 50 REPONSES

LA CONCURRENCE ET LES MARCHES

Fredéric Jenny
André-Paul Weber
96 pages.

ENTREPRISE MODERNE EDITION

Les Vies As

Innovation

LA FRANCE DEVIENDRAIT DE PRODUCTION DE P...

Le MARCHÉ INTER...

TAUX DES E...

مكرام التصيل

AFFAIRES

Les V^{es} Assises du patronat

Temps fort de la campagne du C.N.P.F. en faveur de l'innovation, les assises qui viennent de se tenir à Strasbourg n'ont pas été, cependant, qu'une étape. Dans un premier temps, il s'agissait de sensibiliser les chefs d'entreprise à ce problème, puis de poser le postulat selon lequel l'économie française ne saurait survivre sans innovations. Enfin de montrer au pays, à travers ces assises et la mobilisation des moyens d'information, que le patronat était, quant à lui, disposé à bouger, à innover... à condition que les autres fassent aussi un effort!

Innovation et consensus

En insistant à de multiples reprises sur le fait qu'il ne saurait y avoir d'innovation dans une société conservatrice, en appelant de leurs vœux un « grand dessein » pour la France, en « entreprenant la société », les chefs d'entreprise ont déjà amorcé la seconde étape de leur campagne. Elle vise, à partir de l'innovation, à obtenir un certain nombre de réformes.

Pas question d'un catalogue revendicatif. Délibérément, le C.N.P.F. a placé la barre plus haut : au niveau de quelques principes qui devraient servir de fondement à la société française au cours des prochaines années. Des travaux des assises, du discours de clôture de M. Ceyrac, cinq thèmes « cibles » sont-ils tentés de dire — se profilent, autour desquels la stratégie du C.N.P.F. va vraisemblablement s'articuler au cours des prochains mois.

Une meilleure formation des hommes. Pour ne pas être nouveau, ce thème n'en est pas moins considéré comme essentiel par le C.N.P.F. « Le monde du travail et celui de l'école ne doivent plus s'ignorer », il faut que s'instaure « l'éducation concertée et la formation en alternance ». La première revient à faire participer les entreprises à l'éducation de base. La seconde vise à adapter le personnel au fur et à mesure des évolutions techniques.

Une bonne organisation et un fonctionnement régulier des services publics (transports, énergie, communications), véritable système nerveux de la société industrielle. L'entreprise doit pouvoir compter sur leur fiabilité et leur efficacité.

Une meilleure adaptation des structures administratives, afin de limiter les excès de la bureaucratie.

Le financement de l'innovation. Les entreprises ne peuvent à elles seules mobiliser les fonds nécessaires. Il faut donc accroître les sources de financement de la recherche, notamment « augmenter l'effort public », ce qui « devrait se traduire en priorité par des réductions fiscales consenties aux entreprises qui font de la recherche ».

La recherche d'un consensus social.

Pour être de « vieux dadas » du C.N.P.F., certains de ces thèmes n'en sont pas moins d'actualité. Il en est ainsi du débat sur l'éducation ou de l'appel au « consensus ». Si les critiques du C.N.P.F. ne sont pas toutes, loin de là, dénuées de fondement, elles appellent cependant quelques réflexions.

N'y a-t-il pas une certaine ambiguïté à demander une efficacité, une fiabilité accrues des services publics, tout en prônant la rigueur budgétaire à leur égard... et en cherchant à bénéficier de tarifs plus que préférentiels?

L'administration, d'autre part, n'a pas l'appanage de la bureaucratie. Nombre d'entreprises pourraient en remonter à bien des ministères en matière d'excès bureaucratiques. Combien d'idées, de talents n'ont-ils pas été étouffés par les « structures » qui se mettent peu à peu en place au fur et à mesure que l'entreprise vieillit?

Dans tous les pays, une part non négligeable de la recherche est financée sur fonds publics. En France, l'effort de l'Etat sera cette année de 31 milliards de francs alors que l'effort total du secteur industriel (y compris celui des entreprises publiques) est estimé entre 20 et 25 milliards de francs. La puissance publique peut certes faire mieux. Encore faudrait-il que la nation et ses représentants aient un droit de contrôle réel sur l'utilisation des fonds publics. Que l'on sache qui reçoit quoi et pour quoi faire!

Reste enfin le souhait du consensus, par exemple, à l'allemande. On oublie que les chefs d'entreprise d'outre-Rhin ont su accepter, sinon le partage du pouvoir du moins une participation qui va au-delà de la distribution de 8 % du capital des entreprises. Quelles innovations le patronat est-il prêt à réaliser dans ce domaine?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Pernod-Ricard et Meira ont pris une participation dans le capital de Soginove, une société créée en 1973 à l'initiative de la Société générale, afin de promouvoir l'innovation.

SOCIAL

Les élections professionnelles

NET RECU DE LA C.F.D.T.

A USINOR-DUNKERQUE

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Les élections professionnelles dans la sidérurgie dunkerquoise ont donné des résultats très différents suivant les usines. A Creusot-Loire (usine des Dunes), pour le renouvellement des délégués du personnel, la C.F.D.T. avec 1.146 voix dans le premier collège (+ 154 voix) a poursuivi sa progression en creusant l'écart sur la C.G.T. totalisant 619 voix (— 49).

A Usinor-Mardyck, la C.F.D.T. progresse et prend 1 siège à la C.G.T. en reculant. Le C.G.T. perd, de ce fait, la majorité et ne conservant que 3 sièges sur 7. En revanche, à Usinor-Dunkerque, la C.G.T. maintient ses positions au premier collège tandis que la C.F.D.T. accuse une très nette régression dont bénéficie essentiellement la force ouvrière, qui amène de 60 % son score de 1978 et de 65 % désormais la C.F.D.T.

La chute de la C.F.D.T. peut s'expliquer par le fait qu'elle avait surgi en 1979, entre la section d'Usinor et la direction de la C.F.D.T. La section avait été dissoute par la fédération de la métallurgie (C.F.P.T.), qui avait invoqué des malversations dans les comptes.

Voici les résultats des élections du C.S. à Usinor-Dunkerque comparés à ceux de 1978. Premier collège : inscrits, 7.903 (moins 305); votants, 5.581 (moins 121); exprimés, 5.394 (moins 243). Ont obtenu : C.F.D.T., 1.172 voix (soit 22,1 % au lieu de 24,3 % en 1978); C.G.T., 3.229 voix (soit 59,22 % au lieu de 53,66 %); F.O., 1.197 voix (soit 22,56 % au lieu de 12,54 %).

Assurance-maladie : croissance accrue des dépenses en septembre. — Selon les statistiques mensuelles de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, les dépenses ont augmenté au rythme annuel de 15,9 % au lieu de 14,1 % en août. L'augmentation est de 16,5 % pour les soins de santé dont + 10,3 % pour les honoraires, + 19,5 % pour les frais de séjour hospitalier, + 6,8 % pour les indemnités journalières.

L'ÉPARGNE RÉSIDENCE SECONDAIRE

18 mois
c'est le temps minimum d'épargne

9,5 %

c'est le taux de votre prêt principal résidence secondaire

90 %

c'est la part de crédit dont vous pouvez disposer

avec un prêt complémentaire

acquisition, construction, travaux



banque de la hénin
COGEFIMO

DIRECTION COMMERCIALE 16, rue de la Ville Évoquée 75008 PARIS Tél. (1) 261.35.15

NOM

ADRESSE

TÉL

doit recevoir une documentation
sur l'épargne résidence
secondaire

RUBIS & OR

VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES
QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.
9, BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266.55.18.

JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER

ÉNERGIE

LA FRANCE DEVRAIT BÉNÉFICIER DU SURCROÏT DE PRODUCTION DE PÉTROLE DES PAYS DU GOLFE

Les ministres du pétrole des quatre principaux pays producteurs de brut du Golfe, à l'exception de l'Irak et de l'Iran, ont réuni à Londres pour élaborer un plan de répartition de leur surcroît de production.

L'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis et Qatar s'étaient déjà concertés, le 10 octobre, dans la ville saoudienne de Taïf pour prendre les mesures nécessaires afin de réduire l'effet des arrêts de production de l'Irak et de l'Iran, notamment pour les pays en développement.

Selon la revue — toujours bien informée — Middle East Economic Survey, les détails de la répartition devraient être mis au point dans le courant de cette semaine. Une liste des pays les plus touchés a été dressée, qui comprendrait le Japon, la France, le Brésil, la Grèce, l'Inde, le Maroc, la Turquie et la Yougoslavie.

L'Irak et l'Iran produisent de l'ordre de 4 millions de barils par jour (200 millions de tonnes par an) à la veille du conflit. Dans la mesure où l'augmentation de production des quatre autres pays du Golfe ne représente que 1,5 million de barils par jour, l'allocation de ces quantités supplémentaires pose quelques problèmes.

En ce qui concerne l'Arabie Saoudite, affirme M. ZIES, ce pétrole passera par les quatre compagnies membres de l'ARAMCO (Esso, Texaco, Shell et Mobil) sous le strict contrôle du gouvernement saoudien sur la destination que sur les prix.

Mélange de brut léger, moyen et lourd, le pétrole saoudien sera facturé sur la base d'un prix de référence de 32 dollars (soit 2 dollars de plus que le prix officiel actuellement demandé par Ryad).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,3245 4,3275	- 125 - 109	- 135 - 175	- 459 - 490
£ can.	3,7810 3,7845	- 45 - 45	- 165 - 165	- 165 - 115
Yen (100)	2,8230 2,8255	+ 15 + 40	+ 50 + 55	+ 250 + 296
DM	2,3810 2,3830	+ 40 + 40	+ 50 + 110	+ 350 + 380
Florin	2,1275 2,1300	+ 30 + 30	+ 65 + 85	+ 230 + 270
F.S. (100)	14,3850 14,3885	- 120 - 30	- 180 - 180	- 180 - 180
F.S.	2,5640 2,5675	+ 140 + 140	+ 170 + 295	+ 785 + 830
L. (1 000)	6,8550 6,8575	- 325 - 305	- 785 - 630	- 2325 - 2130
S.	16,5250 16,5315	- 325 - 400	- 950 - 830	- 3755 - 3540

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8
DM	13 3/8	13 1/2	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4
\$ E.-U.	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
Florin	11 1/4	11 1/8	11 1/4	11 1/8	11 1/4	11 1/8	11 1/4
F.S. (100)	17 1/2	17 1/4	17 1/2	17 1/4	17 1/2	17 1/4	17 1/2
F.S.	22 1/2	22 1/4	22 1/2	22 1/4	22 1/2	22 1/4	22 1/2
L. (1 000)	33 1/2	33 1/4	33 1/2	33 1/4	33 1/2	33 1/4	33 1/2
S.	44 1/2	44 1/4	44 1/2	44 1/4	44 1/2	44 1/4	44 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

SPECIAL
DÉCISIONNAIRES :
DIRECTIONS DU PERSONNEL,
DIRECTIONS FINANCIÈRES, ETC.
COMMERCIALES, MARKETING... ETC.

Apprenez '25 mots pour commander tout seul à nos ordinateurs.

Dans leurs rapports avec l'ordinateur, de nombreux responsables (directions du personnel, directions financières, directions commerciales, directions marketing, etc.) se heurtent à une irritante barrière de langage. Cette barrière, IBM Service Bureau vient de la renverser avec une innovation (Application System, A.S. pour plus de simplicité) qui permet de commander à l'ordinateur au moyen d'un nombre très réduit de mots-clés. Désormais, les cadres des entreprises qui souhaitent une réponse immédiate à leurs questions vont pouvoir se tirer d'affaire tout seuls. Avec, sur leur bureau, un terminal connecté aux ordinateurs du Service Bureau IBM. Démonstrations tous les mercredis au Service Bureau. Pour prendre rendez-vous, appelez SVP 787.33.33 ou le numéro de votre agence régionale.

IBM

Service Bureau

DÉMONSTRATIONS
TOUS LES MERCREDIS
AU SERVICE BUREAU
POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS,
APPELEZ (1) SVP 787.33.33.

OU BIEN :

BORDEAUX : (56) 08. 84. 85.
LILLE : (20) 06. 92. 54.
LYON : (7) 833. 81. 70.
MARSEILLE : (91) 76. 50. 60.
NANCY : (8) 396. 50. 22.
NANTES : (40) 47. 39. 00.

Service Bureau IBM. L'information instantanée.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

27 OCTOBRE

Liquidation gagnante

Après une séance de réajustement technique, le marché s'est stabilisé lundi. Après avoir enregistré une légère baisse à l'ouverture, l'indice de tendance a terminé en faible hausse (+ 0,04 %). Sur l'ensemble du terme d'octobre, la liquidation est gagnante (+ 0,80 %).

En cette fin de mois boursier, les investisseurs se montrent très prudents. L'horizon international reste incertain. L'issue des élections américaines devient de plus en plus difficile à prévoir. Au plan intérieur, la multiplication des candidatures dans la majorité risque d'affaiblir la position du président de la République, et certains opérateurs commencent à s'en inquiéter, même si cela ne se traduit pas encore dans leurs interventions sur le marché.

Parmi les hausses les plus sensibles, on note : **Elf** (+ 4,7 %), **Crédit Lyonnais** (+ 4,5 %), **Crédit de France** (+ 3,5 %), **Paris-France** (+ 3,3 %), **SAF** (+ 2,63 %), **Durieux** (+ 2,06 %), **Matra**, après sa chute brutale de la semaine dernière se redresse légèrement (+ 0,22 %). La Caisse nationale d'énergie retrouve un nouveau souffle (+ 2,25 %).

Les cours les plus importants à la baisse sont enregistrés sur **Navigation Marse** (- 3,84 %), **Fransat** (- 2,32 %), **Perrier** (- 2,11 %), **Pricel** (- 2,10 %), **D.M.O.** (- 2,02 %), **Elabor** (- 2 %), **Carrefour** (- 1,56 %). L'engouement pour **Olida** retombe un peu (- 0,35 %).

Les pétroles sont diversement traités. **Elf** gagne 0,55 %, **Sogefrap** 1,90 %. **Esso** perd 0,76 %, **C.F.P.** est inchangé.

A Londres, le cours du métal jaune est stable (833,5 dollars contre 833 dollars). A Paris, en revanche, le lingot perd 1 000 à 840,90 F. Quant au naphtalène, il gagne 3 F à 799,90 F.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ESSO S.A.F. — Cette filiale française du groupe américain, présente pour le premier semestre (+ 150 %) à la fin de septembre le bénéfice imposable après provisions légales (fluctuation des cours). Elle fait d'autre part remarquer que la marge brute disponible des activités « raffinage-distribution » n'est de 2,50 % contre 2,00 % au 30 septembre, après déduction des amortissements, et à peu près égale à celle des autres compagnies pétrolières (après déduction des amortissements d'exploitation dans le raffinage qui est dans le rouge hors effets de la pte de 20 %).

CARREFOUR. — Après le Brésil, le groupe de distribution cherche à s'implanter dans un autre pays d'Amérique du Sud, l'Argentine. **LA BENIN.** — L'exercice 1979-1980 se solda par un bénéfice net de 68,7 millions de francs en hausse de 15,12 %. Le dividende proposé est de 15,50 francs par action. Compte tenu d'actions gratuites émises en 1979, la distribution s'élève à 15,50 francs par action (contre 12,50 francs en 1978).

BANQUE NATIONALE DE PARIS. — La B.N.P. pourrait bientôt procéder à une augmentation de capital contre espèces dont la souscription sera réservée au public. **SICOTEX.** — Au 30 juin 1980, les résultats marquent une progression de 10 %. Ce rythme de progression devrait se maintenir pour l'exercice de l'exercice. Le dividende, quant à lui, devrait se situer entre 2,10 et 2,50 francs (contre 1,25 franc pour 1979).

FRANCAREP. — Actuellement hors-cote, l'activité sera introduite sur le marché officiel de la Bourse de Paris. La société spécialisée dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures devrait enregistrer pour l'exercice 1980 un bénéfice de 25 millions de francs (contre 15,5 millions).

VIVRES-LILLE. — Au 30 juin 1980, le bénéfice s'élève à 5,54 millions de francs (contre 4,2 millions de francs contre 1979). Le dividende s'élève à 2,50 millions de francs (contre 2,5 millions de francs contre 1979).

GALERIES LAFAYETTE. — Au 30 juin 1980, le bénéfice s'élève à 5,54 millions de francs (contre 4,2 millions de francs contre 1979). Le dividende s'élève à 2,50 millions de francs (contre 2,5 millions de francs contre 1979).

CARBON-LOIRE. — Le bénéfice net s'élève à 1,4 million de francs (contre 1,4 million de francs contre 1979).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
27 OCT 1980

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Base 100 = 20 décembre 1972

17 oct. 24 oct.

Indice général	128,5	127,9
Assurances	227,3	224,2
Banq. et sociétés	128,5	127,9
Sociétés financières	122,1	121,4
Sociétés industrielles	128,5	127,9
Agriculture	174	172,3
Aliment.	128,5	127,9
Artisanat, petites et moyennes	128,5	127,9
Chem. et pétrole	128,5	127,9
Commerce de détail	128,5	127,9
Industrie	128,5	127,9
Matériel électrique	128,5	127,9
Matériel électronique	128,5	127,9
Matériel informatique	128,5	127,9
Matériel mécanique	128,5	127,9
Matériel métallurgique	128,5	127,9
Matériel textile	128,5	127,9
Matériel téléphonique	128,5	127,9

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDRES

2. LA « PUB ». « Publicité et entreprises : les associés de l'économie », par Maurice Lévy ; « Le mal d'amour », par Gérard Cornet ; « U.S. go home ! », par Jean-Claude Boulet.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT
LIBAN : formation d'un nouveau gouvernement.
4. ASIE
AFGHANISTAN : l'armée connaît un sérieux problème de recrutement.
5. AMÉRIQUES
6. AFRIQUE
7. DIPLOMATIE
7-8. EUROPE

POLITIQUE

10-11. La préparation de l'élection présidentielle.
12. POINT DE VUE : « Un président audiovisuel », par Laurent Fabius.

SOCIÉTÉ

14-15. Une réunion d'échanges et de projets : les droits de l'homme et les « dictateurs doux ».
16-17. RELIGION : après un mois de travaux, le synode sur la famille a abouti à des conclusions plus pastorales que doctrinales.
18. ÉDUCATION.
DÉFENSE.

SPORTS

20. ATHLÉTISME : le marathon de New-York.
JUDO : la France championne d'Europe par équipes.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. « Dangers des paroles verbales » de la campagne présidentielle », par Michel Clavel.
A Fos-sur-Mer, P.C.U.K. mise sur les comptes pour créer un nouveau climat social.
23. Le tableau de bord de l'économie française.

CULTURE

27. THÉÂTRE : l'Oratorio, par la Schaubühne.
CINÉMA : films afro-américains et négro-africains.

RÉGIONS

42. ILE-DE-FRANCE : les nomades dans le désert de la villa.

ÉCONOMIE

43. C.E.E. : le contingentement autoritaire de la production d'acier.
44-45. AFFAIRES : à Rungis, assainir les comptes pour pouvoir investir.
45. ÉNERGIE : la France devrait bénéficier du surcroît de production de pétrole des pays du Golfe.

ÉQUIPEMENT

46. TRANSPORTS : la plus nouvelle année pour le transport aérien international.

RADIO-TELEVISION (39)

INFORMATIONS
« SERVICES » (30)
Troisième Age : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
Annonces classées (32 à 41) ; Carnet (30-31) ; Programmes spectacles (28-29) ; Bourse (47).

après-vente
Miele
8673360
en région parisienne
Société MDS

LATREILLE
LE VÊTEMENT DE QUALITÉ
A VOS MESURES
COSTUMES ET PARDESSUS
PURE LAINA PEIGNÉE 1375 F
FAÇON ARTISANALE
COUSURE ET NON COLLEE
62, r. St André-des-Arts 6
Parking attenant à nos magasins

A B C D E F G

M. Barre demande au ministre des universités de rétablir les habilitations à délivrer le diplôme de docteur-ingénieur

En recevant les représentants des présidents d'université le 18 septembre, M. Raymond Barre avait demandé à trois présidents, M. Michel Guitton (Paris-XII), M. Jean-Claude Martin (Toulouse-III) et M. Roland Omnes (Paris-Sud), un rapport sur les habilitations des universités à délivrer le diplôme de docteur-ingénieur (D.D.I.). Cette démarche faisait suite aux décisions prises par Mme Alice Saunier-Seïte, ministre des universités, au mois de juillet, de supprimer toutes ces formations de troisième cycle. Dans leur rapport, remis le 2 octobre, les présidents d'université soulignent que soient habilités, pour le doctorat d'ingénieur, les formations qui ont reçu mission de former des docteurs de troisième cycle.

Dans la réponse qu'il vient de leur adresser, M. Barre informe les présidents qu'il a écrit à Mme Saunier-Seïte pour lui demander de « faciliter l'accès des ingénieurs aux formations de troisième cycle ». Le premier ministre recommande

donnée à l'Institut polytechnique ou à l'école d'ingénieurs sans tenir compte de l'importance des laboratoires. Or certaines universités ont un potentiel de recherche supérieur. En tout état de cause, le « double socle » — habilitation conjointe université-grande école — permettait la mise en commun des moyens de recherche, ce que la nouvelle habilitation supprime. C'est, finalement, une perte nette pour la recherche et l'innovation, constatent les présidents.

Un doctorat en trois ans

Que propose donc la conférence des présidents d'université ? Qu'on en revienne d'abord à certains principes : premierement, développer davantage les sciences de l'ingénieur en vue de l'innovation. Deuxièmement, encourager le passage des ingénieurs par les laboratoires de recherche fondamentaux. Troisièmement, éviter à tout prix un cloisonnement qui découragerait les élèves des écoles d'ingénieurs de se diriger vers la recherche fondamentale lorsqu'ils en ont la vocation.

« Les formations de recherche débouchant sur l'innovation technologique doivent être ouvertes aux maîtres des sciences et aux ingénieurs », souligne le rapport. Étant donné que le titre de docteur-ingénieur sanctionne

Le Conseil constitutionnel annule l'une des dispositions du projet de loi sur les magistrats « volants »

La solution imaginée par la chancellerie consiste à créer dans le ressort de chaque cour d'appel un corps de magistrats volants chargés, jusqu'au retour du titulaire du poste, de remplir ses fonctions. Cette solution a fait l'objet de critiques. Des députés et sénateurs se sont notamment demandé si la faculté de déplacer, au gré des vacances de postes, des magistrats du siège réputés inamovibles, n'était pas contraire à la Constitution. Repoussant cette argumentation, le Conseil constitutionnel juge que le projet gouvernemental ne menace pas l'indépendance de la magistrature. Sans le dire explicitement, il semble qu'il ait été sensible à la possibilité pour ces magistrats « volants » de faire face à une situation d'urgence, au bout de deux ans, un poste fixe de leur choix dans le ressort de la cour d'appel où ils ont exercé leurs fonctions.

S'il censure le passage relatif aux magistrats assurant le remplacement d'un collègue en congé de longue maladie, c'est qu'il contredit aux autres hypothèses — maternité, stage — le terme de ce remplacement n'est pas subordonné à la fin compulsoire ou à ces congés maternité, mais à une décision du chef de cour qui pourrait intervenir au bout de six mois. Il y a donc une atteinte à l'inamovibilité des magistrats du siège garanti par la Constitution.

Cette décision décevra ceux qui attendaient de lui qu'il annule la totalité des dispositions relatives aux magistrats « volants ». Ceux-ci faisaient notamment observer que certains tribunaux pourraient désormais être composés de magistrats volants et de juges habituellement affectés à ces juridictions. Cela en contradiction avec le principe constitutionnel d'égalité devant la justice qui voudrait que les décisions rendues par ces juridictions « panachées » soient composées de magistrats bénéficiant du même « degré » d'inamovibilité. — B. L. G.

● Deux attentats à la bombe ont causé seize personnes dimanches 26 et 27 octobre en Israël. Le premier attentat, contre une station de transport de soldats, a fait quinze blessés à Jérusalem. La seconde bombe, qui a explosé près d'une station d'autobus à Tel-Aviv, a blessé une personne, et la police a arrêté trois Arabes trouvés en possession d'autres charges. Ces attentats ont été revendiqués par le commandement général des forces de la Résistance palestinienne.

AU SÉNÉGAL

La police disperse par la force une manifestation syndicale

De notre correspondant en Afrique occidentale

Dakar. — La police a dispersé par la force, samedi 25 octobre à Dakar, un meeting public, non autorisé du syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES), faisant plusieurs blessés parmi les manifestants.

Au début de l'été, une consigne générale de boycottage de la surveillance et de la correction des examens avait tourné court, un personnel de remplacement ayant pu être mis en place, en particulier grâce au concours de l'association technique française ; mais le gouvernement en avait profité pour tenter de briser ses adversaires, licenciant vingt-huit grévistes, dont plusieurs animateurs du SUDES, en suspendant cent dix autres et procédant à de nombreuses mutations de la capitale dans des localités éloignées du pays.

C'est notamment pour protester contre ces mesures qu'avait été convoqué le meeting de samedi, auquel avaient été invitées

des délégations importantes de toutes les régions du Sénégal ainsi que de plusieurs autres organisations syndicales amies. Au total, près d'un millier de personnes (quatre fois plus même selon un tract du syndicat) avaient répondu à l'appel du SUDES, et en l'absence de l'interdiction qui avait été signifiée aux organisateurs par le gouverneur du Cap-Vert, elles se trouvaient déjà rassemblées sur une place du centre de Dakar, lorsque les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser la manifestation à coups de gourdins.

Finalement, des consignes de non-répétition ont été données par les responsables du meeting. L'affaire ne s'est soldée, semble-t-il, que par une demi-douzaine de blessés, mais quatre dirigeants du SUDES, dont son secrétaire général, M. Mamadou N'Doye, ont été interpellés pendant quelques heures et priés, avant d'être relâchés, de se tenir à la disposition de la justice. — P. B.

En Formule 1 RENAULT POURRAIT PRÉFÉRER GOODYEAR À MICHELIN

La régie Renault est placée devant un choix difficile. Il s'agit, pour elle, de décider, dans les tout prochains jours, si ses voitures de course de Formule 1 continueront d'être équipées de pneumatiques Goodyear ou si, au contraire, il sera fait appel au manufacturier américain Goodyear pour 1981.

Renault, dont l'équipe de course procède au Castellet, dans le Var, à des essais comparatifs extrêmement divers, a semblé convaincu que cette saison les pneumatiques Goodyear avaient été plus compétitifs et surtout appréhendés que les pneus radiaux de Michelin ne soient handicapés dans l'avenir, pour la formule 1, par leur architecture radiale.

Si une telle décision est finalement difficile à prendre, c'est que sa portée va bien au-delà d'un simple choix sportif. Elle touche à la fois l'économie et la politique.

Régie nationale, Renault est moins que d'autres à l'abri des pressions des pouvoirs publics des lors que des intérêts français sont en jeu. La Régie n'aurait cependant d'autre option que de quitter Michelin si elle obtenait la preuve formelle que la conquête du titre de champion du monde passerait pour une bonne part par la fourniture d'une autre marque de pneumatiques. — P. J.

Les lois éternelles du succès

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas tel ou vous valez 10 fois mieux que lui de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se soucier de la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inépuisable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent pas le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous nous empêche dans nos tabous, nos habitudes de pensée.

W.R. Borg, dpt. 670, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon

tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas tel ou vous valez 10 fois mieux que lui de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se soucier de la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inépuisable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent pas le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous nous empêche dans nos tabous, nos habitudes de pensée.

W.R. Borg, dpt. 670, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS », découpez et renvoyez ce bon et envoyez-le à : W.R. Borg dpt. 670, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM _____ PRÉNOM _____

RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

AGE _____ PROFESSION _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

Le numéro du « Monde » daté 26-27 octobre 1980 a été tiré à 534 941 exemplaires.

مكاتب التحرير